

Revue documentaire du HPG

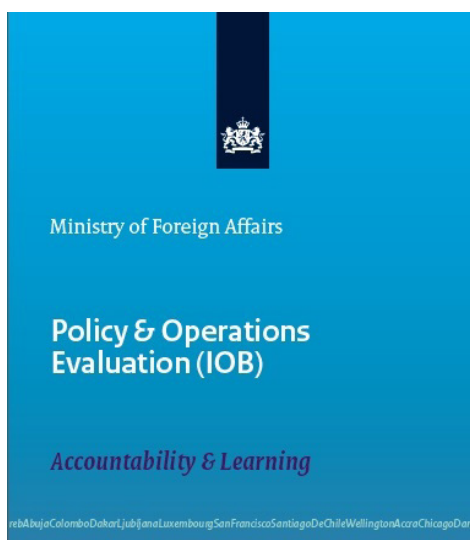
# Interroger la base de preuves sur la localisation humanitaire

## Une étude de la littérature

Veronique Barbelet, Gemma Davies, Josie Flint et Eleanor Davey

Juin 2021





Les lecteurs sont encouragés à reproduire le matériel pour leurs propres publications, tant qu'ils ne sont pas vendus dans le commerce. L'ODI demande à être cité conformément et à recevoir une copie de la publication. Pour les utilisations en ligne, nous demandons aux lecteurs de créer un lien vers la ressource originale sur le site Web de l'ODI. Les opinions présentées dans cet article sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement les opinions de l'ODI ou de nos partenaires.

Ce travail est sous licence CC BY-NC-ND 4.0.

**Format des citations de bibliographie:** Barbelet, V., Davies, G., Flint, J. et Davey, E. (2021) *Interroger la base de preuves sur la localisation humanitaire : une étude de la littérature*. Revue documentaire de l'HPG. Londres: ODI (<https://odi.org/en/publications/interrogating-the-evidence-base-on-humanitarian-localisation-a-literature-study>).

Le présent document PDF a été préparé conformément aux bonnes pratiques en matière d'accessibilité.

# Remerciements

---

L'équipe de recherche tient à remercier Johanneke de Hoogh et Charlotte van Eijk du département d'évaluation des politiques et des opérations (IOB) du ministère néerlandais des Affaires étrangères pour leur soutien et leur excellente collaboration à ce compte-rendu. L'équipe de recherche tient également à remercier le groupe de référence pour ses commentaires sur le compte-rendu. Nous tenons à remercier tout particulièrement Saeed Ullah Khan de GLOW Consultants pour ses commentaires constructifs et utiles sur le compte-rendu. L'équipe de recherche est également reconnaissante à Sarah Phillips (coordinatrice des revues de l'ODI) pour son aide dans la recherche d'articles de revues. Nos collègues Kate Sutton (Groupe chargé des politiques humanitaires (HAG)) et Sorchá O'Callaghan (Groupe chargé des politiques humanitaires (HPG)) ont fourni une aide précieuse lors de la finalisation du présent compte-rendu. L'étude n'aurait pas pu être conclue sans le soutien de l'équipe fantastique chez HPG et HAG, notamment Laura Mertsching (responsable de programme), Marta Lopez (responsable de programme), Kelly Nichols (facilitatrice opérations et administrations chez HAG), Katie Forsythe (éditrice) et Hannah Bass (publications).

La présente étude a été mandatée et financée par le département d'évaluation des politiques et des opérations (IOB) du ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas. Les opinions exprimées dans ce compte-rendu sont celles des auteurs et ne sont pas nécessairement partagées par le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas ou les évaluateurs.

## À propos des auteurs

**Véronique Barbelet** est chercheuse principale au Groupe chargé des politiques humanitaires (HPG).

**Gemma Davies** is Senior Research Fellow at HPG.

**Josie Flint** is Executive at HAG.

**Eleanor Davey** est éditrice chez HAG.

# Table des matières

---

---

**Remerciements** / 3

---

**Liste des encadrés et des figures** / 6

---

**Acronymes** / 7

---

**Résumé** / 9

Introduction / 9

Que nous dit la littérature ? / 9

Obstacles basés sur la perception / 11

Recommandations stratégiques prioritaires pour les donateurs / 12

---

## **1 Introduction** / 16

1.1 Contexte / 16

1.2 Cadre / 16

1.3 Méthodologie / 17

1.4 Restrictions générales / 18

---

## **2 Aperçu de la documentation et des preuves sur la localisation** / 20

2.1 Aperçu de la documentation sur la localisation / 20

2.2 La nature des preuves sur la localisation / 23

2.3 Le défi de remédier aux lacunes / 24

---

## **3 Localisation : compréhension, mesures et approches** / 25

3.1 L'apparition du programme de localisation / 25

3.2 Compréhension de la localisation / 26

3.3 Efforts de mesure / 29

3.4 Efforts et stratégies de localisation / 32

3.5 Conclusion / 43

---

## **4 Implication et impact sur la qualité et la valeur pour l'argent destiné à l'action humanitaire et revenus** / 44

4.1 Impact et qualité / 44

4.2 Retour sur investissement / 45

4.3 Le rôle de la localisation dans le renforcement de l'interconnexion humanitaire-développement-paix / 46

4.4 Conclusion, limites et manques de preuves / 48

---

## **5 Moteurs de changement vers la localisation / 49**

- 5.1 Améliorer la qualité, la durabilité et l'efficacité de l'action humanitaire / 49
- 5.2 Accès / 49
- 5.3 Covid-19 / 51
- 5.4 Leadership: les donateurs, gouvernements et d'autres / 52
- 5.5 Les engagements Grand Bargain / 53
- 5.6 Conclusion, limites et manques de preuves / 53

---

## **6 Défis, risques et obstacles à la localisation / 54**

- 6.1 Gestion des risques et responsabilisation ascendante / 54
- 6.2 Transfert et partage des risques / 56
- 6.3 Quantité et qualité du financement, stratégies de limitation des risques / 57
- 6.4 Action humanitaire raisonnée / 60
- 6.5 Confiance / 62
- 6.6 Capacités: lacunes, perceptions et renforcement / 63
- 6.7 Les dynamiques de pouvoir et l'auto-préservation des acteurs internationaux / 64
- 6.8 Conclusion, limites et manques de preuves / 67

---

## **7 Le rôle des donateurs et des acteurs diplomatiques dans la promotion d'une intervention humanitaire efficace par une action humanitaire plus locale. / 69**

- 7.1 Recommandation stratégique 1 : Les approches des donateurs collectifs / 71
- 7.2 Recommandations stratégiques 2 : Partager les risques / 72
- 7.3 Recommandation stratégique 3 : Partenariats équitables et éthiques / 73
- 7.4 Recommandation stratégique 4 : Qualité et quantité des financements / 73
- 7.5 Recommandations stratégiques 5 : Partage des capacités / 74
- 7.6 Recommandation stratégique n°6 : Associer la localisation avec le lien humanitaire-développement-paix / 75
- 7.7 Recommandation stratégique n° 7 : Recueillir des preuves, évaluer l'impact et remodeler le programme de recherche sur la localisation / 76

---

## **Références / 77**

---

### **Annexe 1 Recommandations générales trouvées dans la littérature de localisation / 87**

Financement : accroître l'accès à des financements de qualité pour les acteurs locaux pour rééquilibrer les dynamiques de pouvoir. / 87

Gestion de risque: partager le risque et harmoniser et réduire les exigences de conformité / 88

Partenariats: s'assurer de partenariats équitables / 89

Renforcement de capacités: améliorer, coordonner et soutenir le renforcement systématique des capacités / 90

Mettre l'accent sur les dynamiques puissantes / 91

Recommandations pour relever des manquements / 91

Autres recommandations / 92

# Liste des encadrés et des figures

---

## Encadrés

- Encadré 1** Sujets de recherche supplémentaires / 17
- Encadré 2** Qui ou qu'est-ce qui est local? / 28
- Encadré 3** Réseaux organisationnels et localisation / 34
- Encadré 4** La stratégie de la Dutch Relief Alliance 2018 – 2021 / 37
- Encadré 5** Les mécanismes du financement commun / 39
- Encadré 6** Partenariats long-terme et capacité de renforcement / 42
- Encadré 7** Adaptabilité aux populations affectées / 45
- Encadré 8** Financement humanitaire pluriannuel et interconnexion / 47
- Encadré 9** la complémentarité novatrice dans une situation de non accès pour les acteurs internationaux / 50
- Encadré 10** Confiance et accès humanitaire / 63

## Figures

- Figure 1** Résumé de la documentation révisée / 21
- Figure 2** Cadre de mesure de la localisation / 31

# Acronymes

---

<b>3RP</b>	Plan régional pour les réfugiés et la résilience
<b>ALNAP</b>	Réseau d'apprentissage pour la responsabilisation et l'efficacité
<b>ARC</b>	Croix Rouge Australienne
<b>C4C</b>	Charte pour le changement
<b>CBO</b>	organisation communautaire
<b>CBPF</b>	fonds de financement commun pour les pays
<b>CHS</b>	Norme humanitaire fondamentale
<b>CSO</b>	organisation de société civile
<b>DRA</b>	Alliance néerlandaise de secours
<b>DREF</b>	Fonds d'urgence pour les secours en cas de catastrophe
<b>ELNHA</b>	Renforcement de l'autonomie des acteurs humanitaires locaux et nationaux
<b>FICR</b>	Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
<b>FTS</b>	Service de suivi financier
<b>GB</b>	Grand Bargain
<b>GTS</b>	Ground Truth Solutions
<b>HAG</b>	Groupe consultatif sur les questions humanitaires
<b>HPG</b>	Groupe chargé des politiques humanitaires
<b>HRGF</b>	Organisme de subventions pour les interventions humanitaires
<b>HRP</b>	Plan d'intervention humanitaire
<b>ICVA</b>	Conseil International des Agences Volontaires
<b>IOB</b>	Département d'évaluation des politiques et des opérations du ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas
<b>IRC</b>	International Rescue Committee
<b>JRP</b>	Plan d'intervention Jordanie
<b>LCRP</b>	Plan de réponse de crise Liban
<b>LIFT</b>	Fonds pour les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire
<b>LSESD</b>	Société libanaise pour le développement éducatif et social
<b>M&amp;E</b>	surveillance et évaluation
<b>NEAR</b>	Réseau pour une réponse d'aide autonome
<b>NIRAPAD</b>	Réseaux pour les activités d'information, de réaction et de préparation en cas de catastrophe

<b>NISA</b>	Alliance nationale pour l'investissement sociétal
<b>OCHA</b>	Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires
<b>OECD-DAC</b>	Organisation de coopération et de développement économiques Comité d'assistance au développement
<b>OMS</b>	Organisation mondiale de la Santé
<b>ONG</b>	organisation non gouvernementale
<b>ONGI</b>	organisation internationale non gouvernementale
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies
<b>PIANGO</b>	Association des organisations non gouvernementale des îles du Pacifique
<b>PoP</b>	Principes des partenariats
<b>RDC</b>	République démocratique du Congo
<b>SAFER</b>	Fond d'aide partagée pour l'intervention d'urgence
<b>SDC</b>	Agence suisse pour la coopération et le développement
<b>STRIDE</b>	Renforcement de la capacité de réaction et développement institutionnel pour l'excellence
<b>UE</b>	Union européenne
<b>UNDP</b>	Programme de développement des Nations Unies
<b>UNHCR</b>	Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
<b>UNICEF</b>	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
<b>VANGO</b>	Association des organisations non gouvernementale de Vanuatu
<b>VfM</b>	rapport qualité-prix
<b>WHS</b>	Sommet mondial sur l'action humanitaire



# Résumé

## Introduction

Comprendre l'impact de la « localisation » sur le renforcement des réponses efficaces et efficientes aux crises humanitaires continue d'être une préoccupation politique et pratique clé pour les donateurs et le secteur au sens large. Le Sommet mondial sur l'action humanitaire (WHS) de 2016 a catalysé une série d'engagements visant à renforcer l'action humanitaire locale, notamment ceux pris via le Grand Bargain. Les critiques d'un système humanitaire « en panne » dominé par des acteurs internationaux ont conduit à des engagements destinés à apporter un changement transformationnel. Ceux-ci comprenaient des promesses de remédier aux inégalités dans le système, telles que la reconnaissance inéquitable accordée aux acteurs locaux malgré leur rôle de première ligne dans les réponses humanitaires.

Ce rapport présente les conclusions d'une revue documentaire sur la localisation commanditée par le département d'évaluation du Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas. Il répond à la question : « quelle valeur ajoutée la localisation apporte-t-elle dans la poursuite des objectifs de la politique néerlandaise et quels sont les moyens efficaces pour les Pays-Bas en tant que donateur et acteur diplomatique de promouvoir la localisation ? » En tant que telle, la revue documentaire a nécessité de se concentrer sur l'évaluation plus technique de l'impact de la localisation, tout en fournissant en même temps une évaluation critique de cet objectif. La tendance vers des réponses plus locales est maintenant connue sous le nom de « localisation », un terme qui a été critiqué et rejeté par beaucoup. Par nécessité, ce rapport utilise le terme « localisation » comme raccourci, tout en reconnaissant que cette terminologie est problématique et peut avoir des conséquences négatives (voir chapitre 3).

## Que nous dit la littérature ?

### Des déséquilibres de pouvoir continus dans la conduite du changement

Le Sommet mondial sur l'action humanitaire (WHS) a souligné que **la distribution persistante et injuste du pouvoir maintient les communautés et les organisations les plus touchées par les crises les plus éloignées de la prise de décision sur la manière de réagir**. Une partie importante de la littérature considère la localisation comme un moyen de repenser le secteur humanitaire de bas en haut, soulignant l'importance d'un leadership et d'une prestation accrues par les acteurs locaux et nationaux.

Cependant, **l'analyse des discours et des pratiques de localisation met en évidence des incitations perverses et des impacts négatifs** (voir les chapitres 3 et 6), reflétant les préoccupations concernant les motivations à faire avancer le programme de localisation, les critiques des héritages coloniaux et les inégalités persistantes au sein du système humanitaire. On craint que la **construction du discours de localisation continue de placer les acteurs internationaux au centre**, que les débats sur la localisation continuent d'être portés par des acteurs internationaux et que peu d'attention

soit accordée au rôle des acteurs locaux dans la transformation des normes et des pratiques. Elle est également perçue comme étant utilisée par certains pour éviter les conversations difficiles sur le pouvoir et la discrimination. En tant que tel, le **discours dominant sur la localisation est perçu comme contre-productif à un changement significatif**.

### Manque de preuves de l'effet de la localisation sur l'impact et la qualité

Il existe des **hypothèses selon lesquelles la localisation améliorera la qualité et l'impact des réponses humanitaires**. Cependant, très peu de preuves généralisables ont testé ces hypothèses (voir le chapitre 4). Le succès de la localisation, tel qu'énoncé dans le Grand Bargain, s'est concentré sur le suivi des progrès des engagements à soutenir l'acte de localiser les réponses humanitaires plutôt que sur les avantages des réponses localisées pour les personnes en situation de crise.

**La littérature n'a pas mis l'accent sur l'évaluation de l'impact de la localisation en termes de qualité, d'efficacité et d'efficacité des réponses humanitaires et des résultats pour les personnes en situation de crise.** De plus, rien ne prouve qu'une analyse complète de l'optimisation des ressources liée à la localisation ait été réalisée. Les perceptions des populations touchées sur les différents rôles des acteurs internationaux et locaux dans la fourniture d'une aide humanitaire appropriée n'ont pas été correctement évaluées. Il existe une **opportunité de renforcer la redevabilité envers les personnes touchées par la crise grâce à la localisation**, plutôt que de traiter les deux problèmes comme des exigences distinctes du système humanitaire. Bien que cela n'a pas été documenté de manière exhaustive ou cohérente, il existe toujours des preuves anecdotiques et des opinions bien arrêtées selon lesquelles la localisation peut avoir un impact accru dans un certain nombre de domaines, ce qui constitue une base solide pour une exploration plus poussée ou une validation.

### Les moteurs de la localisation

Les motivations pour des réponses plus localisées ont tendance à être liées à ce qui est perçu comme les **avantages possibles de la localisation pour améliorer la qualité des réponses humanitaires** (voir chapitre 5). La littérature met particulièrement en évidence la résilience, la durabilité et les liens avec le développement, la rapidité et l'amélioration de la redevabilité envers les personnes touchées et des coûts inférieurs et une meilleure rentabilité. Cependant, il n'y a que des preuves limitées que les engagements du Grand Bargain sur la localisation entraînent des changements au niveau des pays. En fin de compte, la pratique n'a pas changé de manière significative pour voir plus de pouvoir et de ressources aller aux acteurs locaux.

Le désir **d'accroître la portée des réponses humanitaires et d'en assurer l'accès** a aussi grandement contribué à faire avancer la localisation. Lorsque les acteurs internationaux sont incapables d'accéder aux populations et vice versa, les acteurs locaux sont mis en avant comme un moyen d'augmenter la couverture et la portée. Bien que cela ait été noté dans les situations de conflit, avec des préoccupations en la matière concernant le transfert des risques de sécurité aux acteurs locaux, ainsi que des préoccupations concernant les risques posés par le travail avec les acteurs locaux, le débat

sur l'accès a été relancé par le Covid-19 alors que la pandémie mondiale a réduit l'accès, la présence et la proximité des acteurs internationaux à ceux qui ont besoin d'assistance. Certains soutiennent que la pandémie a le potentiel d'accélérer la localisation dans le secteur humanitaire.

**Le leadership joue également un rôle essentiel.** Le leadership des gouvernements nationaux des pays touchés par la crise est également considéré comme un moteur de la localisation, certains l'ayant imposé récemment dans la réponse aux catastrophes. Là où cela ne s'est pas encore produit, la littérature souligne la nécessité d'un leadership sur la localisation de la part des acteurs internationaux. Le leadership des donateurs est également considéré comme un facteur essentiel pour faire avancer la localisation.

### Obstacles basés sur la perception

Les **preuves sur les obstacles à la localisation sont principalement basées sur la perception**, mais ont créé un fort consensus dans la littérature (voir le chapitre 6). Bien que cela n'empêche pas les efforts de localisation, cela affecte les conditions dans lesquelles ces efforts ont lieu. Les questions abordées comprennent les perceptions et les attitudes vis-à-vis des risques fiduciaires, juridiques, de réputation et de sécurité posées par le travail avec les acteurs locaux, les perceptions des capacités et le renforcement des capacités et la capacité perçue des acteurs locaux à défendre les principes humanitaires. De telles perceptions façonnent et interagissent avec des problèmes tels que le manque de confiance entre les acteurs internationaux et locaux, la nature des partenariats, la qualité et la quantité du financement, l'auto-préservation des internationaux et, fondamentalement, la dynamique du pouvoir entre les différents acteurs.

Les problèmes de **risque et de gestion des risques** font partie de ceux qui restent principalement basés sur la perception et l'attitude, avec une incertitude quant à la probabilité que ces risques puissent se jouer différemment. La littérature montre que les hypothèses sur le risque et la localisation ne sont pas fondées sur des preuves empiriques et que la réorientation vers un modèle de partage des risques, y compris l'acceptation de niveaux acceptables de risque résiduel, présente des avantages. Lorsque des risques sont identifiés, il existe peu de preuves suggérant que les donateurs et les intermédiaires internationaux ont été disposés à soutenir des mesures d'atténuation efficaces, telles que le financement des frais généraux (y compris pour la gestion de la sécurité, les systèmes de gestion financière et les ressources humaines) pour atteindre le seuil de risque des donateurs.

À leur tour, les perceptions et les approches de la gestion des risques ont un impact **sur les modèles de partenariat**. La littérature se focalise principalement sur les risques pour les acteurs internationaux lors de partenariats avec des acteurs locaux, plutôt que l'inverse, soulevant des problèmes de déséquilibres de pouvoir. De même, **les approches de renforcement des capacités** renforcent davantage cette dynamique de pouvoir : malgré l'évolution vers des approches plus soutenues et participatives, les exigences en matière de renforcement des capacités sont encore largement identifiées par les organisations internationales et se concentrent principalement sur la capacité organisationnelle des acteurs locaux et leur capacité à répondre aux exigences des donateurs.

Ces obstacles sont mis en évidence à plusieurs reprises par la documentation systématique des attitudes des acteurs internationaux envers les acteurs locaux et leurs capacités, ainsi que la frustration des acteurs locaux face à la lenteur des progrès. Les attitudes des acteurs internationaux et leurs perceptions des obstacles créent une image claire et factuelle pour comprendre pourquoi **le changement ne se produit pas à plus grande échelle**. Le manque de preuves plus systématiques sur la valeur ajoutée de l'action humanitaire locale, le leadership local et la complémentarité, c'est-à-dire le manque de preuves sur l'impact de la qualité de la réponse humanitaire, comme souligné ci-dessus, a également sapé les efforts de plaidoyer et les politiques fondées sur des preuves. Placer le fardeau de la preuve sur les acteurs locaux, plutôt que sur les acteurs internationaux, pour prouver qu'ils sont mieux placés pour répondre à la crise a entravé l'investissement dans la localisation et l'élan pour le changement, fournissant un autre exemple de la façon dont l'auto-préservation et la dynamique du pouvoir sont profondément ancrées dans le système humanitaire. Les preuves de la performance des acteurs locaux se focalisent presque uniquement sur la conformité financière et la gestion des risques par opposition à l'impact. Enfin, le changement de la politique fondé sur des preuves a été critiqué comme une approche technocratique de la localisation, que beaucoup considèrent comme normatif, éthique et politique impérative.

### Recommandations stratégiques prioritaires pour les donateurs

La documentation rappelle constamment aux donateurs leur rôle essentiel dans la création de règles et de mesures incitatives efficaces afin de soutenir la localisation. Cependant, elle indique aussi un manque d'orientation claire, stratégique et politique, de la plupart des donateurs en ce qui concerne la localisation. Par ailleurs, les recommandations existantes destinées aux donateurs et aux autres acteurs sont basées sur les bonnes pratiques et les indications émergentes qui restent encore à être mises en place à grande échelle ou de façon systématique.

Les recommandations stratégiques prioritaires ci-dessous s'appuient sur les résultats de l'examen de cette documentation ainsi que sur les recommandations actuelles dans la documentation concernant la localisation, adaptées dans le domaine du possible au sein du système actuel et des contraintes auxquelles doivent faire face les donateurs. Toutefois, les partisans de la localisation demandent un changement plus radical dans le rôle des personnes affectées par les crises, non seulement en tant que bénéficiaires d'aide mais aussi comme les acteurs prenant part à l'aide et trouvant des solutions locales à des crises locales. Afin de pleinement satisfaire à la demande d'action et de direction humanitaires, il est nécessaire de changer tout le système. Cela commence avec des systèmes locaux d'intervention, des compétences et des expertises locales, des directions et des solutions locales, et se tourne vers les acteurs régionaux et internationaux pour compléter et soutenir l'aide locale, le financement et le renforcement des compétences selon les besoins déterminés par les intervenants. Néanmoins, il existe très peu de preuves généralisables et empiriques sur la façon de changer le système en un modèle ascendant d'aide local, qui nécessite une forte volonté politique chez tous les donateurs et les acteurs humanitaires. **Le chapitre 7 du rapport approfondit ces recommandations ainsi que les approches pour les mettre en œuvre.**

**Recommandation stratégique 1 : Travailler conjointement avec les autres donateurs** – par exemple avec le groupe des bonnes pratiques des bailleurs de fonds humanitaires (GHD) ou l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) – afin de développer une vision commune. Tester différentes approches collectives pour motiver les partenaires, notamment les agences des Nations Unies, afin de changer leurs pratiques.

Les preuves indiquent que les approches stratégiques ont leur limite lorsqu'il s'agit de concevoir et de mettre en œuvre les moyens de renforcer la localisation dans la politique et la pratique des donateurs.

Cette recommandation peut être réalisée de façons suivantes (voir les détails dans la Partie 7.1) :

- faire que les donateurs travaillent ensemble pour mettre au point des approches stratégiques; faire que les donateurs individuels s'assurent que ces stratégies sont incluses dans tous les dossiers;
- par la création d'avantages par des intermédiaires valorisants pour leur pratiques de partenariat, pour leur diffusion d'un financement de qualité aux acteurs locaux, pour leur partage des risques et leur investissement dans le renforcement des compétences de manière ascendante et coordonnée ;
- faire que les donateurs utilisent ensemble leurs pouvoirs diplomatiques pour influencer les agences de L'ONU et d'autres acteurs internationaux en demandant plus de transparence et par le contrôle et l'évaluation des pratiques de financement et de partenariat;
- s'assurer que les exigences dans les accords de subventions amélioreront les conditions de partenariat du point de vue des acteurs locaux;
- soutenir les stratégies de localisation nationale.

**Recommandation stratégique 2 : Créer un programme de partage des risques** et harmoniser le principe de précaution, les exigences de conformité et de contrôle pour tous les donateurs.

Les preuves montrent qu'une série d'hypothèses concernant les risques et la localisation n'ont pas de fondement empirique et que réorienter les approches anciennes pour aborder les risques vers un modèle de partage des risques présente des avantages. Ceci demande un consensus sur l'interprétation de la tolérance zéro et des risques résiduels lorsque le partage des risques est envisagé, avec l'accord de ce qui est un niveau acceptable de risque résiduel.

Cette recommandation peut être réalisée de façons suivantes (voir les détails dans la Partie 7.2) :

- participer à un dialogue franc à un niveau politique élevé sur la tolérance zéro aux risques et les niveaux acceptables de risques résiduels;
- créer un programme commun de partage des risques pour tous les donateurs, harmoniser les exigences de principe de précaution et de rapport ;
- s'assurer que l'analyse et la gestion des risques sont menées conjointement avec les partenaires locaux;
- associer explicitement les approches de partage des risques au financement de qualité, y compris par la mise à disposition de financement suffisant pour les frais généraux et s'assurer que les intermédiaires transmettent le financement des frais généraux.

**Recommandation stratégique 3 : Soutenir et investir dans le développement des partenariats durables, éthiques et de qualité** entre les acteurs internationaux et locaux fondé sur le principe de complémentarité.

Les preuves révèlent que plusieurs initiatives et efforts montrent les avantages d'investissements à long terme, des partenariats durables qui soutiennent les besoins et les priorités des acteurs locaux. Le rôle des intermédiaires est important dans le soutien du changement et les preuves montrent que les acteurs internationaux ont besoin d'être incités et responsabilisés au changement de leurs pratiques de partenariat.

Cette recommandation peut être réalisée de façons suivantes (voir les détails dans la Partie 7.3) :

- contrôler, évaluer et inciter les acteurs intermédiaires en se basant sur la qualité de leurs partenariats avec les acteurs locaux;
- amener les agences de l'ONU et les grandes ONG internationales à dialoguer et à rendre des comptes concernant leurs pratiques de partenariat de façon plus efficace;
- soutenir les procédés qui aident les acteurs nationaux et locaux à rendre compte directement aux donateurs de la qualité des partenariats et en informer les décisions financières.

**Recommandation stratégique 4 : Augmenter la qualité et la quantité des financements destinés aux acteurs locaux**, y compris tous les fonds communs.

Les preuves révèlent que plusieurs initiatives montrent les avantages d'une augmentation de la qualité du financement pour les acteurs locaux, bien que celui-ci ait augmenté de façon inégale dans le système. L'utilisation de fonds de financement commun pour les pays (CBPFS) semble avoir fait ressortir le souhait des acteurs locaux de recevoir le financement de façon aussi directe que possible tout en gérant l'appétence au risque des donateurs. Le financement provenant des donateurs continue à circuler principalement à travers des intermédiaires internationaux, ce qui amène à se focaliser sur la qualité de leurs pratiques de partenariat. Il demeure une lacune majeure concernant la qualité, la quantité et la durée de financement que les acteurs locaux peuvent obtenir ainsi que la transparence sur la façon dont le financement parvient aux acteurs locaux.

Cette recommandation peut être réalisée de façons suivantes (voir les détails dans la Partie 7.4) :

- assurer que le financement à long terme couvre obligatoirement les dépenses essentielles des acteurs locaux et relier le financement aux engagements de partage des risques;
- influencer diplomatiquement pour obtenir une plus grande transparence sur les flux de financement;
- contrôler, évaluer et inciter les acteurs intermédiaires en se basant sur la qualité de leurs partenariats;
- augmenter le financement vers des fonds communs de financement, en particulier ceux qui soutiennent les acteurs nationaux et locaux et les fonds communs qui ne sont pas dirigés par l'ONU et/ou gouvernés par des acteurs locaux;
- examiner les financements mixtes humanitaires- et de développement.

### **Recommandation stratégique 5 : Investir dans le partage des compétences**

**ascendantes** et les efforts de renforcement des compétences basés sur le principe de complémentarité.

Les preuves montrent que les efforts de renforcement des compétences à long terme ont été un élément clé durant les cinq dernières années et que ces initiatives ont montré une série d'avantages importants en pratique pour soutenir les interventions menées localement. Cependant, ces efforts demeurent unidirectionnels, ad hoc, mal coordonnés, dépourvus de bons investissements, et qui souvent utilisent des approches inefficaces au renforcement des compétences.

Cette recommandation peut être réalisée de façons suivantes :

- faire de la capacité en ressources de partage des compétences un objectif pour tous les partenariats aidés par une ligne budgétaire en rapport ; et contrôler les progrès ;
- demander à ce que les partenaires coordonnent le partage des compétences, par exemple, les systèmes de coordination et travailler avec les autres acteurs internationaux en partenariat avec les mêmes acteurs locaux ;
- faire ressortir l'approche d'un donateur concernant l'investissement systématique dans le partage des compétences, y compris à travers le financement pour la préparation et la capacité d'adaptation.

En plus des recommandations prioritaires, l'étude met l'accent sur deux actions pour aider à mieux comprendre les résultats de la localisation et les opportunités :

**Action 1 : Associer la localisation avec le lien humanitaire–développement–paix :** Les ministères tels que le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas doivent adopter une stratégie complète pour tous les dossiers humanitaires, pour la paix et le développement de ses donateurs afin de soutenir le rôle des sociétés civiles locales dans les actions humanitaires locales et le leadership dans la réponse aux crises, y compris par le renforcement de la réunion du financement humanitaire et du développement.

**Action 2 : Établir les preuves, évaluer les conséquences et réorganiser l'ordre du jour concernant la recherche sur la localisation :** Les donateurs et autres qui sont capables de faire réaliser ou de produire de la recherche, doivent investir dans les moyens de mesurer l'impact de la localisation sur la qualité de la réponse humanitaire et des résultats pour les personnes et état de crise. Ils doivent aussi investir dans les approches qui permettent de comprendre les points de vue des personnes touchées par la crise sur les avantages relatifs du status quo par rapport aux modèles plus centrés sur l'aide locale.

# 1 Introduction

## 1.1 Contexte

L'action locale humanitaire est souvent présentée comme plus efficace dans la réponse au conflit, aux catastrophes naturelles, aux déplacements, en particulier ceux qui durent et sont fréquents. Cependant, les preuves ne sont pas toujours évidentes. Le Sommet mondial humanitaire (WHS) de 2016 a déclenché une série d'engagements pour renforcer l'action locale humanitaire, où des questions concernant un système humanitaire «cassé» dominé par des acteurs internationaux ont conduit à des engagements destinés à réaliser des transformations, ce point étant reflété dans le Grand Bargain et d'autres structures mondiales. Ces engagements ont cherché à faire progresser la réforme de l'actuel système d'aide pour satisfaire aux besoins et les éliminer, protéger ceux qui sont en danger et répondre efficacement aux crises en cours, tout en s'efforçant de signaler les inégalités du système, reconnaissant le rôle de première ligne, mais une attention injuste donnée aux acteurs locaux dans les réponses humanitaires. Les partenariats et l'appropriation nationale sont les fondements essentiels d'une coopération efficace au développement, ainsi reconnue par le quatrième forum de haut niveau (Fourth High-Level Forum) sur l'efficacité de l'aide (2012), et répercuté par plusieurs principes similaires de localisation dans l'ensemble du lien.

## 1.2 Cadre

Ce rapport présente les résultats et l'analyse d'un compte rendu sur la documentation concernant localisation. Cette étude dirigée par le service d'évaluation du Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas, est destinée à renseigner une évaluation en cours de la politique d'assistance humanitaire des Pays-Bas entre 2015 et 2020. La pertinence de l'étude va au delà de cette évaluation car elle analyse la base de preuves présente dans la documentation sur la localisation pour donner aux donateurs des recommandations spécifiques sur comment promouvoir la localisation. La question fondamentale (voir l'encadré 1 pour les sous-questions) utilisée pour interroger la documentation et les preuves actuelles dans cette étude est :

Quelle est la valeur ajoutée apportée par la localisation dans la poursuite des objectifs néerlandais et quels sont les moyens efficaces pour les Pays-Bas en tant que donateur et acteur diplomatique pour promouvoir la localisation ?



### Encadré 1 Sujets de recherche supplémentaires

L'étude utilise les sous-questions suivantes pour examiner plus en détail la documentation et les preuves existantes :

1. Comment les différents acteurs ont-ils soutenu la localisation de l'action humanitaire et comment la conception de la localisation est-elle reflétée dans ces activités ? Jusqu'où ces expériences peuvent-elles être étendues (cadre) et transférées (contexte) ?
2. Dans quelle mesure et de quelle façon la localisation a-t-elle un effet positif sur la qualité et le rapport qualité-prix de l'aide humanitaire et ses capacités à avoir de meilleurs impacts humanitaires pour les personnes en situation de crise ?
3. Quels sont les défis de la localisation, y compris en ce qui concerne la gestion du risque, la confiance et la responsabilité ? Quels sont les façons les plus efficaces de les atténuer ?
4. Quels sont les principaux moteurs de la localisation et quels en sont les obstacles dans l'aide humanitaire, notamment dans les situation de crises prolongées ou de déplacement forcé ?
5. Comment les donateurs et les acteurs diplomatiques peuvent-ils au mieux contribuer à une réponse humanitaire efficace par des actions humanitaires menées plus localement ?

## 1.3 Méthodologie

Cette étude utilise une combinaison de recherche systématique en ligne, une liste existante de documentation principale basée sur de précédentes recherches et des processus d'échantillonnage en boule de neige (snowballing). Le chapitre 2 de ce rapport explore plus en profondeur la documentation et les preuves trouvées, notamment les limites que cela entraîne à l'étude de cette documentation.

La recherche adoptée comportait :

- Rassemblement d'une bibliographie préalable par la documentation principale, la recherche systématique de la base de données et le processus d'échantillonnage en boule de neige.
- La recherche de la bibliographie initiale pour la pertinence et la qualité.
- Passer en revue les dernières listes de documentation en utilisant Mendeley (logiciel de gestion bibliographique) pour les prises de notes et les annotations.
- Coder la documentation en utilisant QDA Miner.
- Analyser les segments extraits.

La recherche documentaire systématique de la base de données, la documentation principale et le processus d'échantillonnage en boule de neige ont conduit à l'inclusion de 105 documents à revoir. En outre, l'équipe de recherche a examiné 35 évaluations dont seulement quelques-unes ont révélé des résultats pertinents ou des preuves en rapport avec la localisation. L'équipe a également examiné la

politique humanitaire des Pays-Bas de 2019 (ministère des Affaires étrangères, 2019) et l'évaluation de la politique humanitaire de 2015 de l'IOB (Département d'évaluation des politiques et des opérations du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas) et la stratégie de 2018 à 2021 du DRA (Alliance néerlandaise pour l'aide humanitaire) (DRA, 2017). En raison du volume de documentation, l'équipe de recherche a entièrement examiné, annoté et analysé par ordre de priorité un total de 81 documents. Le reste de la documentation a été parcourue rapidement et les informations pertinentes ont été ajoutées ultérieurement dans cette analyse.

L'équipe de recherche reconnaît que le terme «localisation» a été très controversé et fait l'objet de nombreux débats. Dans ce rapport, le terme est un raccourci qui réfère au caractère central de l'action locale humanitaire, la direction locale et la complémentarité entre les différents acteurs tant sur le plan local que national, régional ou international.

De même, il existe plusieurs façons de faire référence aux acteurs et aux organisations qui contribuent aux efforts locaux et apportent des solutions et un encadrement en période de crise. L'équipe de recherche utilisera le terme acteur local comme raccourci pour désigner aussi bien les acteurs locaux que nationaux et les multiples acteurs locaux, tels que les organisations non gouvernementales (ONG), les organisations de la société civile (OSC), les organisations communautaires (CBOs), le secteur privé, des acteurs d'organisations confessionnelles et des organismes gouvernementaux. Ceci ne concerne pas les ONG internationales qui sont actives localement. Les ONG internationales sont ainsi désignées soit parce qu'elles opèrent au sein de leurs sièges ou dans des pays d'opérations, ou bien parce qu'elles sont présentes dans ces pays depuis longtemps et que la plupart des équipes est composée de nationaux. La distinction sera faite dans le cas où les preuves désignent un type spécifique d'acteur local. Le chapitre 3 examine les définitions, la terminologie et la compréhension de la localisation.

### 1.4 Restrictions générales

Les limitations et les écarts dans les preuves sont soulignées dans tout le rapport. Cependant, cette étude est circonscrite à un certain nombre de limitations connues. Toutes les discussions, preuves et analyses ci-dessous doivent être interprétées en tenant compte de ces limitations :

- **Limitation de temps :** La revue a examiné la documentation entre 2015 et 2020. Nous admettons que les problèmes concernant la localisation ont longtemps été traités dans la documentation humanitaire sous un autre nom. Même si le cadre de cette étude n'incluait pas la revue de ces documents, de futures études pourraient ajouter de la valeur avec la revue de la documentation historique. Alors que le système humanitaire a radicalement changé au cours des dernières années, la documentation historique pourrait apporter un meilleur aperçu sur les obstacles et les défis à long terme ainsi que des solutions et des innovations historiques qui ont été oubliées par les politiques et les pratiques actuelles. De même, alors que l'examen de la documentation a eu lieu en janvier 2021, la documentation publiée depuis n'a pas été systématiquement revue. Cependant, l'équipe de recherche a réalisé une recherche rapide pour ajouter à ce rapport des preuves pertinentes.

- **Quelles sont les preuves enregistrées :** L'équipe de recherche est aussi consciente que la revue de la documentation a ses limites et ne capture pas les connaissances et les preuves non écrites ou présentes dans des publications en ligne difficiles d'accès. À qui de décider qui écrit et publie les preuves, et qui obtient les ressources pour mener et rédiger une recherche ; cela biaise quelque peu les connaissances et les preuves revues dans ce rapport.
- **Limitation du langage :** L'équipe de recherche a seulement revu les documents en anglais. Alors que ceci représente une limitation d'importance quant à déterminer quelles expériences et quelles connaissances sont analysées dans cette étude, la documentation sur la localisation est fondée sur les études de cas où les perceptions et les vues des acteurs locaux sont largement représentées.
- **Ampleur et cadre de la revue :** L'équipe de recherche n'a pas été capable de rechercher plus de documents à cause des ressources allouées à cette revue. Comme résultat les catégories de documentation suivantes ont donc été exclues : les documents opérationnels tels que les plans humanitaires d'urgence (HRP); les politiques des donateurs sur la localisation; la documentation dans laquelle la localisation est un problème marginal. L'équipe de recherche n'a pas mené de revue plus large des sous thèmes de la localisation, qui comprend la documentation sur les actions au niveau de l'état ou du gouvernement local; l'action des diasporas; le rôle des organisations régionales; la gestion à distance; le rôle du secteur privé local;<sup>1</sup> et l'importante documentation sur les capacités de renforcement et de partenariat. Ces sous thèmes sont pertinents mais mériteraient leurs propres études complètes de la documentation; ils sont cependant examinés quand ils apparaissent dans la documentation sur la localisation.

---

<sup>1</sup> Concernant le rôle du secteur privé local, consulter par exemple Zick et Kent (2014) et El Taraboulsi-McCarthy et al. (2017).

## 2 Aperçu de la documentation et des preuves sur la localisation

### 2.1 Aperçu de la documentation sur la localisation

Afin d'évaluer les preuves actuelles dans la documentation sur la localisation, l'équipe de recherche a systématiquement annoté les rapports selon : le contrôle de la qualité, le type de documentation, les principaux points thématiques, les types crises et de couverture géographiques (voir illustration 1).

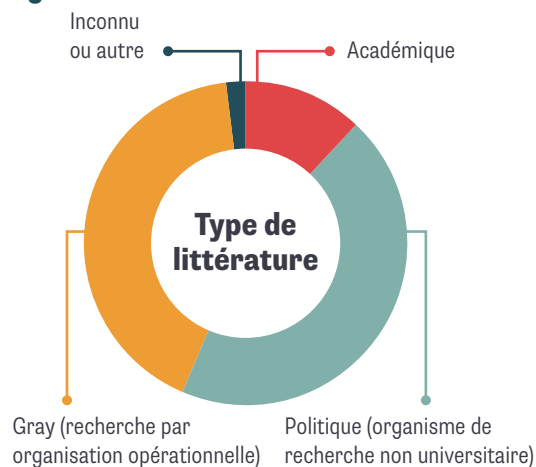
L'assurance qualité était bonne dans la majorité de la documentation que nous avons revue, aussi bien menée par des pairs que par d'autres méthodes (telles que les groupes consultatifs de recherche) ou présentait une solide méthodologie. Seulement 12,5 % de la documentation revue avait une faible assurance qualité ou pas du tout.<sup>2</sup> Cependant, comme nous allons le démontrer plus bas, les types d'études et l'attention portée sur la documentation n'ont pas fourni de preuves solides en termes de répercussions de la localisation sur les impacts humanitaires ou la qualité de l'action humanitaire. Ceci est principalement dû à l'intérêt porté sur la documentation.

Certains thèmes sont plus déterminants dans la documentation que d'autres, notamment le financement (y compris les politiques et les pratiques des donateurs), la réforme du système (y compris le Grand Bargain), les partenariats, la capacité (y compris la capacité de renforcement), la mesure des progrès de la localisation, le rôle des acteurs locaux (y compris les dirigeants locaux), les problèmes liés à la définition et au concept de la localisation (y compris la décolonisation). L'impact de la localisation sur la qualité de l'aide humanitaire est un thème principal dans la documentation sur la localisation, mais est souvent perceptif et non véritablement fondé sur des données empiriques. Même si dans la documentation il est fait allusion aux avantages éventuels de la localisation pour mieux travailler à travers l'ensemble du Nexus humanitaire-développement-paix et que quelques recommandations soulignent la façon dont le renforcement de la capacité locale peut être soutenu selon les portfolios humanitaires et de développement, la documentation sur la localisation s'intéresse rarement au sujet du triple nexus. Les preuves sur la localisation et le Nexus demeurent donc très faibles.

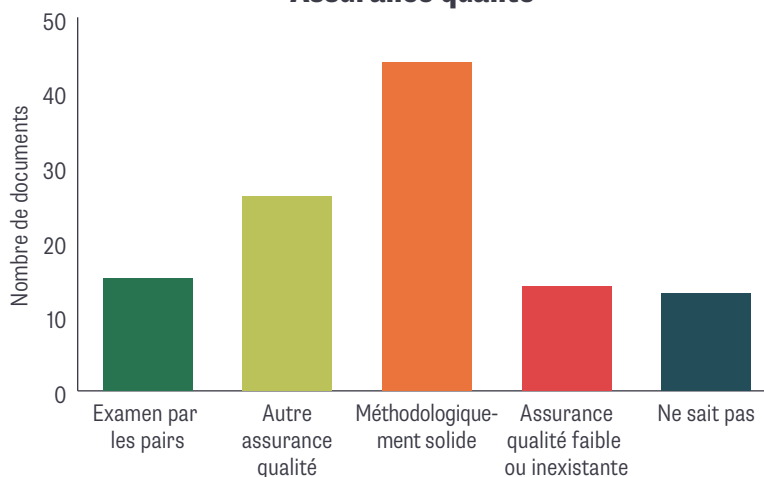
La documentation sur la localisation se compose principalement de politiques (non académiques), de recherche (44%), et de documentation parallèle (recherches menées par des organisations opérationnelles) (42%). Le décalage qui existe pour publier dans des revues académiques contribue à la rareté de la documentation académique.

---

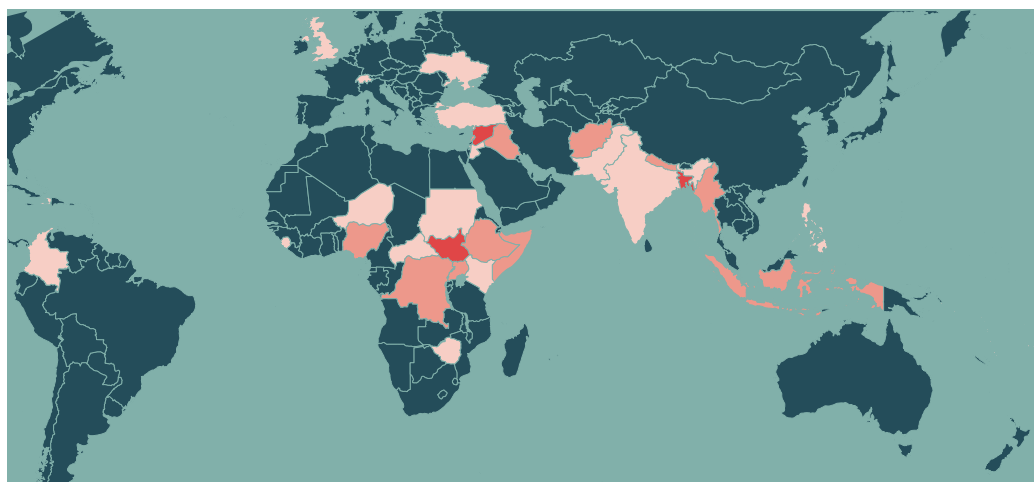
<sup>2</sup> Il est à noter que pour 11 % de la documentation revue, déterminer la qualité de la recherche a été difficile, dû au manque d'explication de la méthodologie. En effet, ces 11% comportent des documents qui ne nécessitaient pas un contrôle qualité, tels que la stratégie de la DRA (DRA, 2017) et la politique humanitaire des Pays-Bas (ministère des Affaires étrangères, 2019).

**Figure 1** Résumé de la documentation révisée


### Assurance qualité



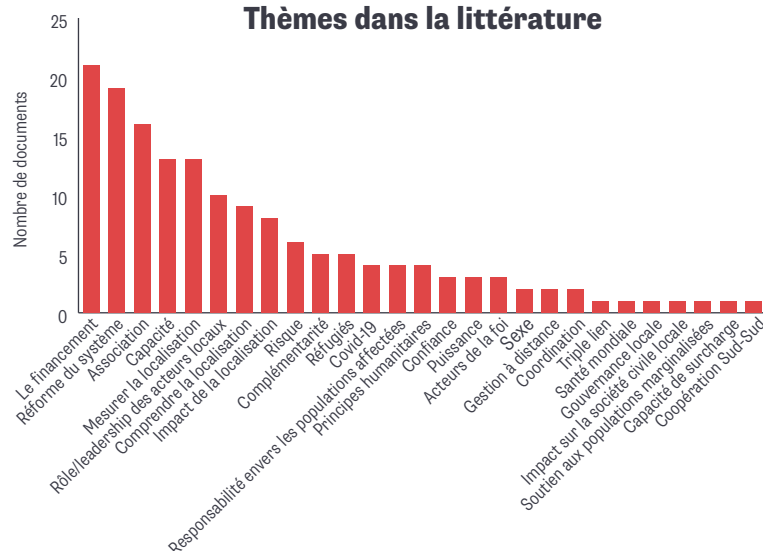
### Orientation géographique



#### Nombre de documents

Global	39	Colombie	3
Syrie	13	Haiti	3
Bangladesh	12	Jordanie	3
S. Soudan	11	Ukraine	3
Ethiopie	9	Vanuatu	3
Birmanie	8	Afrique	2
RDC	8	Fidji	2
Ouganda	7	Soudan	2
Pacifique	7	Ile Salomon	1
Irak	6	Inde	1
Liban	6	Niger	1
Afghanistan	5	Philippines	1
Indonésie	5	R.-Uni	1
Népal	5	RCA	1
Nigéria	5	S. Leone	1
Somalie	5	Suisse	1
Kenya	4	Tonga	1
Pakistan	4	TPO	1
Régional	3	Turquie	1
MOAN	3	Zimbabwe	1

### Thèmes dans la littérature



### Types de crise



Note : RCA – République centrafricaine; RDC – République démocratique du Congo; MOAN – Moyen-Orient et Afrique du Nord; TPO (Territoires palestiniens occupés).

La plupart de la documentation n'est pas spécifique à un type de crise. Nous avons constaté que 27 % de la documentation étaient axés sur plusieurs types de crises (26 études), alors que 20 % se rapportaient spécifiquement à des milieux en situation de conflits (21 études) et 22 % (14 études) désignaient particulièrement le déplacement de réfugiés. Alors qu'une proportion importante d'études se concentre sur le déplacement des réfugiés, les problèmes soulevés sur la localisation dans les milieux de déplacement sont les mêmes que dans les milieux de non-déplacement. Au-delà de la question sur la signification de «local» dans le cadre des réfugiés, étant donné que les acteurs nationaux du pays hôte ne sont pas «locaux» pour les réfugiés, la documentation sur la localisation concernant ces cadres ne soulève pas la spécificité de ce contexte de crise et ses conséquences sur la localisation.<sup>3</sup>

Certains pays ressortent plus dans la documentation sur la localisation, notamment la Syrie (13 études), le Bangladesh (12 études), le Soudan du Sud (11 études), l'Éthiopie (neuf études), la Birmanie (huit études), la République démocratique du Congo (RDC) (huit études) et l'Ouganda (sept études). Le conflit en Syrie et les déplacements au Liban, en Jordanie et en Turquie constituent une perspective géographique significative dans la documentation sur la localisation (23 études). L'Amérique latine et les Caraïbes ne sont pas beaucoup représentées : seulement trois études pour Haïti et trois pour la Colombie qui sont incluses dans d'autres rapports couvrant plusieurs pays. Seulement 10 des études et des documents revus par l'équipe de recherche prennent réellement en compte les documents opérationnels. Ceci comprend les documents opérationnels en relation avec la coordination sectorielle; avec les pratiques de partenariat; les documents opérationnels internes à une organisation en particulier, un consortium d'aide spécifique ou une initiative; des plans de réponse d'urgence (HRP); et des documents opérationnels sur les fonds communs. Ceci suggère que la documentation ne couvre pas largement les documents opérationnels, peut-être parce que de tels documents ne sont pas jugés importants à l'analyse ou parce qu'ils ne contiennent pas assez d'information sur la localisation.

Même si la majorité de la recherche revue est menée par des organisations internationales ou de la limite Nord, la documentation se rapproche systématiquement des acteurs locaux avec lesquels plusieurs études sont menées en partenariat, ainsi qu'avec des chercheurs locaux. Cependant, certains affirment que les preuves dans la documentation ne mettent pas suffisamment l'accent sur les acteurs locaux (voir ROBILLARD et al., 2020a). De même, la documentation ne traite pas systématiquement des perceptions et des expériences des personnes et des communautés touchées par les crises. La documentation distingue les personnes des communautés touchées par les crises; ce sont des acteurs locaux différents qui sont organisés, soit en organisations formelles (par exemple les ONG), ou informelles (par exemple les réseaux de volontaires). Les résultats ne concluent pas que les acteurs

---

3 En plus de l'engouement pour la localisation dans le secteur humanitaire, le Pacte mondial pour les réfugiés (GCR) souligne particulièrement la nécessité d'avoir une approche qui englobe la société tout entière en ce qui concerne l'Aide aux réfugiés qui englobe de nombreux acteurs (locaux et internationaux), le gouvernement, la société civile et le secteur privé (voir Nations Unies, 2018).

locaux ne coopèrent pas avec les communautés touchées par les crises. Cela démontre plutôt que la réunion des preuves concernant l'impact sur la localisation, les perceptions des personnes et des communautés n'apporte pas beaucoup à l'analyse et aux recommandations.

Enfin, seulement quatre études ont été axées sur la Covid-19 et la localisation (indiquant les limitations de publications très récentes). Elles traitent principalement de la façon dont la Covid-19 peut être l'occasion d'accélérer le changement des pratiques et des politiques pour mettre en œuvre la localisation, avec quelques exemples d'études de cas sur l'aide en cas de catastrophe pendant une pandémie.

### 2.2 La nature des preuves sur la localisation

La plupart des preuves sur la localisation s'attache à définir les problèmes et les progrès de la traçabilité en rapport aux engagements à haut niveau. L'intérêt ou la preuve d'un meilleur impact de la localisation, y compris l'efficacité de l'action humanitaire est moindre (IRC, 2019).<sup>4</sup> Les preuves augmentent mais demeurent anecdotiques. La documentation existante est axée sur un petit nombre d'études de cas, les organisations ou les initiatives amenant à des études nuancées mais non généralisées (ROBILLARD et al., 2020a).

La plupart des études revues sont basées sur ces études de cas et des analyses de documentation secondaire. La documentation tend à mentionner d'autres documentations sur la localisation avec des études référencées de nombreuses fois. Il vaut la peine de mentionner la série des 'missed opportunities' (Ramalingam et al., 2013; Featherstone et Antequisa, 2014; Featherstone et Bogati, 2016; Tanner et Moro, 2016; Christian Aid et al., 2019), qui continue toujours à bien démontré, le travail mentionné largement sur la façon dont des partenariats égaux et de qualité contribuent à une meilleure action humanitaire.

L'échantillonnage des études de cas n'est pas toujours expliqué; il est donc ainsi difficile d'évaluer sur quelle base les résultats peuvent être généralisable. Lorsque de bonnes preuves existent, elles reposent sur un programme, une organisation ou un pays. Un certain nombre d'études et des analyses plus approfondies aident à identifier les facteurs qui peuvent être répliqués et appliqués dans des contextes différents (conflit, déplacement, catastrophes naturelles). Par ailleurs, de nombreuses études reposent sur des preuves fondées sur la perception. Ceci reflète l'intérêt que la documentation porte aux différents acteurs 'les perceptions du problème et les défis et obstacles à la localisation, ainsi que

---

4 Selon IRC (2019) : 'Cependant, les preuves qui examinent de façon critique les impacts humanitaires des projets menés directement et exclusivement par des ONG internationales par comparaison avec ceux menés en partenariat avec des ONG internationales et des sociétés civiles locales ou des acteurs gouvernementaux locaux, ou menés par ces seuls acteurs, ne sont pas très avancées. Il est apparu clairement, pendant cette recherche, que si certaines études narratives sur la comparaison des avantages et des coûts que présentent le travail en partenariat avec des ONG locales et les mises en œuvre directement faites par des ONG internationales commencent à apparaître, il ressort qu'il y a très peu de recherche quantitative dans ce domaine, et pas d'essais contrôlés aléatoires qui considèrent les avantages comparatifs du travail en partenariat par rapport au travail direct ou avec des services de prestations fournis par des ONG internationales ou seulement des organisations locales.

la perception des progrès quant à la localisation. Les études sur le suivi du financement destiné aux acteurs locaux font significativement exception. Il est important de noter que le phénomène d'écho et les preuves empiriques limitées ou ambiguës ne sont pas propres aux débats sur la localisation, mais définissent souvent l'analyse humanitaire.<sup>5</sup>

### 2.3 Le défi de remédier aux lacunes

Remédier aux lacunes concernant la façon dont la localisation impacte les aides humanitaires pour les personnes touchées par les crises demeure un défi. S'il y a de plus en plus d'exemples d'aides menées localement, la question demeure en ce qui concerne la façon dont la prise de décision a fortement évolué vers les acteurs nationaux et locaux et s'est éloignée des acteurs internationaux. Par exemple, l'aide apportée à la suite du séisme à Célèbes et du tsunami en Indonésie est considérée par beaucoup comme un exemple d'aide locale, étant donné que le gouvernement a mené la coordination. Cependant, 65 % du financement de cette aide a été attribué à des acteurs internationaux, ce qui soulève la question de savoir dans quelles proportions les acteurs locaux, y compris le gouvernement, ont pu diriger et élaborer l'aide indépendamment des acteurs internationaux (HAG et Pujiono Centre, 2019).

Ceci montre le défi qui est de définir et de s'accorder sur ce qui peut être considéré comme des aides localement menées et quelles preuves peuvent être utilisées pour mesurer la qualité des aides et des impacts humanitaire.

De même, les nombreuses stratégies ou initiatives étudiées dans la documentation ont tendance à être des initiatives à court-terme qui sont évaluées peu de temps après leur application. Ainsi, la documentation qui mesure l'impact de telles stratégies tend à souligner ce qui a été fait et les résultats des programmes; les données du niveau d'impact ne sont pas proposées, car il est prétendument trop tôt pour évaluer l'impact. On peut se demander quel moment choisir pour faire des évaluations dans un domaine qui ne considère pas forcément l'impact sur du long-terme. C'est en même temps un défi que de comprendre comment les efforts vers la localisation impactent plus largement la qualité de l'action humanitaire.

---

5 Selon ALNAP (2020 : 9) illustre : Même si la perception de certains groupes est essentielle pour comprendre la performance humanitaire – notamment en ce qui concerne les populations touchées par les crises – la majorité des recherches et des preuves humanitaires repose encore sur les données basées sur la perception et recueillies par des professionnels de l'aide humanitaire. Cela peut potentiellement détourner l'attention sur le fait que les mesures des objectifs prennent du retard.'



## 3 Localisation : compréhension, mesures et approches

La localisation, si elle est abordée de façon holistique et ambitieuse, a été préconisée comme un moyen de concevoir à nouveau l'ensemble du secteur humanitaire' (Featherstone et Mowjee, 2020; SDC (DDC Direction du développement et de la coopération) et la FICR, 2021). Cependant, le fait que la localisation est l'occasion d'examiner de manière critique et d'améliorer la structure et le fonctionnement du système humanitaire dans son ensemble' (ICVA (Conseil international des agences bénévoles), 2018) n'a pas été, à ce jour, orienté vers des évaluations de l'impact de la localisation sur la qualité de l'aide humanitaire.

Ce chapitre explore les visions de la localisation et les tentatives de mesure de la localisation et des progrès comme étant des domaines d'activité clé. Se basant sur la documentation revue, il est affirmé que, en dépit du fait que le concept s'est éloigné des débats sur la définition pour se rapprocher d'idées plus holistiques, il n'y a pas eu de déplacement parallèle pour faire ressortir le(s) objectif(s) de la localisation, pour mesurer les résultats plutôt que les progrès, ou de stratégies pour assurer une mise en œuvre plus efficace.

### 3.1 L'apparition du programme de localisation

En dépit de l'augmentation relativement récente de l'ordre du jour dans sa forme actuelle sur la localisation, les problèmes de pouvoir et d'inégalité qu'il tente d'aborder ont depuis longtemps été reconnus. Dans le domaine de l'aide humanitaire, les efforts mis en place pour améliorer la responsabilité envers les populations touchées avec des exemples datant au moins des années 70 peuvent être considérés comme des facteurs à plus long terme qui soutiennent les initiatives dans le cadre de la localisation. À partir des années 90, les engagements ont été institutionnalisés à travers des mécanismes tels que la Croix-Rouge et les codes de conduite d'ONG internationales, les normes Sphère et les formes de haut niveau sur l'efficacité de l'aide (Van Brabant et Patel, 2018; CHS Alliance, 2020). D'un point de vue opérationnel, l'attention accrue portée sur la proximité des pouvoirs occidentaux qui peuvent exacerber les risques de sécurité dans certains contextes a encouragé la réflexion sur les attitudes envers les ONG internationales principales et les agences des Nations unies. L'augmentation et la reconnaissance des donateurs en dehors du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) – soi-disant appelés donateurs non-CAD tels que le Brésil, la Chine, la Corée du Sud et la Turquie – a aussi soulevé des distorsions et des structures du pouvoir au sein de l'architecture de l'aide humanitaire.

Même si ces influences sont complexes et ne reflètent qu'une partie de la situation, elles permettent d'expliquer pourquoi l'ordre du jour sur la localisation s'est imposé. Le concept d'un système humanitaire «brisé» était un thème important dans les débats qui ont conduit au Sommet mondial sur l'action humanitaire (WHS), qui ont souligné la persistance d'une distribution des pouvoirs inéquitable qui souvent tiennent à l'écart ceux qui sont le plus touchés par les crises des prises de décisions sur

la façon de leur venir en aide.<sup>6</sup> Dans ce contexte, les motivations fondées sur les valeurs font partie des moteurs du programme de localisation, qui peut être présenté comme la « bonne » chose à faire en reconnaissance de la centralité des sociétés affectées. Cette vision de l'éthique est basée sur les attributs souhaitables du poste ou de l'objectif (dans ce cas l'objectif de localisation) au lieu d'essayer de prendre des décisions éthiques basées sur les résultats attendus. Depuis le WHS, les critiques des inégalités dans le secteur humanitaire ont également été aggravées par des allégations répétées d'exploitation et d'abus sexuels lors d'opérations d'aide (y compris le maintien de la paix) et des débats inspirés par les mouvements #MeToo et Black Lives Matter. Plus récemment, les appels à la « décolonisation » de l'aide peuvent être considérés comme liés mais distincts de l'agenda de localisation à la fois dans le cadre conceptuel et dans l'éventail des approches associées.

Par conséquent, alors que la localisation est promue par certains comme un moyen de transformer fondamentalement le pouvoir dans le système humanitaire, elle a été critiquée par d'autres pour ne pas aller assez loin, pour être trop technocratique ou pour créer des incitations perverses et des impacts négatifs. Bon nombre de ces arguments reflètent des préoccupations concernant les motivations derrière l'adoption du programme de localisation et des critiques plus larges des héritages coloniaux et des inégalités persistantes du système humanitaire. Certains ont ciblé la construction du discours, y compris les arguments selon lesquels :

- le concept de localisation continue de placer les acteurs internationaux au centre, en raison de ses implications d'« adaptation » à divers contextes nationaux (Barbelet, 2018 ; Fast et Bennett, 2020 ; Melis et Apthorpe, 2020 ; Pincock et al., 2020 ; Roepstorff, 2020) ;
- les débats sur la localisation ont été portés par des acteurs internationaux (ICVA, 2018 ; Metcalfe-Hough et al., 2020 ; Robillard et al., 2020b) ;
- peu d'attention a été accordée au « rôle du côté « récepteur » dans la légitimation et la transformation des normes et des pratiques » (Gómez, 2021) ;
- utiliser le discours de la localisation est un moyen d'éviter des conversations plus difficiles sur le pouvoir et la discrimination (Fiddian-Qasmiyeh 2019 ; Jayawickrama et Rehman, 2018, cité dans Robillard et al., 2020b) et est contre-productif pour un changement significatif (Howe et al., 2019).

### 3.2 Compréhension de la localisation

Il n'y a pas de définition unique de la localisation et, comme indiqué ci-dessus, le sens et la politique de ce concept ont été contestés. La compréhension de la localisation a évolué depuis le WHS de 2016. Dans le flux de travail dédié à la localisation dans le Grand Bargain, beaucoup d'énergie a d'abord été consacrée à essayer de définir et de fixer des termes tels que « local », « national », « localisation » et « réponse dirigée localement » (voir l'encadré 2). S'il n'y a aucun doute sur l'importance et le pouvoir du langage – et, comme indiqué dans l'introduction, la nature problématique de certaines terminologies associées à cet agenda – ces conflits de définition ont par la suite été remis en question comme étant

---

6 Voir par exemple Knox-Clarke (2015).

contre-productifs (Els, 2018 ; ICVA, 2018 ; ICVA et HLA, 2019 ; Fast et Bennett, 2020). La littérature reconnaît désormais largement que ce à quoi ressemble une « localisation réussie » ou une « réponse menée localement » dépend beaucoup du contexte.

Une proposition influente a été la conceptualisation de l'OCDE de la « localisation de la réponse humanitaire » comme « un processus de reconnaissance, de respect et de renforcement du leadership des autorités locales et de la capacité de la société civile locale dans l'action humanitaire, afin de mieux répondre aux besoins des populations touchées. et préparer les acteurs nationaux aux futures réponses humanitaires » (OCDE, 2017 ; voir aussi Roepstorff, 2020). Des éléments de son langage se reflètent également dans les efforts visant à développer des compréhensions contextuellement pertinentes de la localisation, dont beaucoup soulignent également l'importance de l'indépendance (Ayobi et al., 2017 ; Featherstone, 2017 ; HAG et Civil Society Forum of Tonga, 2019 ; Wijewickrama et al., 2020). Certains mettent l'accent sur des approches collectives mais variées (ICVA, 2018 ; Howe et al., 2019 ; Robillard et al., 2020a) et/ou distinguent les travaux « dirigés localement » (Wall et Hedlund, 2016 ; voir aussi Robillard et al., 2020a).

D'autres ont choisi d'identifier les attributs clés plutôt que de fournir une définition unique. Ces attributs sont souvent liés au pouvoir et à la prise de décision, aux problèmes de financement, à l'inclusion et à l'efficacité opérationnelles, à la qualité et à la responsabilité (de Geoffroy et Grunewald, 2018 ; Patel et Van Brabant, 2017 ; ICVA et HLA, 2019 ; UNICEF, 2019a ; Robillard et al., 2020a). La localisation a également été exprimée chronologiquement : « Une intervention humanitaire est considérée comme localisée lorsqu'un intervenant humanitaire local est impliqué dans l'ensemble du cycle du programme : évaluations des besoins, conception et exécution du programme et examen et évaluation finals » (OCDE, 2017). Il y a également eu une tendance à ce que la littérature soit structurée plus explicitement autour de la complémentarité (ICVA, 2018 ; Accelerating Localization through Partnerships, 2019 ; Barbelet, 2019 ; Eckley, 2020).

En termes institutionnels, la localisation a été fortement associée au WHS et au Grand Bargain, bien que la construction de ces agendas ait été contestée et que la familiarité avec les engagements qu'ils impliquent ait varié (Van Brabant et Patel, 2018). Les principaux accords et engagements sont résumés ici, tandis que la mise en œuvre est examinée plus en détail ci-dessous ; la compréhension de la façon dont ces programmes interagissent est limitée (Howe et al., 2019).

## Encadré 2 Qui ou qu'est-ce qui est local?

Dans la période qui a suivi le WHS et la signature du Grand Bargain, les discussions visant à déterminer ce que signifiait « aussi direct que possible » pour les objectifs de financement ont occupé une grande partie de l'espace de localisation (OCDE, 2017). L'équipe de travail sur le financement humanitaire a investi dans le développement d'un « marqueur de localisation » (IASC, 2018), conduisant aux définitions suivantes utilisées pour le système mondial de suivi financier (FTS) :

1. « Acteurs non étatiques locaux et nationaux : organisations engagées dans l'aide humanitaire qui ont leur siège et opèrent dans leur propre pays bénéficiaire de l'aide et qui ne sont pas affiliées à une ONG internationale ».
2. « Acteurs étatiques nationaux et infranationaux : Les autorités de l'État du pays bénéficiaire de l'aide affecté se sont engagées dans l'aide, que ce soit au niveau local ou national. »

L'approche définitionnelle pour délimiter le « local » du « global » ou « international » a été critiquée comme créant des angles morts analytiques, par exemple en ne reconnaissant pas l'hybridité des organisations dans le secteur humanitaire ou le potentiel de capture par l'élite du « local » (Wall et Hedlund, 2016 ; Barakat et Milton, 2020 ; Melis et Apthorpe, 2020 ; Pincock et al., 2020 ; Robillard et al., 2020a ; Roepstorff, 2020). Il a été avancé que les débats sur qui ou ce qui est local « ne nous rapprochent pas d'une compréhension claire, définitive ou globale de l'action humanitaire « locale » » (Fast et Bennett, 2020) et la focalisation étroite sur le financement associée à ces débats a été identifiée comme un obstacle à une conception plus globale des engagements et de la mise en œuvre de la localisation (Van Brabant et Patel, 2018 ; Howe et al., 2019). Dans le contexte du déplacement forcé, le concept de « local » crée des problèmes car « les personnes déplacées peuvent ou non percevoir leurs populations d'accueil comme locales et/ou comme des agents qui ont la confiance, les connaissances ou la légitimité pour répondre de manière appropriée à leurs besoins » et les populations hôtes peuvent avoir des besoins ou des attentes distincts (Robillard et al., 2020b).

Reconnaître que ce que signifie être « local » est relatif et relationnel (Fast et Bennett, 2020) et le conceptualiser comme sur un spectre ou un continuum (ICVA, 2018) sont des moyens de s'éloigner des définitions mécanistes et des représentations statiques de la dynamique qui, dans réalité sont complexes et fluides. Le concept plus flexible de « multi-local » a également été proposé pour refléter le fait que « le local dans la localisation est compris comme multiple, comprenant une gamme de locaux, dont chacun a tendance à être un code pour des significations et des références différentes, si elles sont interdépendantes. » (Melis et Apthorpe, 2020). Ces compréhensions sont mieux placées pour prendre en compte les relations de pouvoir et les politiques qui façonnent la réponse humanitaire.

- **Agenda pour l'Humanité** : Cinq responsabilités principales identifiées par le processus WHS, soutenues par des engagements conjoints et individuels pris lors du Sommet.
- **Charte pour le changement (C4C)** : Huit engagements que les OING acceptent de mettre en œuvre afin de remédier aux déséquilibres et aux inégalités du système humanitaire mondial.
- **Norme Humanitaire Fondamentale sur la Qualité et la Redevabilité (CHS)** : Neuf engagements visant à améliorer la qualité et l'efficacité de l'assistance.
- **Grand Bargain** : 51 engagements pour améliorer l'efficacité et l'efficience de l'action humanitaire, issus du WHS ; regroupés en neuf axes de travail thématiques, le deuxième axe de travail comprenant six objectifs consacrés à « Plus d'outils de soutien et de financement pour les intervenants locaux et nationaux ».
- **Principes de partenariat** : Cinq principes qui fournissent un cadre de collaboration grâce à la reconnaissance de la capacité d'intervention locale et nationale.

Lorsque des études contextuellement spécifiques ont cherché non pas à établir une définition de la localisation mais à définir la localisation à partir des perceptions, des compréhensions et de la pratique des acteurs dans un contexte spécifique, les résultats suggèrent que les définitions de « type idéal » de la localisation données par la littérature politique ne correspondent pas en pratique. Par exemple, des recherches menées par la mission nationale du démonstrateur de localisation au Nigéria ont révélé que les ONG locales et nationales considéraient la localisation comme étant principalement liée aux opportunités de financement, tandis que les acteurs internationaux l'abordaient comme une stratégie pour accroître l'accès à des zones autrement inaccessibles ou pour la réalisation de leurs propres projets. , bien qu'ils aient également lié la localisation à de meilleurs résultats pour les personnes affectées (Localisation Workstream, 2020). De même, des compréhensions partielles ou pragmatiques de la localisation ont été trouvées dans les recherches de Van Brabant et Patel (2018) au Bangladesh, où ils n'ont identifié qu'une « attention limitée » au pouvoir et aux questions connexes, ainsi qu'au travail des autres.

Des conceptions opposées de la localisation ont également été articulées, attirant l'attention sur les impacts de la localisation en tant que discours, comme indiqué dans la section précédente. D'autres ont mis en évidence des implications opérationnelles, suggérant que la localisation et les concepts associés masquent des différences importantes entre les agences locales et nationales, y compris le rôle des ONG internationales nationalisées (Van Brabant et Patel, 2018 ; Melis et Apthorpe, 2020 ; Robillard et al., 2020a ; voir aussi l'encadré 2) ; et qu'une application maladroite de ce discours a polarisé les attitudes dans certains contextes et a ainsi entravé la réponse (HAG et NIRAPAD, 2020).

### 3.3 Efforts de mesure

Bien qu'il y ait beaucoup de discussions dans la littérature sur les cadres et les composants de la localisation, les preuves sont faibles en termes de mesure du degré de progrès dans la mise en œuvre de ces cadres et composants. Malgré l'abandon de la définition de concepts et d'objectifs vers la compréhension et la mesure des progrès pour permettre une action humanitaire plus locale (Els, 2018 ; Flint et Lia, 2018 ; Van Brabant et Patel, 2018), il reste à l'heure actuelle très peu de littérature visant à articuler d'une manière holistique à quoi ressemble le succès ou quel pourrait être le point

final souhaité pour toutes les parties prenantes dans la réponse humanitaire localisée (Fast et Bennett, 2020). Lié à cela, il existe de très faibles preuves sur ce qui a causé le succès (perçu) ou l'échec de la programmation par rapport aux objectifs déclarés. Ce manque de données n'est pas propre à l'analyse de la localisation.

Les cadres de mesure reflètent largement les domaines prioritaires dans les rapports C4C, Grand Bargain et CHS dans le Rapport sur la responsabilité humanitaire. Celles-ci détaillent toutes la variété d'initiatives qui, ensemble, permettent une réponse plus localisée, et comment elles alimentent un niveau global ou progressent par rapport aux engagements et aux objectifs de localisation. Bien qu'il existe certaines variations dans ce qui est inclus, les domaines décrits dans la figure deux sont communs.

Les approches de mesure de la localisation ont été façonnées par un petit nombre d'interventions qui ont ensuite été adoptées et/ou adaptées par d'autres. Initiative mondiale de mentorat 'Sept dimensions de la localisation' (Van Brabant et Patel, 2018) a été l'un des premiers à être développés et a influencé les cadres ultérieurs ciblés au niveau sectoriel ou national tels que HAG et PIANGO. 'Cadre de mesure de la localisation' (2019), le 'Accélérer la localisation grâce au cadre mondial de localisation du partenariat' (2019), et au niveau organisationnel le Network for Empowered Aid Response (NEAR) 'Cadre de mesure du rendement' (NEAR, 2017) (voir aussi Van Brabant et Patel, 2018). Certains de ces cadres ont été utilisés pour mesurer les progrès de la localisation au niveau d'un pays, ou pour réaliser des données de référence ou des instantanés (Accelerating Localization through Partnerships, 2019 ; HCR et PNUD, 2019 ; Bamforth et al., 2020 ; HAG et PIANGO, 2020 ; Wijewickrama et al., 2020).

Ces cadres proposent des indicateurs et des mesures qui quantifient et mesurent le changement. Bien qu'ils soient destinés à permettre des progrès, ces cadres ont été critiqués pour mesurer le changement à l'aide de métriques cloisonnées, ce qui pourrait réduire l'ambition d'un changement plus significatif. Un exemple de ceci serait de compter le nombre d'acteurs locaux assistant aux réunions de coordination au lieu de considérer dans quelle mesure ils sont capables d'influencer les débats et les décisions (Metcalf-Hough et Fenton, 2019). L'accent initial mis sur les actions et les engagements au niveau mondial s'est progressivement orienté vers le niveau national, comme indiqué dans le document de vision du Grand Bargain, mais aussi dans les rapports C4C les plus récents (C4C, 2020 ; Metcalf-Hough et al., 2020). La participation des acteurs locaux aux discussions politiques autour de la localisation a influencé ce processus, notamment à travers le processus de consultations au niveau régional sur l'avenir du Grand Bargain en 2019 et 2020 (Els, 2018).

**Figure 2** Cadre de mesure de la localisation

Source : HAG et VANGO (2019)

La mesure du financement des acteurs locaux a fait l'objet d'une attention particulièrement soutenue mais reste emblématique des difficultés d'accès à une information solide même sur des engagements de haut niveau. À l'époque du WHS, une étude de Local2Global Protection a fait valoir qu' 'il est difficilement possible d'établir un seul chiffre ou pourcentage réel global avec un degré raisonnable de certitude', qu'ils considéraient comme 'un échec en matière de transparence et de responsabilité pour le système humanitaire mondial. dans son ensemble'(Els et Carstensen, 2015). Des études importantes menées plusieurs années plus tard ont révélé que des informations complètes sur les flux de financement n'étaient pas disponibles, que certains signataires du Grand Bargain n'étaient toujours pas en mesure de rendre compte de la proportion de leur financement qui allait aux intervenants locaux et que la plupart n'avaient pas atteint l'objectif convenu de 25 % (HCR et PNUD, 2019 ; Metcalfe-Hough et Fenton, 2019). Et ce malgré le fait que cet objectif soit devenu, selon les termes de Fast et Bennett (2020), 'la mesure par défaut pour soutenir l'action' "locale". Cette utilisation des proportions de financement comme indicateur indirect de la localisation dans son ensemble est liée à l'absence d'un objectif holistique articulé pour la localisation décrit ci-dessus.

Certaines publications ont analysé les contextes de manière comparative les uns par rapport aux autres selon un 'schéma de localisation'– à quel point les contextes particuliers sont déjà 'localisés' (Howe et al., 2019 ; Robillard et al., 2020c). Bien que cela ait été critiqué comme reflétant les perspectives des parties prenantes internationales ou régionales, au lieu d'être déterminés à partir de contextes nationaux ou locaux (Robillard et al., 2020c), la plupart des mesures ou des tentatives d'analyse des progrès sont **empiriquement ancrées dans un contexte** national particulier et engagent largement avec les acteurs locaux et nationaux. Contestant l'idée que la qualité de la réponse humanitaire peut



être comprise et évaluée selon des normes uniformes dans le monde entier, des appels ont été lancés en faveur d'approches localisées de suivi et d'évaluation (S&E). Les initiatives dans ce sens n'ont pas encore eu d'impact significatif sur les normes de S&E.

### 3.4 Efforts et stratégies de localisation

D'une manière générale, les efforts visant à soutenir la localisation de l'aide humanitaire au cours des cinq dernières années se sont concentrés sur les domaines thématiques décrits dans les cadres de mesure décrits ci-dessus, avec un regroupement notable d'initiatives autour des capacités, des partenariats, du financement et de la coordination, motivées par les objectifs et mesures proposées dans les engagements de haut niveau. Ces efforts ont été déployés à différents niveaux et relèvent en grande partie de la catégorie des initiatives plutôt que des stratégies spécifiques.

Cette section se concentre sur l'exploration des preuves de l'efficacité de ces efforts et des exemples de bonnes pratiques, plutôt qu'un résumé complet des types d'action et d'initiatives prises. Les efforts de localisation seront discutés brièvement selon l'échelle, à quatre niveaux (en reconnaissant que ces niveaux interagissent) : au niveau du secteur, de la politique mondiale ou du système ; au niveau du pays ou de la réponse, représentant des efforts de collaboration susceptibles d'être déterminés de manière plus contextuelle ; au niveau organisationnel, en termes de politiques ou de stratégies d'agences spécifiques ; et au niveau du projet ou de l'initiative dans la pratique. Dans la littérature étudiée, il y avait peu d'analyses visant à comprendre si et comment les bonnes pratiques sont transférées d'un contexte ou d'un niveau à un autre en termes de reproductibilité et d'évolutivité. La prise en compte de cette question dans la conception d'évaluations ou de recherches futures pourrait aider à combler ce manque de preuves au fil du temps.

#### 3.4.1 Système mondial et niveaux de politique

Les efforts de localisation au niveau mondial ont été motivés par des engagements politiques et standard, notamment le Grand Bargain, C4C et CHS. Les efforts au niveau du système mondial se sont concentrés sur la création ou l'adaptation de processus, de systèmes et de mécanismes pour articuler et respecter ces engagements. Les preuves montrent que cela contribue aux progrès dans un éventail de domaines, en particulier en augmentant lentement le financement des acteurs locaux et nationaux, en contribuant à des partenariats de meilleure qualité et en renforçant certains investissements dans les capacités institutionnelles (Barbelet, 2019 ; Fast et Bennet, 2019 ; Metcalfe- Hough et Fenton, 2019 ; C4C, 2020 ; CHS Alliance, 2020 ; Metcalfe-Hough et al., 2020).

Les progrès vers le respect des engagements ont été identifiés comme soutenant largement la localisation de l'aide, mais il est important de reconnaître que l'impact fait partie d'une série d'activités et de changements qui reflètent l'objectif de localisation. Il s'agit notamment de mettre davantage l'accent sur la « décentralisation » des systèmes et des organisations de prise de décision dans l'ensemble du secteur ces dernières années – ou de déplacer la prise de décision plus près des personnes et des intervenants touchés – et d'une forte volonté de localisation et de programmes au



niveau national (Van Brabant et Patel, 2018 ; ICVA et HLA, 2019 ; HAG et NIRAPAD, 2020 ; Robillard et al., 2020a). C'est-à-dire que tous les facteurs qui influencent l'étendue du leadership local dans une réponse donnée ne sont pas le résultat d'engagements mondiaux spécifiques. D'autres efforts au niveau du système incluent les conseils du Global Protection Cluster sur la façon dont la localisation peut être intégrée dans le cycle du programme humanitaire, bien que les impacts de cela soient inconnus (Accélérer la localisation grâce aux partenariats, 2019).

Malgré cela, et bien que la localisation soit désormais généralement considérée comme un principe fondamental de l'aide humanitaire, elle n'est pas encore reflétée de manière large ou adéquate dans les efforts politiques et pratiques (Metcalf-Hough et al., 2020 ; Robillard et al., 2020c) . Une série d'exigences de réforme structurelle et système pour mieux soutenir la localisation ont été largement discutées dans la littérature, y compris l'adaptation du Grand Bargain, mais il reste des défis importants pour gagner du terrain sur la mise en œuvre, souvent en raison des changements nécessaires de pouvoir, de rôles, d'activité modèles et prise de décision (Ayobi et al., 2017 ; Start Network, 2017a ; Van Brabant et Patel, 2018 ; Barbelet, 2019 ; Metcalf-Hough et al., 2020).

De plus, il existe peu de preuves quant à savoir comment, ou si, ces efforts au niveau mondial contribuent à des réponses humanitaires plus efficaces et à de meilleurs résultats pour les populations touchées. Cela est dû en partie au défi de lier les processus mondiaux et la réforme aux activités, objectifs et résultats opérationnels au cours d'une intervention. Le type de preuves recueillies sur la localisation au cours d'une intervention se focalise beaucoup plus sur les catalyseurs de la localisation, les défis et les obstacles pour les opérations, plutôt que sur la façon dont ceux-ci façonnent la pertinence, l'efficacité et l'impact. Malgré l'insistance croissante sur la nécessité de la localisation comme point de départ d'une réponse à une crise (Metcalf-Hough et al., 2020), il n'y a que des poches d'exemples où cette approche a été utilisée et évaluée (HAG et VANGO, 2020 ; Robillard et al., 2020a).

### 3.4.2 Stratégies et approches organisationnelles

Au niveau organisationnel, il y a plus de preuves disponibles sur les approches des agences internationales que sur les approches organisationnelles des acteurs nationaux et locaux. Dans la mesure où des études de ces derniers sont disponibles, il s'agit principalement d'analyses d'acteurs internationaux sur la façon dont les acteurs locaux et nationaux ont adapté des façons de travailler autour de questions telles que la conformité, les risques et les partenariats pour soutenir les priorités de localisation internationales. Il existe moins de preuves montrant comment les organisations locales et nationales ont défini leurs propres priorités organisationnelles de localisation - en dehors de partenariats spécifiques - ou de l'impact de celles-ci (Wall et Hedlund 2016 ; Svoboda et al., 2018 cité dans Robillard et al., 2020c ; Wake et Barbelet, 2019). D'autres défis dans l'évaluation des stratégies organisationnelles incluent la nature en réseau de certains mouvements internationaux et la tendance de certaines ONG internationales à présenter leurs affiliés comme des organisations « locales » (voir l'encadré 3).

### Encadré 3 Réseaux organisationnels et localisation

La définition du FTS des acteurs non étatiques locaux et nationaux comme des « organisations engagées dans l'aide humanitaire qui ont leur siège et opèrent dans leur propre pays bénéficiaire de l'aide et qui ne sont pas affiliées à une ONG internationale » (c'est nous qui soulignons) présente des défis pour certaines organisations ou organisations internationales affiliées réseaux tels que le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et Caritas. La question de savoir si les organisations nationales associées à ces réseaux (« Sociétés nationales », dans la terminologie de la Croix-Rouge/du Croissant-Rouge) devaient être considérées comme locales a fait l'objet de discussions. Ce débat a été rendu plus controversé par la pratique parmi certaines OING de « nationaliser » leurs sections dans certains pays, apparemment en réponse aux exigences d'enregistrement, pour maintenir des rôles de mise en œuvre ou pour faciliter le financement.

Malgré ces préoccupations, il a été suggéré que certains réseaux affiliés au niveau international sont positionnés pour maximiser la complémentarité (Austin et Chessex, 2018 ; Barbelet, 2019). Barbelet (2019) a constaté que la complémentarité entre les acteurs locaux et internationaux a tendance à être accrue dans les partenariats stratégiques et à long terme. Les réseaux internationaux qui travaillent avec des homologues au niveau national qui sont indépendants et pourtant connectés à eux par le biais du réseau ont tendance à favoriser ces partenariats stratégiques à long terme. Cependant, il existe un risque que la complémentarité soit considérée comme allant de soi au sein de telles configurations, ce qui pourrait empêcher à la fois un engagement proactif sur la localisation et un examen critique de certaines des dynamiques de pouvoir négatives que la localisation vise à résoudre. L'exemple de la Croix-Rouge australienne, qui a repensé et remodelé ses pratiques à travers des engagements de localisation, suggère que la complémentarité peut être déployée à bon escient lorsqu'il y a suffisamment d'investissements et d'efforts (voir Ayobi et al., 2017).

Un certain nombre d'organisations ont développé des stratégies, des politiques ou des cadres de localisation qui cherchent à décrire comment la localisation sera soutenue par leurs partenariats et programmes, y compris Save the Children, Oxfam International, DanChurchAid, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'International Rescue Committee (IRC) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Ceux-ci ont identifié des moteurs de localisation, des défis organisationnels spécifiques et la nature des changements nécessaires (en particulier autour des types de partenariats, de la qualité du financement et du renforcement des capacités), mais ils ne sont pas largement reproduits (Willitts-King et al., 2018 ; Metcalfe -Hough et Fenton, 2019, UNICEF, 2019a). Pour l'instant, il n'y a pas de preuves répandues disponibles sur les impacts de ces approches organisationnelles; cependant, les indications existantes suggèrent fortement que les stratégies qui décrivent des approches de partenariat à long terme et équitables seront les plus efficaces (Accelerating Localization through Partnerships, 2019 ; C4C, 2020). Le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a entrepris une

variété d'activités pour soutenir la localisation, y compris par exemple la National Society Investment Alliance (NSIA), <sup>7</sup>des recherches approfondies et en révisant des modèles commerciaux tels que le travail entrepris par la Croix-Rouge australienne (Ayobi et al., 2017; Featherstone et Mowjee, 2020; Metcalfe-Hough et al., 2020). Le Start Network a fait de la localisation « un principe fondamental et non négociable » et a développé des objectifs et des orientations pour savoir comment cela devrait être appliqué dans leur travail (Start Network, 2017b cité dans Patel et Van Brabant, 2017). Ceci est susceptible de s'accélérer davantage, comme identifié dans la vision future du C4C (C4C, 2020).

Certaines organisations ont également créé des équipes, des rôles et des postes spécifiques pour soutenir et mesurer les progrès sur les objectifs et les indicateurs de localisation tels que World Vision, Oxfam et le CICR (Metcalfe-Hough et Fenton, 2019; Metcalfe-Hough et al., 2020). D'autres approches organisationnelles se sont également concentrées sur des aspects spécifiques communément identifiés comme des obstacles, tels que la fourniture de frais généraux ou de frais généraux et les approches de gestion des risques. Par exemple, l'année dernière, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a modifié sa politique pour permettre aux partenaires locaux de commencer à percevoir des frais généraux dans le cadre de leurs contrats (CHS Alliance, 2020), bien que ce ne soit pas encore une part équitable (voir aussi le chapitre 6).

### 3.4.3 Efforts et politiques des donateurs

De nombreux efforts des donateurs sur la localisation sont tombés dans le cadre des engagements fondamentaux 2.4 et 2.6 du Grand Bargain, <sup>8</sup>en particulier par l'augmentation des contributions financières par le biais de divers mécanismes de financement commun au niveau des pays et d'un financement pluriannuel (discuté ci-dessous). Les donateurs ont également soutenu : des projets de localisation pluriannuels autonomes ou des initiatives fondées sur une organisation, un consortium ou un partenariat ; des projets de recherche et des revues à grande échelle cherchant à constituer une base de données probantes pour la localisation ; et les projets et programmes dont les objectifs et les activités de localisation constituent une composante essentielle.

Certains donateurs ont élaboré et mis en œuvre des politiques et des exigences liées au partenariat et au financement qui incluent des objectifs spécifiques pour soutenir la localisation. Cela comprend les plans de mise en œuvre humanitaire de l'Union européenne (UE), la stratégie humanitaire de

---

7 « National Society Investment Alliance est un mécanisme de financement commun offrant un financement et un soutien pluriannuels flexibles au développement des sociétés nationales de la Croix-Rouge et de la Croix-Rouge, renforçant leur capacité à fournir des services humanitaires pertinents et efficaces » (disponible auprès de la NSIA : <https://media.ifrc.org/ifrc/national-society-investment-alliance>).

8 Engagement 2.4 : « Atteindre d'ici 2020 un objectif global global d'au moins 25% du financement humanitaire aux intervenants locaux et nationaux aussi directement que possible afin d'améliorer les résultats pour les personnes touchées et de réduire les coûts de transaction. » Engagement 2.6 : Utiliser davantage les outils de financement qui augmentent et améliorent l'assistance fournie par les intervenants locaux et nationaux, tels que les fonds communs des Nations Unies (CBPF), le Fonds d'urgence pour les secours en cas de catastrophe de la FICR (DREF) et les fonds communs des ONG et autres.

l'Espagne, les lignes directrices des ONG suédoises, la stratégie DRA des Pays-Bas (voir l'encadré 4) (Els, 2018 ; C4C, 2020 ; Metcalfe-Hough et al., 2020) . En général, cependant, ceux-ci n'ont pas présenté de stratégies, de cadres ou de politiques de localisation spécifiques et ciblés qui articulent les résultats globaux souhaités pour les portefeuilles humanitaires ou de développement des donateurs. En tant que tel, il existe peu de preuves disponibles détaillant l'impact (positif ou négatif) des approches stratégiques adoptées par les donateurs.

Les donateurs ont soutenu une gamme de pratiques qui soutiennent une localisation renforcée plus largement dans le S&E, des rapports harmonisés, des réunions conjointes de partenaires avec des partenaires internationaux et nationaux, un soutien au renforcement des capacités pluriannuel, l'exigence de stratégies de sortie claires et des évaluations conjointes des capacités (Els, 2018 ; HCR et PNUD, 2019 ; Wilkinson et al., 2020). Certains donateurs ont commencé à exiger des évaluations ou des examens des objectifs liés à la localisation au cours des réponses et des programmes, tels que le cadre de suivi et d'évaluation DFAT/MFAT pour le Pacifique, développé conjointement par l'Australie et la Nouvelle-Zélande, qui exige que les réponses soient évaluées par rapport au leadership local. Critères. Certains donateurs, tels que le UK Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO) du Royaume-Uni (ancien Département pour le développement international (DFID)) en Jordanie et en Syrie, ont également commencé à exiger l'élaboration d'une stratégie de sortie claire, y compris un soutien des capacités pour le transfert aux acteurs locaux et nationaux dans leurs partenariats financés sur plusieurs années (UNHCR et PNUD, 2019).

La transparence est un autre domaine d'influence potentielle des donateurs. Les acteurs locaux ont exprimé le souhait d'une plus grande transparence budgétaire de la part des intermédiaires (Development Services Exchange et al., 2019). Ils avaient tendance à constater que les consortiums dirigés par des organisations locales/nationales obtenaient une plus grande transparence sur les budgets que les consortiums dirigés par des organisations internationales (Featherstone et Mowjee, 2020). Une étude C4C (2020) a révélé que peu de bureaux de pays partageaient systématiquement les engagements C4C avec leurs partenaires, arguant que cet échec « montre un manque de transparence sur les droits que les acteurs locaux détiennent dans leurs relations avec les agences signataires ». Étant donné que « le manque de transparence financière est un obstacle à un financement plus important et de meilleure qualité pour les acteurs nationaux et locaux » (UNHCR et PNUD, 2019), les donateurs pourraient inciter à une plus grande transparence.

## Encadré 4 La stratégie de la Dutch Relief Alliance 2018 – 2021

Voici les actions dans lesquelles la Dutch Relief Alliance (DRA) s'est engagée à soutenir la localisation dans sa stratégie :

1. **Plus de financements pour les acteurs locaux :** Au moins 25 % des financements de la DRA iront aussi directement que possible aux acteurs locaux d'ici la fin de 2019 et d'ici la fin de la période stratégique, la DRA visera 35 %.
2. **Financement efficace :** Le DRA se concentrera sur la minimisation des coûts de transaction et la garantie d'un flux de fonds aussi direct que possible vers les acteurs locaux conformément aux engagements du Grand Bargain, tout en maintenant des structures de gestion des risques et des mécanismes de responsabilité de qualité et solides.
3. **Plus de renforcement des capacités :** Les acteurs locaux seront plus fortement soutenus grâce au renforcement des capacités permettant une action humanitaire efficace et responsable. Le DRA visera 5 à 8 % des budgets de la réponse conjointe liés au renforcement des capacités des acteurs locaux d'ici 2021.
4. **Amplifier les voix locales :** Le DRA servira à amplifier la voix et la capacité des acteurs locaux dans les forums internationaux, les systèmes de coordination et avec d'autres donateurs.
5. **De meilleurs partenariats avec les acteurs locaux dans les conflits :** La DRA continuera d'innover sur les moyens de soutenir les partenaires dans les conflits grâce à la gestion et à la surveillance à distance, ainsi qu'à la négociation et au maintien de l'accès.

Source : DRA (2017)

### 3.4.4 Niveau du pays et de la réponse

Les efforts ont largement varié pour tenter de répondre aux caractéristiques, aux opportunités et aux défis d'un plus grand leadership et d'une plus grande participation locales dans le contexte (Accelerating Localisation through Partnerships, 2019 ; Howe et al., 2019 ; HCR et PNUD, 2019). Pour les donateurs, cela constitue un défi majeur puisqu'il n'existe pas de stratégie globale ou d'orientation sur la manière dont le Grand Bargain devrait être mis en œuvre au niveau national, par exemple (Metcalf-Hough et al., 2020). L'analyse documentaire n'a permis d'identifier aucune situation où les priorités stratégiques convenues pour la localisation dans un pays donné avaient été examinées de manière approfondie par des travaux de recherches externes.

Les pays qui disposent de preuves plus solides sur l'avancement des efforts de localisation sont les suivants : le Bangladesh, les îles Fidji, l'Indonésie, la Jordanie, le Kenya, le Liban, le Népal, le Nigeria, les Philippines, les îles Salomon, la Somalie, le Soudan du Sud, la Syrie, les Tonga ; l'Ouganda et le Vanuatu. Cela est dû à une variété de facteurs, notamment une forte impulsion politique du gouvernement et d'autres acteurs, le type de crise et les besoins humanitaires, le statut de pays démonstrateur de Grand

Bargain et l'existence de mécanismes populaires tels que le financement commun, en plus des décisions (explicites ou implicites) concernant les endroits où les efforts de localisation devraient être ciblés (Accelerating Localisation through Partnerships, 2019 ; Axe de travail sur la localisation, 2019 ; C4C, 2020 ; CHS Alliance, 2020 ; Metcalfe-Hough et al., 2020 ; Oxfam, 2020). Les stratégies de localisation ont également été conçues sous l'angle de la résilience, par exemple dans des contextes de crise prolongée tels que le Plan régional pour les réfugiés et la résilience (3RP) pour la crise en Syrie et au Bangladesh, avec des preuves solides suggérant que la préparation et les partenariats sont essentiels pour soutenir une réponse localisée (Barbelet, 2019 ; HCR et PNUD, 2019 ; HAG et NIRAPAD, 2020).

Les exemples de leadership national et local, notamment des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, sont de plus en plus nombreux. Des preuves émergent de la région Asie-Pacifique sur la manière dont les politiques gouvernementales, fortes en matière d'assistance internationale lors des interventions en cas de catastrophe, façonnent de manière significative les interventions locales dans des pays tels que l'Indonésie, les Philippines et le Vanuatu (HAG et Pujiono Centre, 2019 ; Wake et Barbelet, 2019 ; Robillard et al., 2020c). La création de stratégies, de cadres et de feuilles de route de localisation au niveau national, par des acteurs tels que les forums d'ONG locales, a également été marqué par un développement important, mais leur nombre est limité. Le forum national des ONG en Somalie, par exemple, a créé une stratégie qui a aidé à définir ce que signifie la localisation dans le contexte et à influencer le changement du système (Els, 2018). Quant au Bangladesh, la création d'un groupe de travail sur la localisation en collaboration avec l'équipe de coordination humanitaire a mené à l'élaboration d'un plan de travail et d'une vision pour renforcer la localisation dans le cadre des efforts d'intervention en cas de catastrophe (HAG et NIRAPAD, 2020). Les cadres nationaux de localisation créés dans le cadre du projet de consortium Accelerating Localisation through Partnerships au Myanmar, au Népal, au Nigéria et au Soudan du Sud constituent un modèle pour le leadership de la société civile dans la promotion de la localisation (Accelerating Localisation through Partnerships, 2019).

Les mécanismes de financement constituent un domaine d'intérêt privilégié dans les efforts de localisation au niveau national, notamment par le biais de mécanismes du financement commun (voir l'encadré 5). La coordination en est un autre. Les efforts dans ce domaine se sont concentrés sur l'augmentation de la participation des acteurs nationaux et locaux dans les forums de coordination internationaux – nationaux tels que les clusters et les équipes humanitaires de pays, comme le projet « Localisation de la protection » (Localisation of Protection), soutenu par le Global Protection Cluster et l'International Rescue Committee. Certains documents mettent en évidence les impacts positifs tels que l'augmentation de la visibilité et de l'accès pour les ONG nationales (Axe de travail sur la localisation, 2019 ; Metcalfe-Hough et Fenton, 2019 ; CHS Alliance, 2020 ; HAG et NIRAPAD, 2020). Cependant, il s'agit d'une mesure de la participation axée sur les résultats, qui ne tient pas compte de l'impact de cette participation sur la capacité de prise de décision des acteurs locaux et nationaux, et il existe peu de données empiriques sur l'impact de cette participation sur l'efficacité, la qualité et l'efficience d'une réponse.

## Encadré 5 Les mécanismes du financement commun

Une variété de mécanismes de financement commun aux niveaux mondial et national a été une initiative clé dans le soutien de l'augmentation du financement des acteurs nationaux et locaux et la réduction de l'affectation des fonds. Les mécanismes de financement commun, y compris les fonds de financement commun pour les pays (CBPFS), le Fond d'urgence pour les secours en cas de catastrophe (DREF), géré par la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC), et les fonds de démarrage, ont permis d'augmenter le financement des acteurs locaux et nationaux et de soutenir les objectifs de localisation en augmentant la représentation des ONG nationales dans la gouvernance et la prise de décision au niveau national (Poole, 2018; Barbelet, 2019; Howe et al., 2019; IFRC, 2019; Metcalfe-Hough et Fenton, 2019; Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), 2019; HCR et PNUD, 2019; Bamforth et al., 2020; Featherstone et Mowjee, 2020; Metcalfe-Hough et al., 2020). Le renforcement connexe des capacités et de l'expérience a accru la capacité des organisations à accéder à d'autres financements.

Ces mécanismes ont permis d'accroître les rendements, de combiner flexibilité et rigueur autour de la redevabilité des donateurs et, dans certains cas, ont l'avantage de désigner la responsabilité administrative au gestionnaire du fonds, soulageant ainsi les donateurs (OCDE, 2017; ICVA et HLA, 2019; Featherstone et Mowjee, 2020). Les mécanismes de financement commun gérés par les ONG nationales, tels que le fonds SAFER aux Philippines, offrent un modèle alternatif que les donateurs pourront envisager à l'avenir (ICVA et HLA, 2019; Featherstone et Mowjee, 2020). Les fonds de développement tels que le Fonds d'affectation spéciale pour les modes de vie et la sécurité alimentaire (LIFT), ou les fonds à la fois humanitaires et de développement sont de plus en plus considérés comme des mécanismes de financement qui soutiennent également le financement direct des ONG locales et réduit le fossé qui existe entre les activités humanitaires et l'aide au développement (FICR, 2019; Featherstone et Mowjee, 2020).

La mise en œuvre a atteint des niveaux de réussite variables, toutefois, des défis majeurs persistent (Howe et al., 2019; Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), 2019; Featherstone et Mowjee, 2020). Des stratégies de localisation spécifiques pour les fonds individuels font souvent défaut, mais des opportunités de financement à long terme ont été identifiées (Featherstone et Mowjee, 2020; Metcalfe-Hough et al., 2020). Bien qu'il existe un potentiel de concurrence accrue entre les ONG nationales et internationales, cela n'est pas toujours compensé par des mesures appropriées pour remédier aux inégalités de pouvoir, telles que les exigences en matière de renforcement des capacités pertinentes, la prévention d'un financement « relais », la réduction du montant minimum des subventions et la révision des critères de pondération dans les propositions pour les ONG nationales.



Une autre problématique réside dans le fait que les fonds communs peuvent continuer à privilégier des acteurs déjà puissants. Par exemple, pour le Fonds humanitaire pour la Somalie/Somaliland, le manque de possibilités pour les ONG d'établir des relations directes avec les donateurs, même lorsqu'elles répondent aux attentes en matière de diligence raisonnable (Howe et al., 2019), constitue un défi majeur. Une recommandation importante suggérée dans la littérature est la proposition de transition vers des fonds nationaux détenus et gérés par des partenaires nationaux et locaux (Conseil international des Agences Bénévoles (ICVA) et l'Académie de leadership humanitaire (HLA), 2019; Featherstone et Mowjee, 2020).

Plus généralement, les initiatives au niveau national sont perçues comme importantes pour favoriser une action collective sur les priorités nationales, bien que – comme mentionné ci-dessus – la compréhension de leurs impacts ou de leurs relations avec d'autres outils de planification soit limitée. Les signataires de la Charte pour le Changement (C4C) s'orientent vers une planification au niveau national, le premier plan stratégique national étant en cours d'élaboration par le Conseil danois pour les réfugiés (DRC) pour la période 2021-2023 et le rapport le plus récent faisant état de la situation au niveau national (C4C, 2020). Suivre les négociations et la mise en œuvre de tels efforts au fur et à mesure de leur progression sera essentiel. Les approches de modélisation des capacités à l'échelle du contexte pour mieux comprendre la complémentarité entre les acteurs nationaux et internationaux peuvent également soutenir une action mieux dirigée localement au niveau national, par exemple l'approche d'Oxfam dans les modèles d'analyse des capacités des pays humanitaires (Barbelet, 2019).

### 3.4.5 Projet, initiative et niveau d'activité

Par rapport aux stratégies de niveau supérieur, il existe des preuves solides en ce qui concerne les multiples initiatives et activités au niveau des projets. Bien que ces activités soient disparates, elles peuvent être considérées collectivement et à long terme; lorsqu'elles sont regroupées, elles fournissent des renseignements importants, bien que non systématiques, sur le succès commun et les facteurs favorables. La plupart des initiatives sont axées sur les partenariats, la capacité et les domaines de financement, ou une combinaison de ceux-ci. Nombreuses sont les initiatives qui sont restées à l'état de projets pilotes ou ponctuels, jamais reproduits à grande échelle. Néanmoins, ils ont eu un impact significatif au niveau de l'organisation interne (Start Network, 2017a; Poole, 2018; Accelerating Localisation through Partnerships 2019; HCR et PNUD, 2019; Oxfam, 2020). La grande variété d'activités indique des approches adaptées et axées sur le partenariat, plutôt que des approches uniformes (Accelerating Localisation through Partnerships, 2019; Fast et Bennett, 2019; HAG et Pujiono Centre, 2019; Metcalfe-Hough et Fenton, 2019; C4C, 2020; Wilkinson et al., 2020).

Au cours des cinq dernières années, des travaux de recherche et d'analyse ont démontré de façon constante les avantages et la contribution de partenariats durables, définis en fonction du contexte et d'initiatives de renforcement des capacités pour soutenir les objectifs de localisation. Le discours a changé, et une grande partie de la documentation souligne l'importance des approches de renforcements et de partage des capacités institutionnelles à long terme, pertinentes au niveau local,



qui s'éloignent des formations et initiatives ponctuelles, à court terme, où les besoins ont été définis par des acteurs internationaux. (Ayobi et al., 2017; OCDE, 2017; Poole, 2018; Accelerating Localisation through Partnerships, 2019; HAG et VANGO, 2019; NRC, 2019; HCR et PNUD, 2019; UNICEF 2019a; Metcalfe-Hough et al., 2020; Wilkinson et al., 2020).

Par conséquent, les agences adoptent de plus en plus des approches de mentorat et d'accompagnement à plus long terme, axées sur le partage des capacités, les acteurs locaux étant en mesure d'établir leurs propres priorités et de définir des indicateurs de mesure du progrès (voir l'encadré 6) (Wall et Hedlund, 2016; Accelerating Localisation through Partnerships, 2019; Kraft et Smith, 2019; Wilkinson et al., 2020). Les travaux de recherches démontrent également que cela permet de meilleures opportunités de complémentarité entre les acteurs et une meilleure préparation. Toutefois, les initiatives de renforcement des capacités doivent être mises en œuvre sur une période beaucoup plus longue afin de réaliser pleinement leur potentiel (Wall et Hedlund, 2016; Start Network, 2017a; Barbelet, 2019; HCR et PNUD, 2019; Bamforth et al., 2020). Il est démontré que des approches de partenariat de qualité peuvent soutenir des objectifs de localisation plus vastes. Les attributs clés des approches d'un partenariat de qualité se composent: d'une volonté de renforcer le leadership local via le développement de politiques, de la contribution aux frais généraux, de la gestion d'un partenariat solide, de la conception conjointe des programmes, à des financements et dispositions de reportages plus flexibles, et à la confiance en les partenaires locaux pour la gestion d'une partie de la planification des projets et M&E (Wall et Hedlund, 2016; Accélération et Localisation à travers les partenariats, 2019; IRC, 2019).

Les agences internationales ont envisagé de repenser le contexte de leur rôle dans la réponse humanitaire comme "intermédiaires" y compris à travers les partenariats plutôt que comme acteurs directs. Il y'a de nombreux exemples où ce changement de rôles, associé à la redéfinition d'association et aux approches de capacité, a favorisé un meilleur leadership local pour les partenaires, le partage de connaissances, un accès accru au financement institutionnel, un engagement avec des réseaux plus larges, des partenariats de meilleure qualité et des services nationaux et locaux plus solides (Kraft et Smith, 2019; Metcalfe-Hough et al., 2020). Par exemple les rôles intermédiaires du forum Jordano-Syro-Libanais et de la Société Libanaise pour l'Éducation et le Développement Social (LSESD) donnent accès à des compétences complémentaires et au soutien comme l'écriture de demandes et l'accès au financement aux acteurs locaux (Kraft et Smith, 2019). Cependant, le rôle de l'intermédiaire demeure vague car il varie selon les contextes et manque de vision commune avec les nuances de compréhension de ce rôle et le manque de consensus à propos de la manière dont son efficacité devrait être évaluée (Howe et al., 2019; Metcalfe-Hough et Fenton, 2019; Featherstone et Mowjee, 2020). Parmi les suggestions de gestion du rôle d'intermédiaires, nous avons la création d'un forum national d'intermédiaires, un peu comme un forum national des ONG, qui gèrerait les problèmes de conformité avec les acteurs locaux (Kraft et Smith, 2019).

## Encadré 6 Partenariats long-terme et capacité de renforcement

Depuis des années des initiatives concentrées sur le renforcement de partenariats équitables et une capacité de développement en soutien à la localisation fournissent des preuves solides quant aux facteurs et bénéfices de mise en place du soutien à long terme en faveur des partenariats équitables. la stratégie et politique de développement, planification, consolidation de l'institution, développement d'offres et de programmes, coaching en matière technique, développement des mécanismes de réponse et fourniture d'accès à des réseaux plus étendus constituent les éléments phares de ce type de projet. Les preuves démontrent que ces programmes soutiennent et favorisent action et leadership local d'ensemble lorsqu'ils ont certains attributs : Lorsqu'ils respectent le processus de co-conception, une durée de vie longue et des financements appropriés ; lorsque les capacités d'évaluation et de renforcement sont contextuellement priorisés par les acteurs locaux et nationaux, puis intégrés dans les accords de partenariat et de programmes ; lorsqu'ils incluent les mesures de correspondance pour les partenaires internationaux( Emmens et Clayton, 2017 ; Start Network, 2017a ; Willitts-King et al., 2018; IRC, 2019 ; NRC, 2019; UNHCR et UNDP, 2019; UNICEF, 2019a ; Robillard et al., 2020c ;). Des initiatives ont aussi soutenu le développement des outils d'évaluation de capacités créés localement, tels que le Forum des ONG en Somalie outil OCAT et NEAR Organisational Capacity Assessment (Willitts-King et al., 2018; Barbelet, 2019). Plusieurs exemples de la manière dont ce type d'investissement a aussi renforcé l'accès aux fonds des acteurs locaux et nationaux existent( ex: Le travail du Catholic Relief Service (CRS) dans la crise régionale du Venezuela) et leur permet de développer de nouveaux partenariats de financement( ex: via les initiatives Bridge Builder et Shifting the Power) ( Start Network, 2017a; IRC, 2019; Metcalfe-Hough et Fenton, 2019; Wilkinson et al., 2020). Les organisations locales peuvent rencontrer des difficultés lors des réductions de financement ou lorsque les agences internationales leurs "volent" des membres. Connaissant ces problèmes, l'approche du partenariat IRC a l'intention de minimiser le risque de saper les capacités locales en comprenant les membres actuels avant la mise en forme du rôle de l'IRC(Barbelet, 2019).

Nombre de ces projets ont fonctionné grâce à un consortium international—national, ou ont favorisé la mise sur pied de consortium d'ONG locale. Le projet de la fondation Oxfam Empowering Local and National Humanitarian Actors(ELNHA) en Ouganda par exemple, a eu plusieurs atouts, notamment les centres partagés pour accéder aux ressources, l'apprentissage partagé et l'accès croissant aux donateurs( Kraft et Smith, 2019; Oxfam, 2020). Les initiatives clés qui détiennent une preuve d'impact sont: la Localisation Accélérée via le programme de Partenariats, l'Islamic Relief's Capacity and Institutional Development for Excellence(STRIDE), le projet ELNHA de Oxfam, les initiatives SHAPE Framework et Shifting the Power, le Syrian Humanitarian Action Project et le Bridge Builder Model via le travail de NEAR et grâce à capacité institutionnelle pour le soutien aux gouvernements basé sur les dons durables ( Metcalfe-Hough et Fenton, 2019; Wake et Barbelet, 2019, Fast et Bennett, 2020; Wilkinson et al., 2020). Comme exemples d'initiatives conjointes nous avons: le UNHCR, l'UNICEF, l'Interface des Partenaires du Fond alimentaire mondial( WFP) afin de soutenir une collaboration plus efficace et des approches d'enquête des partenaires

Malgré cette tendance, plusieurs acteurs nationaux et internationaux continuent de présenter un manque de financement durable pour le développement d'aptitudes et de gestion de partenariats. Ainsi que pour des approches plus sophistiquées et innovantes. (Emmens et Clayton, 2017; Accélération de la Localisation grâce aux Partenariats, 2019; HAG et VANGO, 2019; IFRC, 2019; Metcalfe-Hough et Fenton, 2019). Le suivi d'engagements contre le Grand Bargain, C4C et CHS montrent qu'il y a eu du progrès dans ce sens là. Cependant, il subsiste un manque d'engagement collectif au sein des travailleurs institutionnels, souligné comme un aspect fébrile dans les critiques de progression du Grand Bargain 2 (Howe et al., 2019; Metcalfe-Hough et al. 2020).

### 3.5 Conclusion

En somme, la faible conceptualisation du but final de localisation et l'approche mesurable de son évaluation, montre qu'en général, les approches stratégiques pour la conception et l'implémentation de la localisation sont relativement rares (Van Brabant et Patel, 2018; Metcalfe-Hough et al., 2020). Il y a pareillement de petites preuves empiriques à propos des stratégies et approches qui ont été expérimentées, et dont l'impact concerne l'action humanitaire et l'ensemble du système humanitaire (Robillard et al., 2020). Les activités de localisation existantes ont été rapportées par agences, majoritairement via le suivi général des engagements et à nos jours la plupart des analyses sont tombées sous la marge de progrès attendue. Toutefois, il y a certaines recherches et analyses externes en rapport avec les initiatives liées à la localisation. Où il y a eu des résultats positifs et mesurables qui demeurent indépendantes plutôt que évolutives et testées dans d'autres contextes (Metcalfe-Hough et al., 2020).

Le processus d'approfondissement et de test des conversations normatives grâce à des appréhensions solides, plus contextuelles et empiriquement informées des politiques et dynamiques de pouvoir de localisation est donc en cours. As Robillard et al. (2020a) Remarquez, ce trou dans l'analyse a des conséquences quant à la qualité des revenus et des aides. Ces problèmes sont traités plus tard dans le chapitre suivant.

## 4 Implication et impact sur la qualité et la valeur pour l'argent destiné à l'action humanitaire et revenus

### 4.1 Impact et qualité

Il y a une hypothèse selon laquelle la localisation peut améliorer la qualité de l'impact des réponses humanitaires (Wall et Hedlund, 2016; IRC, 2019; UNICEF, 2019). Cependant, très peu d'expériences généralisées ont vérifié ces hypothèses.<sup>9</sup> Dans un sens, ceci est compréhensible, étant donné que les indicateurs de mesures de localisation liés au Grand Bargain se focalisent sur l'acte de réponses locales par opposition aux bénéfices des réponses localisées pour personnes en zone de crise.

Même si la recherche démontre la valeur des acteurs locaux pour des réponses plus efficaces (Barakat et Milton, 2020), ceci n'a pas été vérifié ou considéré dans la littérature évaluée. Il semble y avoir un début de preuve pour les évaluations indépendantes de l'impact des réponses localisées (Ali et al., 2018). Les résultats ici sont en accord avec l'argument de Howe et al. (2019) :

La littérature est pleine d'hypothèses à propos des avantages et inconvénients d'une réponse localisée. La plupart des rapports concernent des témoignages anecdotiques, décrivent des leçons reçues via l'apprentissage de projets individuels ou ont un ton normatif et ambitieux.

Les témoignages anecdotiques présument que les réponses sont consolidées avec la participation des partenaires locaux (IRC, 2019). Par exemple, grâce aux contextuelles, à la connaissance du langage et à la compréhension des dynamiques complexes, les acteurs locaux peuvent façonner les programmes afin d'améliorer leur pertinence et les rendre appropriés, les rendant plus ciblés pour atteindre les populations (voir l'encadré 7) (IRC, 2019; Barakat et Milton, 2020; Robillard et al., 2020a; 2020c). Encore que, ceci est, une fois de plus principalement basé sur des perceptions. La littérature critique parvient à la même conclusion de Ayobi et al. (2017):

À ce jour, personne n'a mesuré l'impact de la localisation. Une partie de la recherche était basée sur la compréhension de l'impact potentiel et ce rapport retient les perceptions de l'impact qui est substantiellement positif. Les parties prenantes espèrent que la localisation apportera plus d'efficacité, d'efficience, d'équité et d'économie.

---

9 Pour des besoins de recherche, l'équipe recherche ont pris en compte le critère de pertinence OCDE-DAC, l'efficacité, le rendement, la durabilité et l'impact.

## Encadré 7 Adaptabilité aux populations affectées

Un feed-back des personnes substantiellement affectées insinue que les gens manquent d'information au sujet des services disponibles et comment avoir accès à l'assistance; et ne sont pas adéquatement engagés dans les décisions qui les affectent. De grandes groupes de personnes ont rapporté ne pas être satisfait de l'aide fournie et critiquent sa qualité et sa pertinence (Wall et Hedlund, 2016; GTS, 2019; Knox-Clarke et al., 2020). Ceux qui ont pu donner leur opinion étaient clairement entrain d'insinuer qu'ils avaient été traités avec dignité (Knox-Clarke et al., 2020).

Il y a un moyen de renforcer l'adaptabilité aux personnes affectées par la crise de la localisation. Au lieu de traiter les deux problèmes comme des besoins distincts au sein du système humanitaire (ICVA, 2018).

La différence entre les perceptions des acteurs locaux et internationaux au sujet des populations affectées et celles des réponses menées localement ne sont pas adéquatement établies. Une étude a prouvé que les perceptions négatives sont plus prononcées parmi les acteurs internationaux (Wall et Hedlund, 2016); tandis qu'une autre a montré que les bénéficiaires de l'aide étaient conscients de la manière dont l'aide leur a été allouée plutôt que de savoir qui l'a allouée (Bryant, 2019).

Il est prouvé que, dans certains contextes, des actions localisées réduisent le temps nécessaire pour aider les populations impactées, en particulier quand des relations ont déjà été établies (IRC, 2019; Bamforth et al., 2020). Pour les organisations locales, fournir des services à grande échelle est un défi majeur. Cette difficulté peut être partiellement atténuée grâce à des modèles de partenariat, comme cela a été démontré à la suite du cyclone tropical Harold, où des acteurs locaux ont géré les actions à mener avec l'assistance à distance de leurs homologues internationaux (Bamforth et al., 2020; HAG et VANGO, 2019; voir également Robillard et al., 2020a).

## 4.2 Retour sur investissement

Il est également admis que la localisation est plus rentable (Wall et Hedlund, 2016; UNICEF 2019a; Robillard et al., 2020c). Les organisations soulignent d'ailleurs certains avantages tels que la « réduction des coûts liés à la mise en œuvre, au personnel et à la gestion de toutes les étapes de la préparation, de l'intervention et de la remise en état humanitaires » (UNICEF, 2019a). Il y a un petit groupe d'analyses en rapport avec la rentabilité. Une analyse préliminaire au programme d'action humanitaire 2019 au Niger (Niger 2019 HRP) du sous-groupe de la protection de l'enfance a montré que 60 % des fonds avaient été demandés par des ONG internationales pour venir en aide à 36 % de la population, tandis que 17 % des fonds avaient été demandés par des ONG nationales pour venir en aide à 29 % de la population (UNICEF, 2019a). Bien que cette analyse ait été citée pour démontrer un meilleur retour sur investissement (VfM: Value for Money), cela ne tient compte que de l'aspect économique. Le retour sur

investissement doit prendre en compte quatre critères mesurables (économie, efficience, efficacité et équité). A priori, aucune analyse complète n'a été réalisée pour déterminer le retour sur investissement de la localisation des interventions ou de l'action locale dans des contextes spécifiques.

La littérature met en garde contre la tendance à considérer la localisation comme un moyen d'économiser de l'argent, car cela encourage les mauvaises pratiques en matière de partage des coûts et de partenariats (Manis, 2018 ; Roepstorff, 2020) ou peut compromettre la qualité des actions menées. Il a été constaté qu'en cas de crise, le déploiement de personnel d'assistance supplémentaire au niveau national coûte deux tiers de moins que le personnel international (FICR, 2019). Cependant, les acteurs locaux ont souvent de faibles budgets pour assurer la sûreté et la sécurité des actions, soit car ils craignent que ces budgets ne soient pas approuvés, soit car ils veulent rester compétitifs en maintenant des coûts bas. Cela soulève des questions quant à savoir si la justification de la localisation par le retour sur investissement n'entraîne pas des incitations perverses à maintenir les coûts à un bas niveau, ce qui conduit à des compromis en matière de sécurité, de qualité et de durabilité. Les coûts moins élevés des ONG locales par rapport aux ONG internationales sont trop souvent liés à des frais généraux non budgétisés, à des salaires plus bas et à une réduction des coûts administratifs (Howe et al., 2015 ; Els et al., 2016 ; Ayobi et al., 2017). Bien que ces questions soient régulièrement soulevées dans le cadre de l'amélioration de la qualité des actions localisées, elles ne sont pas encore prises en compte par l'ensemble des acteurs, en partie par manque de consensus des donateurs et en raison des pratiques des organisations intermédiaires telles que les agences des Nations unies et les ONG internationales. Les facteurs de coût de la localisation peuvent donc perpétuer des déséquilibres de compétences dans les actions humanitaires, soulever des questions éthiques et devenir un obstacle au renforcement des actions localisées et durables. Bien qu'une refonte du système de mesure du retour sur investissement et de son applicabilité à la localisation puisse prendre du temps, certains des défis peuvent être surmontés en tenant compte de tous les indicateurs, sans sacrifier la qualité.

### **4.3 Le rôle de la localisation dans le renforcement de l'interconnexion humanitaire-développement-paix**

On suppose que la localisation peut offrir une opportunité de soutenir plus efficacement la transition ou l'intégration de programmes humanitaires, de développement et de consolidation de la paix. Cependant, cela doit encore être étayé, car la littérature consultée n'étant pas centrée sur l'impact de la localisation dans la mise en œuvre des approches interconnectées. Les acteurs locaux qui fournissent une assistance humanitaire sont moins susceptibles de faire la distinction entre les programmes d'urgence, de résilience et de remise en état, et proposent souvent des programmes humanitaires, de développement et parfois de consolidation de la paix, ce qui permet d'améliorer les connexions et les perspectives à long terme. Ils pourraient donc jouer un rôle majeur pour soutenir des transitions ou des approches intégrées à l'interconnexion humanitaire-développement-paix. (ICVA, 2018 ; IRC, 2019 ; Robillard et al., 2020a).

Le financement du développement peut compléter et s'appuyer sur le financement et les programmes humanitaires (voir l'encadré 8). Une étude a révélé que les acteurs locaux accédaient plus aisément

au financement des donateurs institutionnels pour les activités de développement que pour les projets humanitaires (FICR, 2019). Cela est probablement dû à des cycles et des délais de financement différents, le financement humanitaire étant principalement de court terme et basé sur des projets (IFRC, 2019). Cependant, il existe dans la littérature peu d'exemples satisfaisants de fonds de développement utilisés pour établir des liens visant à soutenir les actions et la gestion humanitaires locales. En outre, l'évaluation 2009-2014 de l'IOB a révélé un manque criant d'harmonisation entre l'aide humanitaire et la coopération au développement, en raison d'une attribution distincte des responsabilités budgétaires et de lacunes en matière de capacités, ce qui peut expliquer pourquoi les fonds de développement ont échoué à soutenir l'action humanitaire locale (Évaluation IOB, 2015). Lorsque cela s'avère pertinent, les donateurs devraient envisager de renforcer l'association des fonds humanitaire et de développement.

La réponse à la crise de la Covid-19 a démontré la nécessité d'adopter des approches associant l'humanitaire et le développement, notamment dans les situations de crise prolongée où les systèmes sont surchargés. De nombreux acteurs locaux proposent déjà une combinaison de programmes humanitaires et de développement et peuvent potentiellement s'appuyer sur des approches mixtes et s'y adapter (ICVA, 2020).

### **Encadré 8      Financement humanitaire pluriannuel et interconnexion**

Le financement humanitaire pluriannuel est un moyen pour les donateurs humanitaires de contribuer à des programmes à long terme, en vue d'une transition de la programmation humanitaire vers le développement. Cependant, le financement du développement peut également aller plus loin, en soutenant l'action humanitaire locale en vue d'une transition ou d'une intégration avec les approches de développement.

La DRA s'est d'ailleurs engagée à fournir un financement prévisible sur plusieurs années dans sa stratégie 2018–2021 (DRA, 2017). Alors que les États donateurs ont fait mention d'une augmentation du financement pluriannuel des actions humanitaires, les ONG internationales et l'ONU ne l'ont pas ressenti de manière significative, et c'est d'autant plus le cas pour les acteurs locaux (FICR, 2019).<sup>10</sup> En plus d'être prévisible, le financement pluriannuel contribue à la durabilité organisationnelle et permet de mettre en place des programmes plus efficaces et de meilleure qualité, en particulier pour les acteurs locaux (Featherstone et Mowjee, 2020).

---

10 Voir également les chapitres 3 et 4 sur le rôle des intermédiaires.

### 4.4 Conclusion, limites et manques de preuves

La majeure partie de la littérature fait référence à la qualité des partenariats avec des acteurs locaux, mais n'avance que très peu de preuves de la qualité, de l'efficacité, de l'efficience et de l'impact de la localisation pour les populations concernées et les actions humanitaires.

Bien que les indicateurs de mesure de la localisation du Grand Bargain aient mis l'accent sur l'élaboration de critères pour suivre les progrès réalisés dans la mise en œuvre d'un soutien accru à la localisation des actions humanitaires, il existe un écart entre l'évaluation de l'impact de la localisation et l'intégration de ces éléments dans les évaluations humanitaires. La performance des acteurs locaux se concentre sur la conformité financière et la gestion des risques, et non sur l'impact (Ayobi et al., 2017 ; Ali et al., 2018 ; Howe et al., 2019). Des preuves sont nécessaires pour déterminer si l'action humanitaire locale, la gestion locale et les partenariats complémentaires contribuent à de meilleurs impacts humanitaires, notamment au moyen d'un cadre d'évaluation. L'évaluation des actions localisées en appliquant les critères du Comité d'aide au développement de l'OCDE pourrait constituer un point de départ, notamment par le biais de questions spécifiques à la localisation, tout en prenant en compte les appels à contextualiser les évaluations de l'impact humanitaire au-delà de ces critères mondiaux.



## 5 Moteurs de changement vers la localisation

Ce chapitre examine les moteurs de localisation disponibles dans la littérature sur le sujet. Bien que la littérature identifie de bonnes pratiques ou des facteurs favorables à l'établissement de meilleurs partenariats ou d'une complémentarité accrue, ceux-ci sont souvent limités en raison de la nécessité de favoriser le changement à un niveau plus structurel dans le secteur humanitaire. Ce chapitre se concentre sur les facteurs de changement et de réforme nécessaires pour favoriser la localisation.

Les facteurs ci-dessous sont tous liés à un changement dans le système international officiel. Cependant, Robillard et al. (2020b) soulignent que les actions humanitaires changent également suite aux actions menées en dehors du système humanitaire international officiel, indiquant que « les réseaux de partenariat, de coopération et de renforcement des capacités entre les acteurs locaux, qui ne dépendent pas des ressources internationales, sont des composantes réelles et importantes de l'action humanitaire ». En ce sens, le changement peut être motivé par des influences extérieures au système international formel.

### 5.1 Améliorer la qualité, la durabilité et l'efficacité de l'action humanitaire

Les moteurs de la localisation sont généralement liés aux avantages potentiels perçus. Comme indiqué dans le chapitre 4, il est courant d'affirmer que la localisation améliore la qualité de l'action humanitaire, mais nous savons que ces affirmations ont encore besoin d'être étayées. Cependant, l'amélioration de la qualité et de la durabilité de l'action humanitaire est perçue comme un facteur important de localisation (OCDE, 2017; Van Brabant et Patel, 2018; Barakat et Milton, 2020; Roepstorff, 2020). En ce sens, la littérature a tendance à voir la localisation comme une solution « pour combler les lacunes des actions humanitaires actuelles et apporter des réponses aux défis auxquels le secteur humanitaire est confronté » (Roepstorff, 2020).

Concernant l'amélioration de la qualité et de l'impact de l'action humanitaire, la localisation constitue également un moteur de résilience, de durabilité et de développement (OCDE, 2017; Van Brabant et Patel, 2018; Barakat et Milton, 2020), et améliore la redevabilité et les délais de réponses vis-à-vis des personnes impactées (OCDE, 2017; Roepstorff, 2020). Comme nous l'avons vu dans la section précédente, la localisation permet également de réduire les coûts et de rendre les actions humanitaires plus rentables (OCDE, 2017; Manis, 2018; UNICEF, 2019a).

### 5.2 Accès

Le fait de pouvoir étendre la portée de l'action humanitaire et d'en garantir l'accès a également contribué à faire progresser la localisation. Lorsque les acteurs internationaux ne sont pas en mesure d'accéder aux populations (et vice versa), les acteurs locaux permettent d'étendre la couverture et la portée des

interventions, en particulier dans les zones non sécurisées, et jouent donc un rôle important (Dixon et al., 2016; Building Markets, 2018; Manis, 2018; Barbelet, 2019; Roepstorff, 2020). La proximité et la compréhension par les acteurs locaux des contextes locaux, ainsi que leur intégration par les communautés semble être le moteur de leur capacité à obtenir et maintenir l'accès (OCDE, 2017; Manis, 2018).

### **Encadré 9      la complémentarité novatrice dans une situation de non accès pour les acteurs internationaux**

Dans un contexte où les acteurs internationaux n'ont pas accès aux personnes affecté par le conflit, Oxfam et un groupe d'ONG locales ont superviser une forme innovatrice de financement à travers l'octroi rapide de dons. Le mécanisme de subvention pour la réponse humanitaire (HRGF) prévoit des opportunités de financement pour soutenir les différents acteurs locaux et national à être mieux préparé pour mener des réponses humanitaires. Ce faisant, elle encourage le leadership des acteurs humanitaires au niveaux local et national et soutient ces organisations dans la conception et mise en œuvre des réponses de qualité, ainsi que dans l'amélioration de leur visibilité et autonomie dans les réponses.

Un donateur institutionnel fourni Oxfam avec le financement et se porte garant, mais les décisions financières sont prises par la plateforme de HRGF. L'attribution de la subvention est fait par les membres de la plateforme et le conseil d'une autre organisation locale, qui sélectionne et approuve les propositions de réponse rapide. En tant qu'intermédiaire, Oxfam utilise sa réputation et sa relation avec les donateurs pour négocier des procédures légères en accord avec les capacités des membres de la plateforme. Par exemple, la proposition à l'égard des subventions de l'intervention rapide est d'une page et en langue locale. Ce processus inclus des ateliers de réflexion après la réponse (à chaque fois que le mécanisme est déclencher) qui évaluent le mécanisme ainsi que les interventions financé (c'est-à-dire, la qualité du programme). L'objectif est que Oxfam abandonne son poste d'intermédiaire et laisse place à une relation directe entre l'individu et les organisations locales ou un collectif des acteurs locaux et les donateurs. L'approche de HRGF pour un partenariat a été facilité par un donateur qui était exposé à certains risques au vue de la situation politique et la société civil dans ce secteur du pays en question. De telles approches ne pourraient pas être appliquées dans d'autres contextes.

Source : Barbelet (2019)

L'accessibilité en tant que facilitateur est la raison pour laquelle les documents sur la localisation sont centrés sur certains pays et conflits plus que d'autres. Ce qui est d'autant plus vrai dans le conflit syrien (La construction des marchés, 2018; Stoddard et al., 2019; Barakat and Milton, 2020). Les exemples de complémentarité<sup>11</sup> les plus novateurs et poignants (voir l'encadré 9) entre les acteurs locaux et internationaux se trouvent en effet où les acteurs internationaux n'ont aucun accès et sont ainsi obligés de dépendre des acteurs locaux pour procurer les services et assistance (Wall and Hedlund, 2016; Barbelet, 2019). Barbelet (2019) soutient que dans les situations où les acteurs internationaux sont dos au mur, une partie de la dynamique du pouvoir entre les acteurs internationaux et locaux change comme était le cas au Myanmar, en Somalie, et dans certaines parties du Sudan et Syrie.

L'accessibilité en tant que facilitateur de localisation est étroitement liée à l'incapacité ou la réticence des acteurs internationaux face aux risques sécuritaires et cela est perçu par certains comme l'envie de transférer le risque aux acteurs locaux (de Geoffroy et Grunewald, 2018; Howe et Stites, 2019; voir aussi Chapitre 6).

### 5.3 Covid-19

Le débat sur l'accessibilité est ravivé par la Covid-19 puisque la pandémie mondiale a limité l'accès, la présence, et la proximité des acteurs internationaux. Cette pandémie mondiale a fait de la localisation une nécessité de plusieurs manières et d'autres soutiennent qu'elle a le potentiel d'accélérer le changement en termes de localisation dans ce secteur (Australian Red Cross et al., 2020; Bamforth et al., 2020; Barbelet et al., 2020; HAG et Vango, 2020; Pincock et al., 2020; Wijewickrama et al., 2020).

La preuve de l'impact du Covid-19 sur la localisation augmente, selon les études de cas réalisées en 2020 sur certains pays (les îles Fidji, en Birmanie, en Ouganda et au Vanuatu). Suite au cyclone Harold au Vanuatu, l'association des ONG du Vanuatu (VANGO) remarque que les restrictions de voyage ont permis au gouvernement de mieux coordonner les réponses qui étaient plus gérables avec moins d'acteurs internationaux (HAG et VANGO, 2020). De même que la Croix-Rouge Australienne et al. (2020) affirment que la Covid-19 a diminué la présence des travailleurs internationaux dans le Pacifique et ainsi, « a grandement renforcé le leadership local ». Selon Pincock (2020), l'incapacité des acteurs internationaux à être physiquement présents sur le devant de la scène dans les interventions pour les réfugiés en Ouganda les a contraints à envisager de nouvelles méthodes de soutien à distance et la prestation participative de l'aide humanitaire' (Voir aussi Betts et al., 2021).

Les restrictions mondiales de voyage dues à la Covid-19 ont engendré des gains d'efficacité dans la communication entre les interventions par l'utilisation des moyens de communication plus informels, tel que

---

<sup>11</sup> Selon Barbelet (2019), la complémentarité est une issue où toutes les capacités aux niveaux - local, national, régional, international - sont exploitées de manière à fournir les meilleurs impacts humanitaires pour les populations affectées.

les plateformes des réseaux sociaux, qui selon les rapports a permis plus d'inclusivité et sont un point d'accès au dynamisme de pouvoir (La Croix Rouge Australienne et al., 2020). Néanmoins, il faut rester prudent pour s'assurer qu'un déséquilibre du pouvoir ne s'installe.

La Covid-19 a stimulé le dialogue sur la localisation. Mais cela n'a pourtant abouti à des changements transcendants. En conséquence, dans le cas des organisations des réfugiés en Ouganda, le financement n'a pas toujours atteint les acteurs locaux; comme l'affirme Pincock (2020), 'les gouvernements donateurs demeurent réticents en vue du financement direct des organisations de réfugiés (les RLO). en partie due aux préoccupations sur les risques et la transparence. De même que Wijewickrama et al. (2020) alerte que le plan de localisation en Birmanie n'a pas avancé « au niveau de préconiser par l'opportunité ».

### 5.4 Leadership: les donateurs, gouvernements et d'autres

Le leadership par les gouvernements des pays affectés par des conflits est aussi vu comme un facilitateur de localisation. En effet, un certain nombre de gouvernements locaux ont imposé la localisation dans les interventions en cas de catastrophe. Ce que Barbelet (2019) appelle « la complémentarité imposée » devient « de plus en plus pratique en Asie avec des politiques et attitudes gouvernementales similaires démontrées pendant la réponse au séisme du Népal et au tsunami de Sulawesi en Indonésie ». Gómez (2021) soutient que le rejet d'intervention humanitaire internationale par les pays asiatiques - incluant les restrictions d'accès - favorise la création de nouvelles normes humanitaires, renforce le contrôle de la localisation qui procure aux pays le droit d'accepter ou de rejeter les interventions et concourt aux règles humanitaires libérales. Cette complémentarité imposée est néanmoins dénoncée par Robillard et al. (2020a) qui souligne que ce type de décision par les gouvernements locaux a permis l'étatisation des ONG internationales plutôt que la localisation. En conséquence, certaines organisations internationales se nationalisent en s'inscrivent comme des organisations locales pour contourner les restrictions des gouvernements sur les acteurs internationaux exerçant dans le pays. Ceci se vérifie dans les pays tels que l'Inde et le Pakistan.

Au-delà du gouvernement, les sociétés civiles locales de sensibilisation pour la localisation ont avancé le plan en établissant leur propre vision de la localisation (Van Brabant et Patel, 2018; Barbelet, 2019; Roepstorff, 2020).

Les ouvrages considèrent le leadership dans la localisation, parmi les acteurs internationaux comme un besoin dont les directives sur la politique de localisation ne sont pas encore claires. Featherstone et Mowjee (2020) affirment que en l'absence de politiques et méthodes clairement établies pour soutenir la localisation, l'encadrement par les fonds de financement commun pour les pays (CBPF) est essentiel pour s'assurer que les fonds ont pour objectif, la localisation. Suite à leurs recherches Featherstone et Mowjee (2020) ont découvert que les financements qui ont obtenu le plus grand progrès dans le renforcement de la localisation ont été menés par des personnes passionnées par la localisation.

Le leadership des donateurs est aussi mis en avant comme essentiel pour faire avancer la localisation. As Els (2018) soutient que les avantages économiques mis en avant par les donateurs est sans doute

la méthode la plus efficace pour faire changer les comportement des acteurs humanitaire. Les recommandations pour faire avancer la localisation requière que, les donateurs établissent les incitatif approprié pour le changement par le maintien des intermédiaires pour rendre compte de l'équité et la qualité de leur partenariat avec les acteurs locaux (Ali et al., 2018; Barbelet, 2019; Featherstone et Mowjee, 2020; Metcalfe-Hough et al., 2020).

### 5.5 Les engagements Grand Bargain

Les engagements sur la localisation dans le cadre de Grand Bargain ont été d'une certain façon un facteur déterminant pour la localisation. Tel que vue au chapitre 3, le Grand Bargain a mener vers des initiatives et des efforts pour: augmenter les allocations des donateurs au fonds de financement commun pour les pays (CBPF) des investissement dans le renforcement des capacités des acteurs locaux (de manière systématique ou suffisamment bien); et en encouragent les organisations internationale non gouvernementale (INGO) a améliorer les pratiques de partenariat (La Fédération Internationale de la Croix Rouge IFRC, 2019; Stoddard et al., 2019; Metcalfe-Hough et al., 2020).

Cela dit Van Brabant and Patel (2018) souligne que, les engagements pris au niveau internationale ne sont, trop souvent, pas traduit par des mesures concrète ou engagements dans les pays concerné, mettant ainsi la pression sur les acteurs locaux 'pour débattre, faire pression et parfois militer pour entrer dans le planning des hauts fonctionnaires des bureaux des ONG internationales dans le pays. Sur une note plus positive, les engagements du Grand Bargain sont utiliser par les acteurs locaux pour négocier de meilleurs termes dans des partenariats et demander des comptes aux acteurs internationaux (Metcalfe-Hough et al., 2020).

Dans le domaine des réfugié, la politique de protection communautaire et le Pacte Mondiale pour les Réfugiées du HCR en 2013 font parti des engagements stratégique qui ont augmenter la progression vers le partenariat avec les organisations de réfugiés et les acteurs locaux, malgré que les politique d'engagement demeurent déconnecté de la pratique (Pincock et al., 2020; Betts et al., 2021)..

### 5.6 Conclusion, limites et manques de preuves

Les preuves sur les moteurs du changement pour la localisation sont difficiles car elles sont principalement liées aux avantages perçus de la localisation pour l'amélioration des réponses humanitaires. Cela concerne également la difficulté de comprendre comment le changement se produit dans des systèmes complexes tels que le système humanitaire. La littérature semble soutenir que le changement ne se produira que lorsqu'il sera une nécessité ou imposé aux acteurs internationaux (Fast et Bennett, 2020). Cela explique pourquoi certaines crises où l'accès est problématique (dont la crise syrienne et le contexte du Covid-19) sont évoquées comme moteurs de localisation. En forçant le changement, les donateurs sont des acteurs essentiels dans l'établissement d'incitations à la localisation.

## 6 Défis, risques et obstacles à la localisation

Les défis, risques et obstacles ci-dessous sont revenus à plusieurs reprises dans la documentation sur la localisation. Alors que de nombreuses initiatives ont été lancées pour surmonter ces obstacles au cours des cinq dernières années (voir chapitre 3), le changement n'a pas eu lieu à une échelle suffisamment large pour les surmonter systématiquement. L'équipe de recherche reconnaît que certaines organisations ont fait des progrès pour relever ces défis, mais soutient que, sur la base des preuves de la littérature, les défis restent importants en empêchant le changement à l'échelle du système pour permettre plus d'action humanitaire locale et de leadership local. C'est une source permanente de frustration pour les acteurs locaux.

### 6.1 Gestion des risques et responsabilisation ascendante

Il est largement reconnu que les donateurs ont un faible appétit pour le risque, en particulier pour les risques fiduciaires,<sup>12</sup> juridiques et de réputation. Parallèlement aux exigences accrues en matière de conformité et de diligence raisonnable, de telles attitudes constituent des obstacles aux réponses localisées (Patel et Van Brabant, 2017 ; Els, 2018 ; Barbelet, 2019 ; Stoddard et al., 2019 ; Schenkenberg van Mierop et al., 2020). Bien qu'il y ait une discussion approfondie dans la littérature sur les perceptions du risque et l'analyse de l'appétit pour le risque, seul un nombre limité d'études fournissent des preuves de la mesure dans laquelle ces hypothèses sont susceptibles de se réaliser. de cela. Cette section fait principalement référence aux études pour lesquelles il existe une base de preuves claires et fait référence aux rapports basés sur la perception, le cas échéant.

Les exigences multiples et variées de conformité et de diligence raisonnable entre les donateurs (y compris les intermédiaires des Nations Unies et des OING) pèsent de manière disproportionnée sur les acteurs locaux par rapport aux OING et aux agences des Nations Unies. Alors que les internationaux ont souvent une capacité dédiée pour répondre aux exigences, les acteurs locaux peuvent ne pas toujours disposer de systèmes, de ressources ou de capacités pour répondre à de telles conditions imposées par les donateurs internationaux (Patel et Van Brabant, 2017). Les mécanismes de conformité pilotés par les donateurs peuvent être préjudiciables. Les coûts de transaction élevés impliqués peuvent eux-mêmes entraîner des risques financiers ou opérationnels importants pour les acteurs locaux qui reçoivent souvent des frais généraux ou des coûts de soutien administratif minimes. Ceci, associé à des niveaux élevés de concurrence pour le financement, peut conduire à des incitations faussées à adopter de mauvaises pratiques de gestion des finances, des achats et de la sécurité (Stoddard et al., 2019).

---

12 Le risque fiduciaire est défini comme « le risque que l'argent ou les matériaux ne soient pas utilisés aux fins prévues (c'est-à-dire la fraude, le vol, la corruption) » (IFRC, 2019).

L'accent mis sur les risques fiduciaires et juridiques a conduit à une approche de tolérance zéro à l'égard de la fraude, de la corruption et du détournement de l'aide, et à l'idée que les acteurs locaux sont exposés à des risques plus élevés que les organisations internationales. Cela est en partie dû aux perceptions des acteurs locaux comme ayant une faible capacité combinée à leur proximité avec les communautés, conduisant à une vulnérabilité accrue aux pressions et aux préjugés. Cependant, plusieurs rapports ont remis en question ces hypothèses, constatant que les organisations internationales et nationales étaient sensibles à de tels risques (Wall et Hedlund, 2016 ; Poole, 2018 ; Stoddard et al., 2019). Les réponses humanitaires, en particulier dans les zones d'insécurité ou touchées par des conflits, sont fondées sur un degré de risque. Même avec des politiques et des contrôles optimaux en place, tous les risques ne peuvent pas être atténués ; par conséquent, un niveau de risque doit être accepté (Schenkenberg van Mierop et al., 2020). Une approche de tolérance zéro vis-à-vis de certains risques et des mesures punitives lorsque les risques se matérialisent peuvent conduire les acteurs internationaux et locaux à minimiser l'étendue du risque (Howe et al., 2019), excluant la possibilité de transparence et d'une approche de partage des risques.

Avec des défis liés au risque et aux attitudes face au risque, ainsi qu'une incapacité à gérer plusieurs portefeuilles de financement allant à plusieurs petites organisations (Patel et Van Brabant, 2017 ; Ali et al., 2018 ; Manis, 2018 ; Howe et al., 2019 ; Metcalfe-Hough et Fenton, 2019 ; Featherstone et Mowjee, 2020), les donateurs utilisent souvent des intermédiaires comme solution (IOB Evaluation, 2015 ; Ali et al., 2018 ; Howe, 2019 ; IFRC, 2019). Cependant, le transfert du risque aux intermédiaires, souvent des agences des Nations Unies et des ONG internationales,<sup>13</sup> associé à leur interprétation de l'appétit pour le risque des donateurs institutionnels, a conduit les organisations intermédiaires à imposer leurs propres processus de diligence raisonnable et de conformité rigoureux et souvent inflexibles, principalement axés sur le risque fiduciaire. (Stoddard et al., 2019), ce qui transfère davantage le risque aux acteurs locaux. Les données d'un rapport ont indiqué que de nouveaux outils et processus de gestion des partenariats par les organisations internationales pour les acteurs locaux ont été introduits à partir de 2015 et ont considérablement augmenté entre 2017 et 2018. Il a évalué que « c'était peut-être en réponse aux engagements de localisation du Grand Bargain ou à l'environnement réglementaire plus strict qui a émergé au cours de la même période, ou aux deux » (Stoddard et al., 2019).

Les perceptions et les approches de la gestion des risques soulèvent inévitablement des problèmes de déséquilibre de pouvoir, car les acteurs internationaux se concentrent principalement sur les risques posés par le partenariat avec des acteurs locaux, plutôt que l'inverse (Stoddard et al., 2019). Cela impacte les modèles de partenariat (voir sous-section 6.3.2). De même, les approches de renforcement des capacités renforcent encore ces dynamiques de pouvoir : malgré l'évolution vers des approches plus soutenues et participatives (voir l'encadré 6), les organisations internationales déterminent encore largement les besoins des acteurs locaux en matière de renforcement des capacités, et celles-ci se concentrent principalement sur la capacité organisationnelle et la capacité à satisfaire aux exigences des donateurs (voir Section 6.3). Cet accent mis sur le respect des exigences et la responsabilité envers les donateurs peut se faire au détriment de la responsabilité envers les populations affectées.

---

13 Le transfert de risque transfère l'obligation et la responsabilité au destinataire si le risque survient.



Pendant ce temps, une forte concentration sur la capacité organisationnelle peut se faire au détriment de la capacité opérationnelle, <sup>14</sup>sapant les principales justifications d'une réponse plus localisée, plus pertinente et axée sur les besoins des populations touchées (Barbelet, 2019 ; Howe et Stites, 2019). Cela a été constaté en Syrie et en Turquie, où les donateurs et les intermédiaires internationaux ont accordé la priorité à la capacité organisationnelle des partenaires locaux par rapport à leur capacité opérationnelle, sapant effectivement leur capacité à exploiter leurs forces, y compris leur proximité et leur compréhension des besoins de la population locale (Howe et Stites, 2019).

## **6.2 Transfert et partage des risques**

La littérature reflète la perception par certains qu'il existe une volonté de transférer le risque aux acteurs locaux (de Geoffroy et Grunewald, 2018 ; Howe et Stites, 2019). Comme le soutiennent de Geoffroy et Grunewald (2018) :

L'un des avantages évidents pour les acteurs internationaux de travailler par l'intermédiaire d'acteurs locaux dans des zones très précaires et inaccessibles aux organisations internationales est le fait qu'ils sont soumis à moins de contraintes de sécurité, ou, en d'autres termes, qu'ils prennent plus de risques. La localisation de l'aide entraîne souvent un transfert de risque des acteurs internationaux vers les acteurs nationaux. C'est une des raisons essentielles du processus de localisation au niveau mondial, mais elle est rarement exprimée explicitement.

La pratique du transfert des risques de sécurité introduit son propre ensemble de défis. Les acteurs locaux sont souvent des intervenants de première ligne et sont confrontés à des risques de sécurité plus élevés (Stoddard et al., 2019) ; cependant, les risques transférés s'accompagnent rarement de frais généraux pour les atténuer. Une grande partie de la littérature a révélé que le financement pour la gestion de la sécurité et l'atténuation des risques n'est pas disponible ou, pour maintenir les coûts bas, n'est pas demandé. Les recherches citées dans un rapport ont révélé que moins de 19 % des acteurs locaux ont déclaré un budget pour la gestion des risques, y compris la formation et l'équipement, dans leurs budgets de partenariat (Featherstone et Mowjee, 2020). Les acteurs locaux ont signalé que l'ONU et certaines ONG internationales prennent rarement en charge les frais généraux de conformité et de sécurité (Stoddard et al., 2019). Alors que certains partenaires internationaux ont apporté leur soutien pour aider les acteurs locaux à atténuer les risques, les acteurs locaux sont invités à assumer un plus grand risque, avec des investissements insuffisants pour le gérer (Schenkenberg van Mierop et al., 2020). En transférant le risque de cette manière, une réponse localisée plus efficiente et efficace ne sera pas réalisée (IRC, 2019). La récente politique humanitaire des Pays-Bas reconnaît le fardeau disproportionné des risques pesant sur les acteurs locaux, et leur engagement à améliorer

---

14 La capacité opérationnelle fait référence à la capacité d'exécuter des programmes et des projets. La capacité organisationnelle est liée à la prise de décision, aux systèmes de gouvernance définis et aux structures de gestion (Howe et al., 2019).



le partage des risques<sup>15</sup> est une étape importante dans le rééquilibrage des risques. Ceci est d'autant plus important compte tenu des conclusions d'une étude récente : que « le secteur humanitaire est caractérisé par le « transfert des risques » plutôt que par le « partage des risques » (Schenkenberg van Mierop et al., 2020). Certaines améliorations ont été notées, notamment un dialogue accru sur le partage des risques (Metcalf-Hough et al., 2020).

Une évolution vers un partage renforcé des risques nécessiterait un dialogue honnête avec les donateurs, y compris aux niveaux politiques supérieurs, sur le niveau de risque résiduel que les donateurs sont prêts à accepter tout en assurant la fourniture de l'aide humanitaire, y compris qui assume quelle responsabilité. Cela devrait inclure une discussion transparente sur l'approche de tolérance zéro des risques (Schenkenberg van Mierop et al., 2020). Une approche de partage des risques est alignée sur les principes de Good Humanitarian Donorship, et il existe des opportunités d'avoir ce dialogue à travers la grande affaire et un bon groupe de dons humanitaires (Stoddard et al., 2019). De telles discussions pourraient aider à briser les déséquilibres structurels et de pouvoir entre les agences internationales et les acteurs locaux, tout en favorisant la complémentarité ainsi que le partage des risques. L'actuel désintérêt des donateurs pour les solutions opérationnelles de gestion des risques pourrait mener à des rendez-vous manqués avec des solutions innovantes, telles que les systèmes de redevabilité sociale ou pair à pair (Schenkenberg van Mierop et al., 2020).

### **6.3 Quantité et qualité du financement, stratégies de limitation des risques**

La faible quantité de financement parvenant aux acteurs locaux est à la fois un signe de l'absence de progrès dans la localisation et un obstacle au renversement du statu quo (Els, 2019). La canalisation des financements par les donateurs via des organisations internationales non gouvernementales et les agences des Nations Unies renforce le rôle d'intermédiaire des acteurs internationaux (IOB Evaluation, 2015; FICR, 2019). Tandis que certains considèrent cet état de fait comme une solution pour atténuer les défis apparents dus à la localisation, il s'avère qu'il entraîne des difficultés supplémentaires et fait persister les déséquilibres de pouvoir.

#### **6.3.1 Quantité et qualité du financement des acteurs locaux et intermédiaires**

La qualité et la quantité du financement allant aux acteurs locaux sont affectées par les mécanismes dont se servent les donateurs pour faire parvenir les fonds jusqu'aux acteurs locaux, les exemples de donateurs directs étant très peu nombreux. En tant que tel, les mécanismes de financement intermédiaires jouent un rôle de plus en plus déterminant dans la manière dont les donateurs favorisent les efforts de localisation (voir l'encadré 5). Le financement des donateurs ruisselle via des intermédiaires internationaux pour atteindre les acteurs locaux, ce qui peut influencer sur la nature des partenariats ainsi que sur le genre de financement que les intermédiaires internationaux accordent aux acteurs locaux. Dans les deux cas, cela peut affecter la capacité des acteurs locaux pour mener

---

<sup>15</sup> Le partage des risques nécessite que toutes les parties prenantes se partagent la responsabilité de la gestion des risques, ce qui suppose une copropriété.

des actions humanitaires. De plus, le Fonds de financement commun pour les pays est un autre moyen privilégié par les donateurs, celui-ci étant en charge de la relation avec le bénéficiaire final du financement. Cependant, ceci représente un très faible pourcentage du financement humanitaire mondial (FICR, 2019 ; Featherstone et Mowjee, 2020), estimé à 2,8% du financement humanitaire total en 2018 (FICR, 2019). L'accès au financement pour certains types d'organisation, en particulier pour les organisations dirigées par des femmes, a tendance à être compliqué (FICR, 2019 ; Featherstone et Mowjee, 2020). La mobilisation des ressources locales comme stratégie de financement s'avère également limitée pour les acteurs locaux (FICR, 2019). Les restrictions à niveau national pesant sur les acteurs locaux pour accéder au financement international, y compris les difficultés pour déclarer légalement ce financement, compliquent d'avantage leur capacité à y accéder (FICR, 2019).

Les procédés des Fonds de financement commun pour les pays, du Start Fund et de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge en matière de capacité d'entreprendre, de diligence raisonnable et de gestion des risques. Les Fonds de financement commun pour les pays et le Start Fund ont introduit des systèmes à plusieurs niveaux afin de déterminer le niveau de financement auquel les acteurs locaux peuvent prétendre et le niveau de surveillance applicable. Ces systèmes sont examinés sous l'angle de la performance des partenaires et/ou des processus réguliers de diligence raisonnable (Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, 2019 ; Featherstone et Mowjee, 2020). Les processus de présélection ont également accompagné l'accès à des fonds communs (Willitts-King et al., 2018).

Ces systèmes de gestion des risques ont permis de construire une relation de confiance avec les donateurs (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés et UNDP, 2019 ; Featherstone et Mowjee, 2020). Cependant, il y a des limites dans la manière dont ces mécanismes peuvent être adaptés à une plus grande échelle sans que cela n'entraîne de risques supplémentaires. Il y a des possibilités à construire suivant cette approche, en particulier par le biais d'harmonisation, et de diligence raisonnable, d'exigences en matière de vérification et de conformité partagées parmi les donateurs et les organisations de financement intermédiaires. Une plateforme adaptée à tout cela pourrait avoir recours au CHS. Les agences cherchant à obtenir la validation CHS doivent être en conformité avec les engagements CHS, lesquels recouvrent sur de nombreux aspects les exigences en matière de diligence raisonnable de nombreux donateurs. Les donateurs pourraient partir de ce système afin d'identifier des exigences essentielles pour que les partenaires puissent s'accorder sur des normes de conformité en accord avec le CHS. Ceci pourrait se traduire par des économies d'échelle avec une seule comptabilité, un seul mécanisme de vérification et de contrôle, mais ça demanderait aux donateurs de fournir l'accord et les moyens nécessaire pour sous-traiter le tout à un tiers tel qu'un organisme de certification (Schenkenberg van Mierop et al., 2020). Il y a une occasion d'apprendre des axes de travail par harmonisation et simplification du contrôle et des exigences en matière de rapport du Grand Bargain, par exemple avec un modèle de rapport commun à toutes les parties afin de réduire la charge de travail des acteurs locaux (Els, 2018).

La localisation est en outre gênée par le manque de qualité du financement parvenant aux acteurs locaux.<sup>16</sup> La documentation fait référence au manque de financement sans affectation ou de partage des coûts essentiels ;<sup>17</sup> la couverture inadaptée de la sécurité et des coûts de conformité ; le financement flexible, à long terme et qui n'est pas relié à des projets à court terme ; et le manque de financement dédié à l'augmentation de la capacité organisationnelle et la résilience organisationnelle (Cohen et al., 2016 ; Els et al., 2016 ; Ali et al., 2018 ; Building Markets, 2018 ; Christian Aid et al., 2019 ; Howe and Stites, 2019 ; FICR, 2019, Featherstone et Mowjee, 2020 ; Metcalfe-Hough et al., 2020).

Les donateurs ont tendance à ne pas prendre en compte la valeur ajoutée apportée par les intermédiaires ou la manière dont ces intermédiaires s'associent avec les acteurs locaux, que ce soit en termes de qualité du financement ou en qualité des partenariats.

### 6.3.2 Efforts en matière d'atténuation des risques et partenariats

Les partenariats équitables sont une voie possible pour atténuer certaines des difficultés qui entourent la gestion des risques et d'augmenter la quantité et la qualité du financement des acteurs locaux. Le passage d'un modèle de surveillance à un modèle de partenariat s'est avéré important : une pratique de contrôles collaboratifs plutôt que d'enquêtes réactives, permet de construire une relation de confiance et d'atténuer les réticences à rapporter et résoudre les problèmes (Howe et al., 2019; FICR, 2019). Les partenariats locaux intermédiaires peuvent également être modèle efficace d'atténuation des risques. Deux exemples ont démontré des cas où des organisations intermédiaires locales ont rempli les exigences de conformité, de proposition et de rapport, tout en investissant dans les capacités d'autres acteurs locaux et en instaurant la confiance (Kraft et Smith, 2019).

Les plans d'intervention humanitaire, lorsqu'ils sont pilotés et menés à bien au niveau national, en concertation avec les acteurs locaux, peut donner une orientation aux logiques de partenariat. Le Plan d'intervention Jordanie (JRP) et le Plan d'intervention de crise Liban (LCRP) en sont des exemples

- 
- 16 Une étude contredit cette conclusion, elle précise que : «Généralement, les organisations locales ont le sentiment que leurs partenaires internationaux sont réceptifs à leurs interrogations et à leurs inquiétudes, qu'ils les traitent avec respect et comprennent le contexte dans lequel elles travaillent. Les résultats sont similaires pour les six pays. Les organisations locales interrogées – toutes recevant actuellement un financement via des agences d'aide internationales – ont également le sentiment que le soutien financier qu'elles reçoivent est suffisamment flexible et qu'il recouvre les coûts relatifs aux projets de manière adéquate» (GTS et al., 2018).
- 17 Une étude récente menée par Save the Children Denmark et Street Child (2020) fournit un aperçu intéressant sur l'octroi de financement non attribué aux acteurs locaux : les acteurs locaux dépensent en moyenne 85% du financement dans la planification et 10% dans des coûts essentiels ; les acteurs ont réalisé 95% des dépenses par rapport au budget sur trois mois même lorsque la pandémie de Covid-19 est survenue ; et les acteurs étaient en mesure de consulter la communauté de manière significative lors de la planification des subventions, ce qui permettait de mettre en place des projets d'activités conformes aux besoins des communautés. L'étude conclue sur le fait que ces constats «commencent à mettre en doute la supposée réticence des donateurs à faire confiance aux organisations non gouvernementales locales pour la planification et la gestion sans restriction du financement» (ibid., 2020 : 4).

;ils ont demandé aux organisations internationales de démontrer comment elles travailleront en partenariat avec les acteurs locaux pour atteindre conjointement les objectifs du programme (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés et UNDP, 2019).

Les consortiums sont un modèle de partenariat de plus en plus populaire pour permettre aux acteurs locaux de travailler avec d'autres organisations locales ou avec des organisations internationales. Ils sont l'occasion de renforcer l'interaction entre les acteurs locaux et les représentants des bailleurs de fonds, ce qui peut instaurer la confiance et faciliter une compréhension mutuelle des exigences et des contraintes (Patel et Van Brabant, 2017). En Ouganda, la formation de consortiums locaux a été citée comme une exigence des donateurs pour que les acteurs locaux aient accès au financement. Les donateurs ont perçu cela comme un moyen d'atténuer les risques, de réduire les coûts administratifs, de gagner en efficacité et de simplifier la gestion des contrats. Les cycles de financement ont mis en évidence des consortiums plus forts, y compris des synergies entre les partenaires des consortiums (Oxfam, 2020).

Promouvoir les approches de jonctions à la gestion de sécurité grâce à l'utilisation de réseaux de sécurité associés incluant les risques conjoints de d'analyse et d'allègement (Stoddard et al., 2019). Un donateur a signalé l'introduction d'une exigence pour tous les bénéficiaires et sous-bénéficiaires des organisation internationale non gouvernementale de soumettre des plans de sécurité, exigeant que l'organisation internationale non gouvernementale « doit explicitement couvrir son partenaire dans le cadre de son propre plan » conformément aux directives de subvention. Ceci a été introduit expressément dans le but d'encourager le renforcement de la responsabilité partagée en matière de sécurité (Stoddard et al., 2019). Tandis que ceci serait un changement prometteur du statut quo, il ne doit pas devenir un nouveau processus de conformité fastidieux.

## **6.4 Action humanitaire raisonnée**

Un autre défi majeur pour des réponses plus localisées est la perception des préoccupations concernant la capacité des acteurs locaux à respecter les principes humanitaires. (Els, 2018 ; Axe de travail sur la localisation, 2019 ; Roepstorff, 2020). Cependant, il n'y a pas eu de revue systématique du degré auquel les principes humanitaires sont plus ou moins appliqués par les acteurs locaux ou internationaux, et des implications de ceci dans la pratique. Comme ailleurs dans l'analyse, ces hypothèses sont largement basées sur des perceptions, alors que la réalité est souvent plus complexe et nuancée qu'on ne le reconnaît. (Axe de travail sur la localisation, 2019). Par exemple, il existe des preuves que les acteurs locaux ont des règles et des politiques organisationnelles pertinentes pour l'indépendance et la neutralité (Robillard et al., 2020c). Il a été signalé que certains acteurs locaux utilisaient des principes pour accéder et éviter le détournement (Howe et al., 2019), tandis qu'un autre rapport a révélé que 91% du personnel local reconnaissait que le respect des principes améliorerait la sécurité du personnel et des opérations. (Schenkenberg van Mierop, 2016).<sup>18</sup>

---

<sup>18</sup> Le rapport est ambigu quant au fait de savoir s'il fait référence au personnel national dans les organisations locales ou nationales.

Les perceptions des organisations internationales sur les endroits où il peut y avoir des tensions pour la capacité des organisations locales à mettre en œuvre les principes humanitaires peuvent être simplistes et soulever elles-mêmes des défis (sur cette dynamique concernant les acteurs confessionnels, voir Kraft et Smith, 2019). Par exemple, une étude a révélé que les organisations internationales estimaient que l'approche de leurs partenaires locaux en matière de participation communautaire pouvait les exposer à des pressions pour ne pas respecter les principes humanitaires (Howe et al., 2019). Ceci soulève des questions sur le degré de compromission des principes dû aux approches de planification, et dans quelle mesure les principes devraient l'emporter sur les programmes inclusifs cherchant à rendre des comptes aux populations affectées. Ces préoccupations sont plus marquées lorsque des acteurs confessionnels mettent en œuvre une action humanitaire, bien que la documentation n'ait pas trouvé d'éléments qui prouvent que cela conduise nécessairement à des risques plus importants (Kraft and Smith, 2019).

Des conclusions ad hoc ont été émises concernant les connaissances « mitigées » des acteurs locaux sur les principes humanitaires et la manière de les mettre en pratique ou de les interpréter (UNICEF, 2019b). Par exemple, une étude a révélé que la présence, la responsabilité descendante et le suivi étaient perçus comme des indicateurs d'une réponse humanitaire fondée sur des principes (Howe et al., 2019) ; tandis qu'une autre a constaté que l'assistance juste était interprétée comme une distribution équitable de l'aide par opposition au ciblage en fonction des besoins (Robillard et al., 2020c). Alors que les acteurs locaux doivent naviguer dans des réseaux complexes et des politiques locales, ce qui pourrait compromettre les principes, la documentation examinée reflète les conclusions d'une étude selon laquelle « il n'y a pas suffisamment de preuves ... pour soutenir l'hypothèse selon laquelle les acteurs locaux et nationaux sont intrinsèquement moins capables de fournir une réponse humanitaire fondée sur des principes que les acteurs internationaux » (Robillard et al., 2020c).

Les acteurs humanitaires internationaux sont aussi confrontés à des difficultés quant au respect d'une réponse humanitaire basée sur des principes. Une étude a signalé les préoccupations des acteurs locaux au sujet de la proximité des Nations Unies et des organisations internationales non gouvernementales avec le gouvernement, ce qui mine la neutralité et éventuellement la sécurité des organisations locales si le conflit venait à s'intensifier (Bamforth et al., 2020). En Syrie, les inquiétudes selon lesquelles le gouvernement syrien manipulait les réponses se faisaient ressentir si fortement que 112 activistes vivant dans des zones assiégées ont écrit au Coordonnateur des Secours d'Urgence (ERC) pour exprimer leur préoccupation selon laquelle les Nations Unies sont devenues « un outil politique de guerre » (Els et al., 2016). Ces résultats soulèvent des questions quant à savoir si la différence des défis rencontrés par les acteurs internationaux et locaux est exagérée, et si d'autres intérêts sont en jeu, comme par exemple l'utilisation des principes pour légitimer les acteurs humanitaires internationaux et délégitimer les acteurs locaux (Barbelet, 2019). De nombreux universitaires considéreraient les principes comme un prétexte pour maintenir le pouvoir et le contrôle sur les réponses humanitaires, ce que certains voient comme une manifestation d'attitudes néocoloniales (Melis and Apthorpe, 2020).

Les perceptions selon lesquelles les acteurs locaux compromettent davantage les principes humanitaires que leurs homologues internationaux et qu'ils constituent un obstacle aux réponses

humanitaires localisées sont trop simplifiées. Tous les acteurs qui travaillent dans des zones de conflit évoluent dans des environnements complexes, avec des risques en matière de sécurité, d'obligation fiduciaire et de réputation, et une certaine vulnérabilité aux compromis. Les risques changent selon les acteurs, les contextes et les périodes. Une analyse détaillée du désaccord de la part de tous les acteurs humanitaires est un des moyens de réduire ces risques, tandis que l'instauration de la confiance, de la communication et de partenariats participatifs en est un autre.

## **6.5 Confiance**

Un dialogue sur la gestion effective des risques, la réduction des risques et la perception des risques repose sur la confiance. Cependant, la mesure dans laquelle le renforcement des dispositions fiduciaires et de conformité traduisent une confiance accrue des internationaux envers les acteurs locaux reste vague (Schenkenberg van Mierop et al., 2020). Il est dit que "le défi le plus important pour s'engager avec des acteurs locaux sur la réponse syrienne est le manque de confiance" (Wall and Hedlund, 2016). Dans le même temps, Roepstorff (2020) affirme que, dans la réponse à la situation des réfugiés Rohingya à Cox's Bazar, au Bangladesh, le manque de confiance entre les acteurs internationaux et locaux a intensifié les divisions en raison des points de vue, des intérêts et des perceptions incompatibles entre « soi » et « les autres » pour trouver une vision commune en faveur d'une progression vers une réponse plus localisée. En effet, la revue IOB de 2009 -2014 a révélé un déséquilibre entre les niveaux de suivi des partenaires de mise en œuvre et la confiance à leur égard (IOB Evaluation, 2015). Pour les acteurs locaux, ce déséquilibre est plus prononcé. Une étude a révélé que les acteurs locaux perçoivent les exigences accrues des donateurs comme étant motivées par la méfiance plutôt que par l'impact des actions humanitaires, et qu'ils expriment leur frustration face au manque apparent de sensibilisation des partenaires internationaux aux difficultés à opérer en zones de conflit (Howe et Stites, 2019). La confiance doit être établie entre toutes les parties, ce qui nécessite un dialogue ouvert et transparent.

Les collaborations avec des sous-traitants sont plus précisément décrites comme des relations intermédiaires descendantes. Lorsqu'elles sont présentées comme des partenariats, elles érodent la confiance (voir l'encadré 10), perpétuent des déséquilibres de pouvoir et conduisent à l'insatisfaction des acteurs locaux (Wall et Hedlund, 2016). Le manque de respect et de transparence, tout comme la non reconnaissance des capacités et l'abus de pouvoir perceptible, sont tous cités comme des aspects qui sapent la confiance et par là même l'efficacité de la localisation (Christian Aid et al., 2019). Les décisions de financement et la conception des programmes sont des processus essentiellement descendants, "dictés" par les homologues internationaux. Il a été constaté que les partenariats de long terme permettent une plus grande participation des acteurs locaux aux décisions de financement et à la conception des programmes, ce qui répond en partie aux problèmes de confiance (Ali et al., 2018). Ces approches des partenariats sur le long terme pourraient être renforcées en créant des collaborations avant les crises dans le cadre des efforts de préparation et de résilience (Robillard et al., 2020b).

### Encadré 10      Confiance et accès humanitaire

Un degré d'accès humanitaire plus élevé dont disposent souvent les acteurs locaux, en particulier dans les zones d'insécurité, est le facteur qui favorise les réponses humanitaires plus localisées. L'accès humanitaire dépend de la confiance, des réseaux et de la réputation établis au sein des communautés. De lourdes exigences de conformité et/ou des changements dans les engagements ou les politiques des donateurs, par exemple si les programmes sont retardés ou modifiés, peuvent saper la confiance entre les communautés et les acteurs locaux, ce qui peut compromettre l'accès humanitaire (Howe et al., 2019). La confiance et la nature des partenariats peuvent aussi conduire à des réponses humanitaires plus responsables envers les bénéficiaires, ce qui améliore la qualité des réponses.

Même si cela n'est pas toujours possible, les partenariats équitables et fondés sur des principes sont un point de départ pour instaurer la confiance; la transparence, la participation et le respect mutuel faciliteront des partenariats plus efficaces. Une étude a montré que les relations honnêtes qui incluent le partage ouvert d'information conduisent à une plus grande probabilité de résolution conjointe des problèmes (Howe et Stites, 2019). Il a été constaté que la présence de personnes fortes au sein des organisations locales permet de gagner la confiance et de renforcer la légitimité, donnant ainsi aux acteurs locaux une plus grande capacité à définir les ordres du jour et à remédier aux déséquilibres de pouvoir (Barbelet, 2019). La confiance et les relations honnêtes peuvent être renforcées en détachant des personnes d'organismes renommés auprès des organisations locales ou en établissant des listes d'acteurs locaux pour soutenir les actions des organisations locales. Le défi de cette approche réside dans la capacité à intensifier de tels efforts, en particulier lors de crises de grande ampleur.

## 6.6 Capacités: lacunes, perceptions et renforcement

Les capacités ont été un sujet central dans la documentation sur la localisation: le manque apparent de capacité des acteurs locaux est amplement cité comme étant un obstacle à la localisation (Schenkenberg van Mierop, 2016; Baker and Elawad, 2018; UNICEF, 2019), mais les témoignages des perceptions (souvent inexactes) qu'ont les acteurs internationaux à l'encontre de la capacité locale sont aussi évoqués dans la documentation comme se révélant être un obstacle (Ali et al., 2018; Manis, 2018; UNHCR and UNDP, 2019; Barakat and Milton, 2020). Le manque de capacité des acteurs locaux a été formulé en termes de risques (principes humanitaires, gestion fiduciaire) tout comme leurs compétences à assumer et à gérer les financements. Les limites de leur capacité sont également évoquées du point de vue de leur aptitude à progresser (Barbelet, 2019). Le manque de capacité locale en tant qu'obstacle à la localisation est étroitement lié aux pratiques à risque et au manque de financement à destination des acteurs locaux, en particulier en ce qui concerne le renforcement de la capacité organisationnelle sur le long terme.



Selon certains documents, le manque de capacité locale résulte d'une absence de renforcement efficace et systématique des capacités, et notamment d'un financement dédié à la consolidation des compétences (Baker and Elawad, 2018; Howe and Stites, 2019; UNICEF, 2019b; Metcalfe-Hough et al., 2020). Selon la documentation, le renforcement des capacités reste ad hoc, manque souvent d'investissement adéquat qui permettrait d'avoir un impact, est à court terme et inefficace parce qu'il est basé sur la formation et est descendant et non coordonné (la même formation est offerte de nombreuses fois par différentes organisations aux mêmes acteurs locaux) (Ayobi et al., 2017; Ali et al., 2018; Christian Aid et al., 2019; Howe and Stites, 2019; Howe et al., 2019).

La discussion sur les capacités indique également comment la localisation est entravée par le fait que les compétences locales sont constamment sabotées par le recrutement déloyal du personnel des organisations locales par les organismes internationaux (Ayobi et al., 2017; Ali et al., 2018). La disparité des salaires entre les organisations locales et internationales est pointée du doigt parce qu'elle crée des pratiques de recrutement inégales et injustes (de Geoffroy and Grunewald, 2018; Ali et al., 2018).

La documentation ne présente pas de preuves pour étayer les déclarations concernant le manque de capacité des acteurs locaux, et constate plutôt que la façon dont les capacités sont définies par les donateurs et les acteurs internationaux perpétue les déséquilibres de pouvoir (Barbelet, 2019; Roepstorff, 2020). Les définitions des capacités varient, et il est évident que les acteurs internationaux tendent à définir les capacités à leur avantage (Barbelet, 2019; Howe and Stites, 2019). De plus, les faits montrent que les capacités locales ne sont pas bien comprises et qu'elles sont rarement décrites par les acteurs internationaux (Barbelet, 2019; Bryant, 2019). Le manque de compréhension des capacités locales, notamment à travers une définition de celles-ci au-delà des exigences de conformité et à travers une modélisation plus systématique, est un obstacle significatif à la localisation et à la complémentarité (HAG, 2017; Barbelet, 2019). Il a été prouvé que les acteurs internationaux savent rarement où se trouvent les capacités locales et de quels types de capacités il s'agit (Building Markets, 2018; de Geoffroy and Grunewald, 2018; Barbelet, 2019). La compréhension qu'ont les acteurs internationaux des capacités des organisations locales et leurs hypothèses à propos de comment devrait être un partenaire tendent à exclure certaines organisations, particulièrement celles dirigées par des réfugiés et des femmes (Featherstone and Mowjee, 2020; Pincock et al., 2020; Betts et al., 2021). Dans l'ensemble, la charge de la preuve incombe injustement aux acteurs locaux qui doivent démontrer leurs capacités (Van Brabant and Patel, 2018).

### **6.7 Les dynamiques de pouvoir et l'auto-préservation des acteurs internationaux**

Les dynamiques de pouvoir sont au cœur de l'ordre du jour de la localisation et constituent aussi l'un de ces principaux obstacles. Dans sa forme la plus élémentaire, le pouvoir est un obstacle à la localisation car il reste aux mains des acteurs internationaux de décider qui a la capacité ou non (Van Brabant and Patel, 2018 ; Barbelet, 2019 ; Fast et Bennett, 2020), quelle capacité compte (Barbelet, 2019 ; Melis et Apthorpe, 2020), qui obtient ou non des financements, quels types de partenariats prévalent et qui peut accéder aux structures de coordination et aux forums de décision stratégique (Wall et Hedlund,



2016). Comme l'explique Roepstorff (2020), le système humanitaire « est souvent perçu comme une entreprise néocoloniale, impériale et néolibérale où les pays du Nord dominant et dictent inégalement les règles du jeu ». Cette domination coloniale continue de saper la direction locale. Comme l'indiquent la Croix-Rouge australienne et al. (2020) :

Les habitants des îles du Pacifique constatent une nervosité à assumer des rôles de leadership par crainte que leur leadership ne ressemble au modèle établi par les approches internationales et qu'ils ne soient pas soutenus par leurs collègues internationaux s'ils échouent. Les personnes interrogées ont parlé d'une colonisation continue de l'esprit, selon laquelle elles se sentent incapables de rivaliser avec l'expertise des expatriés, même lorsqu'elles savent que ce n'est pas le cas.

Toute domination et tout contrôle exercés par des acteurs internationaux reflètent des problèmes sectoriels plus profonds avec des fondements racistes et coloniaux, qui se sont cristallisés en un récit de sauveur dans le secteur (Wall et Hedlund, 2016 ; Melis et Apthorpe, 2020 ; Roepstorff, 2020). Ceci est étroitement lié au besoin de visibilité des acteurs internationaux pour accéder aux financements (Cohen et al., 2016 ; Emmens et Clayton, 2017). Pour que les acteurs internationaux conservent leur part de marché (Metcalf-Hough et al., 2020), ils doivent minimiser le rôle des acteurs locaux dans leurs reportages, leur engagement médiatique et leur récit (UNICEF, 2019a). Le changement nécessaire pour soutenir la localisation va à l'encontre des intérêts des acteurs internationaux, notamment en termes de maintien et de croissance de leur base de financement (Barakat et Milton, 2020 ; Metcalf-Hough et al., 2020 ;). Comme tel, les acteurs internationaux peuvent saper les progrès de la localisation en raison de l'auto-préservation (Wall et Hedlund, 2016 ; Robillard et al., 2020b).

Les paramètres de la localisation en tant que programme de réforme sont définis par des acteurs internationaux qui ont du pouvoir et de l'influence. L'absence de consensus sur l'ambition et les objectifs de la localisation signifie qu'elle peut être définie de manière à maintenir le statu quo (Fast et Bennett, 2020 ; Robillard et al., 2020b). Les interprétations intéressées de la localisation par les acteurs internationaux peuvent conduire à la décentralisation (donner plus de pouvoirs de décision aux acteurs internationaux au niveau du bureau de pays) et à la nationalisation (transformer un bureau de pays d'une organisation internationale en une organisation nationale) (Poole, 2018 ; Van Brabant et Patel, 2018). Le manque de participation et d'influence des acteurs locaux sur le programme de localisation aggrave encore la définition des ambitions (UNHCR et PNUD, 2019). Comme le soutient Roepstorff (2020), « l'agenda de localisation court le risque de devenir une autre méthode de domination et de contrôle, reproduisant les asymétries de pouvoir actuelles et la marginalisation des acteurs à la périphérie ». Comme HAG (2017) l'écrit à propos de la localisation dans la réponse des Rohingyas au Bangladesh, « le discours international sur la localisation a mis en place une dynamique combative qui entrave la conversation au niveau opérationnel ».

Tout ce qui précède peut être vu dans la réticence des acteurs internationaux à passer à des partenariats plus équitables (Barbelet, 2019). Il est dans leur intérêt de maintenir les partenariats sous-traitants comme un moyen d'atteindre une fin (plutôt que comme une fin en soi), où une stricte conformité est appliquée, les coûts sont abaissés, le financement est de faible qualité et la

collaboration est basée sur des projets et à court terme. Le partenariat avec les acteurs locaux dans ce cadre maintient la dynamique de fournisseur (l'acteur international) et de bénéficiaire (les acteurs locaux) (Robillard et al., 2020c). Ceci est particulièrement noté en référence aux organisations dirigées par des réfugiés et à leurs relations avec le HCR et les gouvernements nationaux, où les organisations dirigées par des réfugiés « doivent fonctionner de manière à ne pas perturber l'équilibre des pouvoirs officiel ou organisationnel existant » (Pincock et al., 2020). Au nom de l'auto-conservation, les acteurs internationaux rechignent à renoncer à l'espace, au pouvoir de décision, au contrôle et à la visibilité. Le rôle de gardien des intermédiaires, qui sape la visibilité des acteurs locaux, se traduit par un manque d'engagement direct entre les donateurs et les acteurs locaux (Ali et al., 2018 ; Howe et al., 2019). Comme l'intérêt pour le changement est faible, les incitations ne sont pas non plus présentes pour conduire ce changement (Wall et Hedlund, 2016 ; Metcalfe-Hough et al., 2020). Comme l'indique un rapport, « tout cela est de la sous-traitance... parce que les donateurs le permettent » (Els et al., 2016).

L'auto-préservation se traduit par le maintien d'une « présence et d'attitudes dominantes » (Brabant et Patel, 2018), évinçant les espaces et compromettant ainsi la capacité des acteurs locaux à diriger, influencer et prendre des décisions dans les réponses humanitaires. Cela se voit également dans certains espaces de prise de décision, en particulier les structures de coordination, qui ont été critiquées dans la littérature sur la localisation comme étant des espaces exclusifs où l'action et le leadership des acteurs locaux sont sapés par la langue (comme l'utilisation de l'anglais ainsi que du jargon) et des règles complexes qui empêchent les acteurs locaux d'influencer les décisions (de Geoffroy et Grunewald, 2018 ; Barbelet, 2019 ; UNHCR et PNUD, 2019 ; Fast et Bennett, 2020 ; Robillard et al., 2020b).

Étant donné la nature fondée sur la perception des preuves sur les risques, les réponses localisées et le manque de capacités locales, les défis sont souvent présentés par les acteurs internationaux comme des raisons de ne pas localiser ; au lieu de cela, ceux-ci pourraient être présentés comme des incitations à la transformation (Fast et Bennett, 2020). Comme Fast et Bennett (ibid.) le soutiennent : « À l'heure actuelle, les structures d'incitation au sein du système humanitaire servent le statu quo ». Les perceptions d'une réponse localisée, y compris le risque, et que les acteurs locaux ne peuvent pas respecter les principes humanitaires ou manquent de capacités entrent toutes dans cette catégorie. Comme les intérêts d'auto-préservation subsistent, les incitations au changement sont soit inexistantes, soit inefficaces. La littérature constate en particulier qu'il y a un manque de stratégie cohérente de la part des donateurs pour créer les bonnes incitations au changement (Barbelet, 2019 ; Metcalfe-Hough et al., 2020).

Plus récemment, la littérature sur la localisation a appelé à une approche d'analyse <sup>19</sup>de l'économie politique de la localisation pour garantir que les efforts de localisation ne reproduisent pas les

---

19 Une analyse d'économie politique vise à éclairer le développement et la programmation humanitaire sur la base d'une analyse des processus politiques et économiques dans la société, y compris la distribution et la contestation du pouvoir, les incitations, les relations et les règles du jeu. Il vise à comprendre comment les systèmes fonctionnent réellement sous la surface (voir Mcloughlin, 2014).

dynamiques de pouvoir élitistes et nationales (Barakat et Milton, 2020 ; Fast et Bennett, 2020 ; Melis et Apthorpe, 2020). ; Pincock et al., 2020 ; Roepstorff, 2020). Comme Pincock (2020) le soutient dans le contexte du déplacement des réfugiés : « pour les personnes qui souhaitent améliorer la légitimité et l'efficacité de la gouvernance humanitaire, le défi ne se limite pas à « faire entrer les réfugiés » dans le programme de localisation ; il s'agit de comprendre les intérêts et les relations de pouvoir qui sous-tendent l'inclusion, l'exclusion et la délégation » (Pincock et al., 2020).

### 6.8 Conclusion, limites et manques de preuves

Les questions de risque et de gestion des risques sont principalement basées sur la perception et l'attitude, ce qui laisse une ambiguïté quant à la probabilité que ces risques puissent se concrétiser. Lorsque des risques sont identifiés, il existe peu de preuves suggérant que les donateurs et les intermédiaires internationaux sont disposés à soutenir des mesures d'atténuation efficaces, telles que le financement des frais généraux, y compris pour la gestion de la sécurité, les systèmes et les ressources humaines pour atteindre le seuil de risque des donateurs. La recherche de Stoddard et al. (2019) est un bon exemple démontrant où les risques sont pris en compte d'un point de vue systémique, à travers la chaîne des acteurs impliqués dans l'acheminement de l'aide humanitaire. L'analyse des risques et les mesures d'atténuation chiffrées doivent être intégrées à l'ensemble de la réponse et à tous les acteurs impliqués dans la chaîne de livraison.

Il ne fait aucun doute qu'il y a des risques à travailler dans des environnements humanitaires complexes. Des preuves supplémentaires sont nécessaires pour comprendre comment les risques se manifestent dans les réponses dans la pratique, et la vulnérabilité différentielle et les mesures d'atténuation efficaces à travers l'éventail des acteurs internationaux et locaux.

Des études de suivi des financements ont mis en garde en 2015 contre leur incapacité à suivre combien de financements allaient aux acteurs locaux, en particulier lorsqu'ils passaient par des intermédiaires tels que l'ONU et les OING (voir Els et Carstensen, 2015). Malheureusement, en 2019, l'incapacité de suivre le financement est restée un défi (Els, 2019). Le manque de preuves et de transparence sur la manière dont le financement passe par les intermédiaires, tant en termes de quantité que de qualité, est en soi un obstacle à la localisation. Un défi supplémentaire pour le suivi du financement des acteurs locaux a été l'utilisation de définitions incohérentes de qui compte comme acteur local ou national ainsi que le manque d'approche cohérente pour mesurer le financement transféré (ibid.).

Le manque de preuves plus systématiques sur la valeur ajoutée de l'action humanitaire locale, le leadership local et la complémentarité (impact sur la qualité de la réponse humanitaire) a également sapé les efforts de plaidoyer et le changement de politique fondé sur des preuves. Cependant, placer la charge de la preuve sur les acteurs locaux - plutôt que sur les acteurs internationaux - pour prouver qu'ils sont mieux placés pour répondre à la crise a également fait dérailler l'investissement dans la localisation et les changements nécessaires pour permettre une action et un leadership plus locaux. C'est encore un autre exemple de la façon dont l'auto-préservation et la dynamique du pouvoir sont profondément ancrées dans le système humanitaire.

En effet, les acteurs locaux continuent d'exprimer leur frustration face à l'absence de changement vers des réponses plus localisées. Cela inclut les pratiques de partenariat où : les déséquilibres de pouvoir continuent de favoriser les organisations internationales (Els et al., 2016 ; Christian Aid et al., 2019 ; Howe et al., 2019 ; Robillard et al., 2020) ; les acteurs internationaux sapent les acteurs locaux (Howe et al., 2019) ; les acteurs internationaux ne comprennent pas la complexité de l'accès à des zones très peu sûres (ibid.) ; il n'y a pas d'égalité d'accès au financement (HAG et VANGO, 2020) ; et des inégalités persistent dans la manière dont les capacités sont comprises, évaluées et renforcées (Ayobi et al., 2017 ; Building Markets, 2018).

Les preuves sur les obstacles à la localisation sont basées sur la perception mais ont créé un fort consensus dans la littérature. Ces obstacles sont répétés dans la littérature et sont prouvés à travers une documentation systématique de l'attitude des acteurs internationaux envers les acteurs locaux et leur compétence ainsi que leur expérience. Ceci créé une narration forte basée sur des preuves pour comprendre pourquoi aucun changement ne se fait à plus grande échelle.

## 7 Le rôle des donateurs et des acteurs diplomatiques dans la promotion d'une intervention humanitaire efficace par une action humanitaire plus locale.

Les donateurs ont un rôle critique dans la création de politiques et mesures incitatives pour soutenir la localisation (Ali et al., 2018; Barbelet, 2019; Featherstone and Mowjee, 2020; Metcalfe-Hough et al. 2020). À présent, la littérature met en évidence l'absence chez les donateurs d'une direction stratégique et politique claire sur la localisation. Sont aussi soulignées les recommandations existantes destinées aux donateurs et autres acteurs basées sur les bonnes pratiques et les indications émergentes qui restent encore à être mises en place à grande échelle ou de façon systématique. Les recommandations suivantes s'appuient sur l'analyse des preuves dans ce rapport et considèrent aussi les recommandations existantes (voir l'Appendice 1 pour plus de détails sur les recommandations existante dans la littérature). Elles sont de nature progressiste et proposent, si besoin, des changements fondamentaux de la politique et la pratique des donateurs, basés sur les preuves.

Néanmoins, ces recommandations ne dépassent pas le domaine du possible ou les contraintes actuelles pour les donateurs. Dans sa plus simple expression, la localisation demande un changement complet du système humanitaire afin de le recentrer sur un modèle d'aide dirigé au plan local. La littérature actuelle n'offre pas d'approche toute-faite et testée pour un tel changement complet, bien qu'elle met en évidence qu'une approche différente de la capacité de compréhension, des capacités de cartographie locales et des écosystèmes de réponses aux crises mais aussi d'adoption du principe de complémentarité pourrait offrir le début d'un changement plus fondamental dans la pratique pour favoriser une action humanitaire plus locale (Barbelet, 2019; Bryant, 2019; Fast and Bennett, 2020). La localisation n'est pas un programme qui peut être appliqué, mais plutôt un changement dans la façon d'opérer du système d'aide entier. Cela nécessite un changement complet de la conception des évaluations, de la planification et de l'intervention, ainsi que leurs liens avec les personnes affectés par ces crises. Changer le système pour une approche plus ascendante signifie que les problèmes sont définis et analysés localement avec la compréhension totale du contexte, que les solutions sont conçues localement et communiquées par les voix locales et par ceux affectés par les crises. Cela demande au système international de se mettre en pause, d'écouter et de prendre en compte ce qui est déjà disponible et ce qui pourrait être fait ainsi que de supporter une modèle d'aide qui est à 100% conçu et communiqué non seulement par les réalités locales ou les analyses des besoins, mais par les parties prenantes dans l'écosystème de réponse aux crises locales. Un tel changement ne peut pas se baser seulement sur des indications, mais devrait se baser sur une éthique et des principes. C'est un choix politique plutôt que technocratique.

Au sein du système actuel et basé sur les constats de cette étude littéraire et une analyse de recommandations existantes dans la littérature sur la localisation, les donateurs et plus spécifiquement les Pays-Bas, à travers le travail de leur Ministre des Affaires Etrangères, devraient implémenter les recommandations stratégiques prioritaires suivantes :

- **Recommandation stratégique 1 : L'approche du donateur collectif. Travailler collectivement avec les autres donateurs** – par exemple avec le groupe des bonnes pratiques des bailleurs de fonds humanitaires (GHD) ou l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) – afin de développer une vision commune. Tester différentes approches collectives pour encourager les partenaires, notamment les agences des Nations Unies, à changer leurs pratiques.
- **Recommandation stratégique 2 : Partage des risques.** Développer un programme de partage des risques entre les donateurs et harmoniser le principe de précaution, les exigences de conformité et de contrôle.
- **Recommandation stratégique 3 : Des partenariats équitables, éthiques et complémentaires.** Soutenir et investir dans le développement de partenariats équitables, éthiques et de qualité entre les acteurs internationaux et locaux, basés sur la complémentarité à travers, en tant que donateur, l'observation, l'évaluation et l'encouragement d'acteurs intermédiaires fondé sur la qualité de leurs partenariats avec les acteurs locaux.
- **Recommandation stratégique 4 : Qualité et quantité des financements.** Augmenter la qualité et la quantité des financements allant aux acteurs locaux, y compris en augmentant le financement de fonds communs, en particulier ceux qui se concentrent sur le soutien des acteurs nationaux et locaux, et considérant les fonds communs non-onusiens, en particulier lorsqu'ils sont dirigés ou gouvernés par des acteurs locaux et nationaux et où ils combinent le financement de l'humanitaire et du développement.
- **Recommandations stratégiques 5 : Complémentarité et partage des capacités.** Investir dans le partage des compétences ascendantes et les efforts de renforcement des compétences basés sur le principe de complémentarité. Cela devrait être fait en intégrant le partage des capacités comme un objectif de tous les partenariats et soutenu par une ligne budgétaire dédiée au partage des capacités. Formuler une approche des donateurs pour investir systématiquement dans le renforcement des capacités institutionnelles à long terme dans les programmes de développement, de paix, de réfugiés, de préparation et d'humanitaire.

En plus des recommandations prioritaires, l'étude met l'accent sur deux actions pour aider à mieux comprendre les résultats de la localisation et ses opportunités :

- **Action 1 : Associer la localisation avec le lien humanitaire–développement–paix.** Les ministères tels que le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas doivent adopter une stratégie complète pour tous les dossiers humanitaires, pour la paix et le développement de ses donateurs afin de soutenir le rôle des sociétés civiles locales dans les actions humanitaires locales et le leadership dans la réponse aux crises, y compris par le renforcement de la réunion du financement humanitaire et du développement.

- **Action 2 : Recueillir des preuves, évaluer l'impact et remodeler le programme de recherche sur la localisation.** Les donateurs et autres qui sont capables de faire réaliser ou de produire de la recherche, doivent investir dans les moyens de mesurer l'impact de la localisation sur la qualité de la réponse humanitaire et des résultats pour les personnes et état de crise. Ils doivent aussi investir dans les approches qui permettent de comprendre les points de vue des personnes touchées par la crise sur les avantages relatifs du status quo par rapport aux modèles plus centrés sur l'aide locale.

Le résumé des constats dessous et comment mettre en œuvre les cinq recommandations stratégiques prioritaires dessus, ainsi que les recommandations pour recueillir des preuves, évaluer l'impact et remodeler le programme de recherche sur la localisation.

### 7.1 Recommandation stratégique 1 : Les approches des donateurs collectifs

**Ce que les preuves montrent :** Les approches stratégiques ont leur limite lorsqu'il s'agit de concevoir ou de mettre en œuvre des moyens de renforcer la localisation dans la politique et la pratique des donateurs.

#### 7.1.1 Recommandations opérationnelles et étapes possibles

- Travailler collectivement en tant que donateurs pour développer des approches stratégiques qui soulignent les impacts et les résultats voulus afin de soutenir les actions dirigés localement à travers les programmes d'aide humanitaire, les réponses et les portfolios pour créer les bons encouragements pour le changement. Les politiques d'engagements de Grand Bargain devraient s'insérer dans ces approches stratégiques générales de la localisation, plutôt que les définir.
- Les stratégies devraient formuler l'impact voulu à travers le programme des donateurs, les objectifs clés à travers les portfolios et les cibles et motivations clés pour les atteindre dans une variété de domaines, ainsi que les procédés pour mesurer l'impact et la redevabilité.
- Créer les bons encouragements pour le changement va nécessiter de valoriser les intermédiaires internationaux pour leurs pratiques de partenariat, pour leur financement en cascade de qualité aux acteurs locaux, pour leur partage des risques et leur investissement dans le renforcement des compétences de manière ascendante et coordonnée. Ceci peut nécessiter de mettre à jour les structures du partenariat de donateurs pour formuler des politiques claires sur les partenariats, le financement, les risques et le renforcement des compétences. Lorsque ces structures ne sont pas ouvertes à un remodelage, par exemple avec les agences des Nations Unies, les donateurs devraient utiliser une action diplomatiques collective pour demander plus de transparence, de surveillance et d'évaluation.
- En tant qu'acteurs diplomatiques, impliquer les agences des Nations Unies et d'autres acteurs internationaux afin de définir ou renforcer avec ambition la réalisation de leurs engagements en terme de localisation. Promouvoir des opportunités pour impliquer les acteurs du développement international et de l'humanitaire sur les efforts de localisation et partager le savoir et les approches.

- Implémenter des politiques et des guides de localisation qui fournissent des directions et motivations claires pour renforcer l'action dirigée localement pour les partenaires ou intermédiaires dans ces domaines : partenariats, financement et partage ou renforcement des compétences (voir des recommandations opérationnelles et étapes possibles en dessous). Assurer de l'existence d'analyse, de programmation et de mise en œuvre collectives des stratégies avec les partenaires locaux.
- Soutenir et s'aligner avec des stratégies existantes à échelle nationale sur la localisation pour soutenir les acteurs nationaux et locaux dans leurs efforts pour mener la localisation à échelle nationale, et surveiller et évaluer les efforts financés par les donateurs contre ces stratégies.

## 7.2 Recommandations stratégiques 2 : Partager les risques

**Ce que montrent les preuves :** Les preuves montrent qu'une série d'hypothèses concernant les risques et la localisation n'ont pas de fondement empirique et que réorienter les approches anciennes pour aborder les risques vers un modèle de partage des risques présente des avantages. Ceci demande un consensus sur l'interprétation de la tolérance zéro et des risques résiduels lorsque le partage des risques est envisagé, avec l'accord de ce qui est un niveau acceptable de risque résiduel.

### 7.2.1 Recommandations opérationnelles et étapes possibles

- S'engager dans un dialogue honnête aux niveaux politiques élevés et clarifier un niveau acceptable de risques résiduels tout en assurant la réalisation d'une assistance humanitaire, comprenant qui prend quelle responsabilité.
- Développer un programme commun de partage des risques entre les donateurs. Ceci inclut les possibilités d'aligner propension au risque, et à travers la discussion des mesures de principe de précaution harmonisées en relation avec la vérification de CHS. Ceci devrait être associé à des discussions sur les approches de confiance et de tolérance. Un forum approprié pour coordonner le partage des risques devrait être considéré.
- Harmoniser le principe de précaution, harmoniser le principe de précaution, les exigences de conformité et de contrôle entre les donateurs, par exemple à travers un mécanisme de contrôle des exigences de conformité externe. Ceci pourrait être sous-traité, potentiellement à travers CHS, pour les donateurs partageant le même état d'esprit comme le Good Humanitarian Donorship Group.
- De même, harmoniser et simplifier la surveillance et le rapport des exigences et des délais entre les donateurs, par exemple à travers un modèle de rapport commun.
- Explorer des solutions opérationnelles innovatrices pour gérer les risques tels que des systèmes de redevabilité sociale ou pair-à-pair.
- Assurer que l'analyse et la gestion des risques soient menées conjointement avec des partenaires locaux pour évaluer et atténuer les risques entre tous les partenaires impliqués dans la mise en œuvre de l'intervention.



- Lier, reconnaître et harmoniser explicitement les approches du partage des risques en fonction d'un financement de qualité. Compte tenu de l'importance d'un financement de qualité pour la gestion des risques, veiller à ce que les approches des donateurs en matière de risques soient soutenues par un financement adéquat en cascade pour que les acteurs locaux gèrent efficacement les risques. Cela nécessite un financement spécifique et adéquat pour les frais généraux liés aux ressources humaines et aux systèmes de gestion financière, à la gestion de la sécurité et à l'atténuation des risques.

### 7.3 Recommandation stratégique 3 : Partenariats équitables et éthiques

**Ce que montrent les preuves :** Beaucoup de initiatives et efforts ont montré les avantages d'investir dans des partenariats équitables à plus long terme qui soutiennent les besoins et les priorités des acteurs locaux. Le rôle des intermédiaires est important dans le soutien du changement et les preuves montrent que les acteurs internationaux ont besoin d'être incités et responsabilisés au changement de leurs pratiques de partenariat.

#### 7.3.1 Recommandations opérationnelles et étapes possibles

- Soutenir et investir dans le développement de partenariats de qualité entre les acteurs internationaux et locaux. Contrôler, évaluer et inciter les acteurs intermédiaires en se basant sur la qualité de leurs partenariats avec les acteurs locaux.
- Soutenir les processus permettant aux acteurs nationaux et locaux de rendre compte directement de la qualité et de l'efficacité des partenariats et d'utiliser cette évaluation dans les décisions de financement.
- Engager les agences des Nations Unies et les grandes ONGI dans un dialogue franc sur la qualité de leurs partenariats et assurer une évaluation plus systématique de leurs pratiques de partenariat.

### 7.4 Recommandation stratégique 4 : Qualité et quantité des financements

**Ce que montrent les preuves :** De multiples initiatives ont démontré les avantages de l'augmentation du financement de qualité pour les acteurs locaux, bien que le financement des acteurs locaux ait augmenté de manière inégale dans le système. Le recours aux CBPF semble avoir répondu au souhait des acteurs locaux de recevoir des financements le plus directement possible tout en gérant l'appétit pour le risque des bailleurs de fonds. Les financements des bailleurs continuent de transiter principalement par les intermédiaires internationaux, ce qui appelle une attention particulière à la qualité des pratiques de ces intermédiaires (voir section 7.3). Il subsiste un écart critique en termes de qualité, de montant et de durée des financements auxquels les acteurs locaux peuvent accéder, ainsi que de transparence sur la manière dont les financements parviennent aux acteurs locaux.

### **7.4.1 Recommandations opérationnelles et étapes possibles**

- Faire du financement de qualité et sur le long terme qui couvre les coûts de base des acteurs locaux est une exigence obligatoire dans tous les programmes financés. Cela requiert des acteurs qui répercutent les financements pluriannuels sur les partenaires locaux. Il faut envisager de financer les composantes de courtage et de gestion des partenariats pour les acteurs locaux et internationaux.
- Lorsque le financement n'est pas affecté, utilisez l'engagement diplomatique pour rappeler aux acteurs internationaux leurs engagements du Grand Bargain, agissant collectivement par le biais du Good Humanitarian Donorship Group. Demandez plus de transparence dans les mécanismes de rapport (par exemple, le FTS) sur la façon dont le financement parvient aux acteurs locaux.
- Surveiller, évaluer et inciter les acteurs intermédiaires – y compris collectivement en tant que donateurs – en fonction de leur contribution à un financement de qualité et de la qualité de leurs partenariats. En particulier, surveiller le partage des frais généraux, le transfert de financement pluriannuel, un financement adéquat pour la sécurité et la couverture d'autres activités d'atténuation des risques. Lier explicitement les exigences de financement aux engagements de partage des risques.
- Continuer à augmenter le financement des mécanismes de fonds communs. En complément des CBPF gérés par l'ONU, soutenir les fonds communs gérés au niveau national et au niveau national tels que SAFER ; le fonds NISA du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge dédié au renforcement des fonds de financement commun pour les pays du tiers monde comme le programme de relance du Bangladesh Start Network Fund et tous les fonds de relance à mesure qu'ils mûrissent. Soutenir les CBPF gérés par l'ONU pour explorer une participation nationale et locale accrue à leur gouvernance y compris plus largement dans la coordination humanitaire (c'est-à-dire les équipes humanitaires de pays, les conseils d'administration du CBPF).
- Explorez en particulier des fonds tels que LIFT, qui offrent des fonds de développement humanitaire mixtes.

## **7.5 Recommandations stratégiques 5 : Partage des capacités**

**Ce que montrent les preuves :** Les efforts de renforcement des capacités à long terme ont été un domaine d'intérêt clé au cours des cinq dernières années et ces initiatives ont montré une série d'importants bénéfices en pratique pour soutenir une réponse dirigée localement. Cependant, ces efforts demeurent unidirectionnels, ad hoc, mal coordonnés, dépourvus de bons investissements, et qui souvent utilisent des approches inefficaces au renforcement des compétences.

### **7.5.1 Recommandations opérationnelles et étapes possibles**

- Intégrer le partage des capacités comme objectif de tous les partenariats, soutenu par une ligne budgétaire dans la définition des partenariats dédiée au partage des capacités. Le renforcement des capacités institutionnelles à long terme doit être fondé sur les priorités des partenaires locaux. Les partenaires internationaux et locaux doivent rendre compte des mesures mutuellement définies de partage des capacités et de progrès.

- Demander à ce que les partenaires coordonnent le partage des compétences, par exemple, les systèmes de coordination et travailler avec les autres acteurs internationaux en partenariat avec les mêmes acteurs locaux
- Articuler une approche des donateurs pour investir systématiquement dans le renforcement des capacités institutionnelles à long terme dans les programmes de développement, de paix, de réfugiés et humanitaires, qui passe du renforcement des capacités au partage des capacités. Comme indiqué ci-dessous, ceux-ci devraient devenir des éléments à part entière des efforts de préparation aux catastrophes et de résilience avant la crise. L'approche STRIDE d'Islamic Relief<sup>20</sup> serait une initiative intéressante à approfondir et à reproduire.

### 7.6 Recommandation stratégique n°6 : Associer la localisation avec le lien humanitaire-développement-paix

**Ce que les preuves montrent :** La littérature a très peu de preuves sur les bonnes pratiques où la localisation est liée au lien humanitaire-développement-paix. Au lieu de cela, les perceptions dans la littérature décrivent la position unique des acteurs locaux qui doivent répondre à la dynamique changeante de leur contexte et sont ainsi capable de soutenir le développement d'approches nouvelles.

#### 7.6.1 Recommandations opérationnelles et étapes possibles

- Les ministères tels que le Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas doivent adopter une stratégie complète pour les portfolios humanitaires, pour la paix, le développement de ses donateurs afin de soutenir le rôle des sociétés civiles locales dans les actions humanitaires locales et le leadership dans la réponse aux crises y compris par le renforcement de la réunion du financement humanitaire et du développement.
- Lorsque des activités de développement existent dans des pays accueillant des réfugiés ou confrontés à de fréquentes catastrophes liées à la santé publique ou aux risques naturels, la préparation aux catastrophes et la capacité de réponse humanitaire doivent être intégrées dans les stratégies de soutien de la société civile dans le cadre des portefeuilles de développement. Le financement à plus long terme de la société civile devrait inclure le renforcement des capacités d'intervention en cas de catastrophe, d'aide humanitaire et de réponse aux réfugiés.
- L'investissement dans la réduction des risques de catastrophe devrait inclure la création de partenariats stratégiques entre les donateurs, les agences des Nations Unies, les ONG, la société civile et les autorités nationales de gestion des catastrophes. Partenariats stratégiques entre les donateurs, les agences des Nations Unies, les ONG internationales, la société civile et les autorités nationales de gestion des catastrophes.
- Les donateurs devraient envisager de renforcer la combinaison de financements humanitaires et de développement. Des fonds tels que LIFT, qui associent fonds humanitaires et fonds de développement, sont de plus en plus considérés comme des mécanismes de financement qui soutiennent également le financement direct des IONG locales et réduit le fossé qui existe entre les activités humanitaires et l'aide au développement.

---

20 Voir Barbelet (2019).

## 7.7 Recommandation stratégique n° 7 : Recueillir des preuves, évaluer l'impact et remodeler le programme de recherche sur la localisation

**Ce que montrent les preuves :** La littérature sur la localisation n'a pas mis l'accent sur la mesure de l'impact de la localisation sur la qualité des réponses humanitaires et les résultats pour les personnes précaires en situation de crise. Cela n'a pas non plus mis l'accent sur les perspectives des personnes affectées par les crises indépendamment des acteurs locaux en tant qu'acteurs organisés.

### 7.7.1 Recommandations opérationnelles et prochaines étapes possibles.

- Contribuer à combler le fossé des preuves en mettant l'accent sur l'évaluation et la mesure de l'impact de l'action humanitaire locale, du leadership local et de la complémentarité sur la qualité des réponses humanitaires et les résultats humanitaires à long terme.
- S'assurer que la charge des preuves n'incombe pas uniquement aux acteurs humanitaires locaux. Une juste évaluation devrait être effectuée sur l'impact du leadership international, des partenariats de sous-traitance et de la livraison directe par les acteurs internationaux.
- Investir de la même manière dans l'évaluation et l'évaluation de l'impact de la localisation sur l'ensemble du lien entre l'aide humanitaire et le développement, en particulier la collecte de preuves sur l'impact à long terme de la dégradation des écosystèmes d'intervention locaux sur la prévention et le relèvement des crises.
- Veiller à ce que les objectifs de localisation fassent partie des évaluations à la fois des intermédiaires et des programmes et réponses plus larges, y compris en utilisant les stratégies et les cadres de localisation nationaux comme unités de mesure lorsqu'elles existent. Réfléchir à la manière dont les mesures de réussite informées localement devraient améliorer les cadres de mesure de l'évaluation mondiale.
- Apporter des preuves sur l'impact de la localisation du point de vue des personnes touchées par les crises, en intégrant systématiquement dans la recherche de localisation leurs perspectives et leurs expériences des différents modèles de réponse.

---

# Références

---

- Accelerating Localisation through Partnerships** (2019) *Pathways to localisation: a framework towards locally led humanitarian response in partnership-based action*. Bruxelles : ECHO (<https://reliefweb.int/report/world/pathways-localisation-framework-towards-locally-led-humanitarian-response-partnership>).
- Al-Abdeh M. et Patel C.** (2019) “‘Localising’ humanitarian action: reflections on delivering women’s rights-based and feminist services in an ongoing crisis’ *Gender & Development* 27(2): 237.
- Ali, M., Loduro, L., Lowilla, V. et al.** (2018) *Funding to local humanitarian actors: South Sudan case study*. Document de travail HPG. Londres : ODI (<https://odi.org/en/publications/funding-to-local-humanitarian-actors-south-sudan-case-study/>).
- ALNAP** (2020) *Inception report: the state of the humanitarian system (SOHS). Cinquième édition (2018-2021)*. Londres : ALNAP ([www.alnap.org/help-library/the-state-of-the-humanitarian-system-fifth-edition-inception-report](http://www.alnap.org/help-library/the-state-of-the-humanitarian-system-fifth-edition-inception-report)).
- Austin, L. et Chessex, S.** (2018) *The case for complementarity: working together within the International Red Cross and Red Crescent Movement in armed conflict and other situations of violence*. Londres : British Red Cross (<https://reliefweb.int/report/world/case-complementarity-working-together-within-international-red-cross-and-red-crescent>).
- Australian Red Cross, Humanitarian Advisory Group and the Institute for Human Security and Social Change, La Trobe University** (2020) *A window of opportunity: learning from Covid-19 to progress locally led response and development*. Melbourne : HAG (<https://humanitarianadvisorygroup.org/insight/a-window-of-opportunity/>).
- Ayobi, Y., Black A., Kenni, L. et al.** (2017) *Going local: achieving a more appropriate and fit-for-purpose humanitarian ecosystem in the Pacific*. Melbourne : Australian Red Cross ([www.redcross.org.au/getmedia/fa37f8eb-51e7-4ecd-ba2f-d1587574d6d5/ARC-Localisation-report-Electronic-301017.pdf.aspx](http://www.redcross.org.au/getmedia/fa37f8eb-51e7-4ecd-ba2f-d1587574d6d5/ARC-Localisation-report-Electronic-301017.pdf.aspx)).
- Baker, J. and Elawad, I.M** (2018) *UNHCR – independent evaluation of the UNHCR South Sudanese refugee response in White Nile State, Sudan (2013–2018)* ([www.unhcr.org/en-au/5bc098724.pdf](http://www.unhcr.org/en-au/5bc098724.pdf)).
- Bamforth, T., Kenni, L. et Nakabea, R.** (2020) *Local response in a global pandemic: a case study of the Red Cross response to Tropical Cyclone Harold during Covid-19 in Vanuatu and Fiji*. Melbourne : Australian Red Cross ([www.redcross.org.au/getmedia/979a2299-2a98-4cc3-b15b-2abd2c061109/ARC-TC-Harold-Full-report-Electronic-171220.pdf](http://www.redcross.org.au/getmedia/979a2299-2a98-4cc3-b15b-2abd2c061109/ARC-TC-Harold-Full-report-Electronic-171220.pdf)).
- Barakat, S. et Milton, S.** (2020) ‘Localisation across the humanitarian-development-peace nexus’ *Journal of Peacebuilding & Development* 15(2):147–163.
- Barbelet, V.** (2018) *As local as possible, as international as necessary: understanding capacity and complementarity in humanitarian action*. Document de travail HPG. Londres : ODI (<https://odi.org/en/publications/as-local-as-possible-as-international-as-necessary-understanding-capacity-and-complementarity-in-humanitarian-action/>).

- 
- Barbelet, V.** (2019) *Rethinking capacity and complementarity for a more local humanitarian action*. Rapport HPG. Londres : ODI ([www.odi.org/publications/11471-rethinking-capacity-and-complementarity-more-local-humanitarian-action](http://www.odi.org/publications/11471-rethinking-capacity-and-complementarity-more-local-humanitarian-action)).
- Barbelet, V., Bryant, J., Willitts-King, B.** (2020) “All eyes are on local actors”: Covid-19 and local humanitarian action. Opportunities for systemic change’. Note d’information du HPG. Londres : ODI (<https://odi.org/en/publications/all-eyes-are-on-local-actors-covid-19-and-local-humanitarian-action/>).
- Betts, A., Ali, A. et Memişoğlu, F.** (2017) *Local politics and the Syrian refugee crisis: exploring responses in Turkey, Lebanon, and Jordan*. Oxford : Refugee Studies Centre.
- Betts, A., Easton-Calabria, E. et Pincock, K.** (2021) ‘Localising public health: refugee-led organisations as first and last responders in Covid-19’ *World Development* 139: 105311 (<https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2020.105311>).
- Bruschini-Chaumet, C., Shama, H., Othman, N. et Van Hilten, M.** (2019) *The localisation of aid in Jordan and Lebanon: barriers and opportunities for women-led organizations*. London School of Economics and Political Science and ActionAid Arab Region ([https://resourcecentre.savethechildren.net/node/16935/pdf/the\\_localization\\_of\\_aid\\_to\\_jordan\\_and\\_lebanon.pdf](https://resourcecentre.savethechildren.net/node/16935/pdf/the_localization_of_aid_to_jordan_and_lebanon.pdf)).
- Bryant, J.** (2019) ‘Mapping local capacities and support for more effective humanitarian responses’. Note d’orientation 75 du HPG. Londres : ODI (<https://odi.org/en/publications/mapping-local-capacities-and-support-for-more-effective-humanitarian-responses/>).
- Building Markets** (2018) *Enabling a localized response in Syria: an assessment of Syrian-led organisations* (<https://reliefweb.int/report/syrian-arab-republic/enabling-localized-aid-response-syria-assessment-syrian-led>).
- C4C – Charter for Change** (2020) *Charter for Change: progress report 2019–20* ([https://charter4change.files.wordpress.com/2020/09/c4c\\_progressreport\\_2020.pdf](https://charter4change.files.wordpress.com/2020/09/c4c_progressreport_2020.pdf)).
- Christian Aid, CARE, Tearfund et al.** (2019) *Accelerating localisation through partnerships: recommendations for operational practices that strengthen the leadership of national and local actors in partnership-based humanitarian action*. Londres : Christian Aid ([www.christianaid.org.uk/resources/about-us/accelerating-localisation-report-global-summary](http://www.christianaid.org.uk/resources/about-us/accelerating-localisation-report-global-summary)).
- CHS Alliance** (2020) *Humanitarian accountability report 2020* ([www.alnap.org/help-library/humanitarian-accountability-report-2020-are-we-making-aid-work-better-for-people](http://www.alnap.org/help-library/humanitarian-accountability-report-2020-are-we-making-aid-work-better-for-people)).
- Clayton, M. et Emmens, B.** (2016) *Localisation of aid: INGOs walking the talk*. Shifting the Power Project (<https://start-network.app.box.com/s/cjf4ldwol55gh13qbv4njo5f99wquie2>).
- Cohen, M.J., Ferguson, K., Gingerich, T.R. et Scribner, S.** (2016) *Righting the wrong: strengthening local humanitarian leadership to save lives and strengthen communities*. Boston MA : Oxfam America (<https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/595015/rr-righting-the-wrong-260116-en.pdf;jsessionid=E841A7771FAFE5831384BEF16Fo81C33?sequence=1>).
- de Geoffroy, V. et Grunewald, F.** (2018) ‘More than the money – localisation in practice’. Maynooth, Co. Kildare : Trocaire ([www.trocaire.org/sites/default/files/resources/policy/more-than-the-money-localisation-in-practice.pdf](http://www.trocaire.org/sites/default/files/resources/policy/more-than-the-money-localisation-in-practice.pdf)).

- 
- Development Services Exchange, PIANGO (Association des îles du Pacifique d'organisations non gouvernementales) et HAG (Humanitarian Advisory Group)** (2019) *Localisation in the Solomon Islands: demonstrating change*. Melbourne : HAG ([https://humanitarianadvisorygroup.org/wp-content/uploads/2020/12/Localisation-in-Solomon-Islands\\_Baseline-reportv9Electronic.pdf](https://humanitarianadvisorygroup.org/wp-content/uploads/2020/12/Localisation-in-Solomon-Islands_Baseline-reportv9Electronic.pdf)).
- Dixon, S.J., Moreno, E.R., Sadozai, A. et Asaad, A.H.** (2016) 'Localisation of humanitarian response in the Syrian crisis' *Confluences Méditerranée* 99(4): 109–121.
- DRA – Dutch Relief Alliance** (2017) *Dutch Relief Alliance strategy 2018–2021: accountability, innovation, collaboration, localization*.
- ECAS Consulting** (2018) *Summary report: DRA final evaluation, 2015–2017*.
- Eckley, J.** (2020) *Complementarity in conflicts: a study on collaborative humanitarian action between Médecins Sans Frontières and local responders in Afghanistan and Central African Republic*. Thèse, Université de Fordham.
- El Taraboulsi-McCarthy, S., Majid, N. et Willitts-King, B.** (2017) *Private sector engagement in complex emergencies: case studies from Yemen and southern Somalia*. Rapport HPG. Londres : ODI (<https://odi.org/en/publications/private-sector-engagement-in-complex-emergencies-case-studies-from-yemen-and-southern-somalia/>).
- Els, C.** (2018) 'On the road to 2020: Grand Bargain commitment to support national and local responders'. Maynooth, Co. Kildare : Trocaire ([www.trocaire.org/sites/default/files/resources/policy/on-the-road-to-2020-localisation-the-grand-bargain.pdf](http://www.trocaire.org/sites/default/files/resources/policy/on-the-road-to-2020-localisation-the-grand-bargain.pdf)).
- Els, C.** (2019) 'Funding to local actors still far from Grand Bargain commitments'. Copenhagen : L2GP ([www.local2global.info/humanitarian-economy/local-actor-targets/](http://www.local2global.info/humanitarian-economy/local-actor-targets/)).
- Els, C. et Carstensen, N.** (2015) 'Funding of local and national humanitarian actors'. Copenhagen : L2GP ([www.local2global.info/wp-content/uploads/l2gp\\_local\\_funding\\_final\\_250515.pdf](http://www.local2global.info/wp-content/uploads/l2gp_local_funding_final_250515.pdf)).
- Els, C., Mansour, K. et Carstensen N.** (2016) *Funding to national and local humanitarian actors in Syria: between sub-contracting and partnerships*. Copenhagen : L2GP ([www.local2global.info/humanitarian-economy/funding-syria/](http://www.local2global.info/humanitarian-economy/funding-syria/)).
- Emmens, B. et Clayton, M.** (2017) *Localisation of aid – are INGOs walking the talk?* Londres : Start Network (<https://start-network.app.box.com/s/1ova6blkv9vwkwq8o6xbdf6o5ig9rkp1>).
- Fast, L. et Bennett, C.** (2020) *From the ground up: it's about time for local humanitarian action*. Rapport HPG. Londres : ODI ([www.odi.org/publications/16991-ground-it-s-about-time-local-humanitarian-action](http://www.odi.org/publications/16991-ground-it-s-about-time-local-humanitarian-action)).
- Featherstone, A.** (2017) *Time to move on: national perspectives on transforming surge capacity*. CAFOD, Christian Aid, Tearfund and Islamic Relief Worldwide ([www.christianaid.org.uk/sites/default/files/2017-09/Time-to-move-on-humanitarian-surge-study-apr2017.pdf](http://www.christianaid.org.uk/sites/default/files/2017-09/Time-to-move-on-humanitarian-surge-study-apr2017.pdf)).
- Featherstone, A. et Antequisa, C.** (2014) *À nouveau raté : faire de la place pour un partenariat dans la réponse au typhon Haiyan* ([www.christianaid.org.uk/sites/default/files/2016-03/missed-again-typhoon-haiyan-evaluation-report-sep-2014.pdf](http://www.christianaid.org.uk/sites/default/files/2016-03/missed-again-typhoon-haiyan-evaluation-report-sep-2014.pdf)).
- Featherstone, A. et Bogati, S.** (2016) *Opportunity knocks: realising the potential of partnerships in the Nepal earthquake response* ([www.care-international.org/files/files/2016OpportunityKnocksFULLreport.pdf](http://www.care-international.org/files/files/2016OpportunityKnocksFULLreport.pdf)).



- 
- Featherstone, A. et Mowjee, T.** (2020) *Desk review on enhancing the potential of pooled funds for localisation* ([https://resourcecentre.savethechildren.net/node/18276/pdf/final\\_gbw2\\_pooled\\_funding\\_for\\_localisation.pdf](https://resourcecentre.savethechildren.net/node/18276/pdf/final_gbw2_pooled_funding_for_localisation.pdf)).
- Fiddian-Qasmiyeh, E.** (2019) 'Looking forward: Disasters at 40' *Disasters* 43: S36 (<https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/disa.12327>).
- Flint, J. et Lia, A.** (2018) *Intention to impact: measuring localisation*. Melbourne : HAG ([https://humanitarianadvisorygroup.org/wp-content/uploads/2018/02/HAG\\_Intention-to-impact\\_research-paper\\_FINAL-electronic\\_140218.pdf](https://humanitarianadvisorygroup.org/wp-content/uploads/2018/02/HAG_Intention-to-impact_research-paper_FINAL-electronic_140218.pdf)).
- Fourth High-Level Forum on Aid Effectiveness** (2012) *The Busan partnership for effective development cooperation* ([www.oecd.org/development/effectiveness/busanpartnership.htm](http://www.oecd.org/development/effectiveness/busanpartnership.htm)).
- Garelli, H. et Wei, E.** (2018) *The missing link: the role of local institutions in refugee response*. Secours catholique.
- GHD – Good Humanitarian Donorship** (2003) '23 principles and good practice of humanitarian donorship'. Déclaration faite à Stockholm, 16-17 juin.
- Gingerich, T.R. et Cohen, M.J.** (2015) *Turning the humanitarian system on its head: saving lives and livelihoods by strengthening local capacity and shifting leadership to local actors*. Oxford : Oxfam International ([www.oxfam.org/en/research/turning-humanitarian-system-its-head](http://www.oxfam.org/en/research/turning-humanitarian-system-its-head)).
- GISF – Global Interagency Security Forum** (2020) *Partnerships and security risk management: from the local partner's perspective*.
- Gómez, O.A.** (2021) 'Localisation or deglobalisation? L'Asie de l'Est et le démantèlement de l'humanitarisme libéral » *Third World Quarterly* (<https://doi.org/10.1080/01436597.2021.1890994>).
- GTS – Ground Truth Solutions** (2019) 'Grand Bargain: field perspectives 2018 – key findings and recommendations'. 21 juin.
- GTS, OECD and UK Aid** (2018) *Survey of refugees and humanitarian staff in Bangladesh*. Vienne : Ground Truth Solutions.
- HAG** (2017) *When the rubber hits the road: local leadership in the first 100 days of the Rohingya Crisis Response*. Melbourne : HAG ([https://humanitarianadvisorygroup.org/wp-content/uploads/2020/12/HH\\_Practice-Paper-1\\_Rohingya\\_FINAL\\_Electronic\\_180618.pdf](https://humanitarianadvisorygroup.org/wp-content/uploads/2020/12/HH_Practice-Paper-1_Rohingya_FINAL_Electronic_180618.pdf)).
- Forum HAG et société civile des Tonga** (2019) *Localisation in Tonga: demonstrating change*. Melbourne : HAG ([https://humanitarianadvisorygroup.org/wp-content/uploads/2019/07/Tonga-baseline-report\\_Final\\_110719\\_electronic.pdf](https://humanitarianadvisorygroup.org/wp-content/uploads/2019/07/Tonga-baseline-report_Final_110719_electronic.pdf)).
- HAG et Development Services Exchange des Îles Salomon** (2019) *Localisation in the Solomon Islands: demonstrating change*. Melbourne : HAG ([https://humanitarianadvisorygroup.org/wp-content/uploads/2020/01/Localisation-in-Solomon-Islands\\_Baseline-reportv9Electronic.pdf](https://humanitarianadvisorygroup.org/wp-content/uploads/2020/01/Localisation-in-Solomon-Islands_Baseline-reportv9Electronic.pdf)).
- HAG et le Conseil fidjien des services sociaux** (2019) *Localisation in Fiji: demonstrating change*. Melbourne : HAG (<https://humanitarianadvisorygroup.org/wp-content/uploads/2019/10/Localisation-in-Fiji-Demonstrating-Change-Final-Report.pdf>).
- HAG et Myanmar Development Network** (2020) *Two steps forward, one step back: assessing the implications of COVID-19 on locally led response in Myanmar*. Myanmar Development Network, Trocaire, Irish Aid et HAG ([https://humanitarianadvisorygroup.org/wp-content/uploads/2020/12/COVID-19-implications-for-Myanmar\\_Final\\_electronic\\_101220.pdf](https://humanitarianadvisorygroup.org/wp-content/uploads/2020/12/COVID-19-implications-for-Myanmar_Final_electronic_101220.pdf)).



- 
- HAG et NIRAPAD** (2020) *Elevating evidence: localisation in the 2019 Bangladesh flood response*. Melbourne : HAG ([https://humanitarianadvisorygroup.org/wp-content/uploads/2020/04/Elevating-Evidence\\_Localisation-in-the-2019-Bangladesh-flood-response\\_Final\\_electronic.pdf](https://humanitarianadvisorygroup.org/wp-content/uploads/2020/04/Elevating-Evidence_Localisation-in-the-2019-Bangladesh-flood-response_Final_electronic.pdf)).
- HAG et PIANGO** (2019) *Measuring localisation: framework and tools* ([https://humanitarianadvisorygroup.org/wp-content/uploads/2019/12/Measuring-Localisation-Framework-and-Tools-Final\\_2019.pdf](https://humanitarianadvisorygroup.org/wp-content/uploads/2019/12/Measuring-Localisation-Framework-and-Tools-Final_2019.pdf)).
- HAG et Pujiono Centre** (2019) *Charting the new norm? Local leadership in the first 100 days of the Sulawesi earthquake response*. Série de documents pratiques de Humanitarian Horizons ([www.alnap.org/help-library/charting-the-new-norm-local-leadership-in-the-first-100-days-of-the-sulawesi-o](http://www.alnap.org/help-library/charting-the-new-norm-local-leadership-in-the-first-100-days-of-the-sulawesi-o)).
- HAG et VANGO – Association des ONG de Vanuatu** (2019) *Localisation in Vanuatu: demonstrating change*. Melbourne : HAG (<https://humanitarianadvisorygroup.org/insight/localisation-in-vanuatu-demonstrating-change/>).
- HAG et VANGO** (2020) *No turning back: local leadership in Vanuatu's response to Tropical Cyclone Harold*. Melbourne : HAG ([https://humanitarianadvisorygroup.org/wp-content/uploads/2020/06/TC-Harold-Practice-Paper\\_final-electronic.pdf](https://humanitarianadvisorygroup.org/wp-content/uploads/2020/06/TC-Harold-Practice-Paper_final-electronic.pdf)).
- Hanley, T., Ogwang, K. et Procter, C.** (2018) *Evaluation of UNHCR prevention and response to SGBV in the refugee population in Lebanon (2016–2018)*. Genève : HCR ([www.unhcr.org/5c4afb4d4.pdf](http://www.unhcr.org/5c4afb4d4.pdf)).
- Howe, K. et Stites, E.** (2019) 'Partners under pressure: humanitarian action for the Syria crisis' *Disasters* 43(1): 3–23.
- Howe, K., Stites, E. et Chudacoff, D.** (2015) *Breaking the hourglass: partnerships in remote management settings – the cases of Syria and Iraqi Kurdistan*. Feinstein International Center.
- Howe, K., Munive, J. et Rosenstock, K.** (2019) *Views from the ground: perspectives on localization in the Horn of Africa*. Boston : Feinstein International Center, Tufts University et Save the Children Denmark ([https://fic.tufts.edu/wp-content/uploads/FIC\\_LocalizationAfrica\\_7.233.pdf](https://fic.tufts.edu/wp-content/uploads/FIC_LocalizationAfrica_7.233.pdf)).
- IASC** (2018) *Document de définitions, Groupe de travail sur les marqueurs de localisation*. Équipe de travail sur le financement humanitaire de l'IASC ([https://interagencystandingcommittee.org/system/files/hfft\\_localisation\\_marker\\_definitions\\_paper\\_24\\_january\\_2018.pdf](https://interagencystandingcommittee.org/system/files/hfft_localisation_marker_definitions_paper_24_january_2018.pdf)).
- IASC** (2020) 'Interim guidance – localisation and the Covid-19 response' ([www.icvanetwork.org/system/files/versions/IASC%20Interim%20Guidance%20on%20Localisation%20and%20the%20COVID-19%20Response%20FINAL.pdf](http://www.icvanetwork.org/system/files/versions/IASC%20Interim%20Guidance%20on%20Localisation%20and%20the%20COVID-19%20Response%20FINAL.pdf)).
- ICVA – International Council of Voluntary Agencies** (2018) 'Localization examined: an ICVA briefing paper' ([www.icvanetwork.org/system/files/versions/ICVA\\_Localization%20Examined\\_Briefing\\_Paper\\_Sept2018.pdf](http://www.icvanetwork.org/system/files/versions/ICVA_Localization%20Examined_Briefing_Paper_Sept2018.pdf)).
- ICVA** (2020) 'Reinforce, reinforce, reinforce: localization in the Covid-19 global humanitarian response' ([www.icvanetwork.org/system/files/versions/ICVA\\_Localization\\_COVID19.pdf](http://www.icvanetwork.org/system/files/versions/ICVA_Localization_COVID19.pdf)).
- ICVA et HLA – Humanitarian Leadership Academy** (2019) 'Unpacking localisation' ([www.icvanetwork.org/system/files/versions/Unpacking%20Localization%20ICVA-HLA.pdf](http://www.icvanetwork.org/system/files/versions/Unpacking%20Localization%20ICVA-HLA.pdf)).
- ICVA and HPG** (2016) 'Localisation in humanitarian practice' ([www.icvanetwork.org/system/files/versions/ICVA\\_ODI\\_Localisation\\_paper.pdf](http://www.icvanetwork.org/system/files/versions/ICVA_ODI_Localisation_paper.pdf)).

- 
- IFRC – International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies** (2018) 'Localization – what it means and how to achieve it'. Note d'orientation (<https://media.ifrc.org/wp-content/uploads/sites/5/2018/05/Localization-external-policy-brief-4-April-2.pdf>).
- IFRC** (2019) *Country-level financing solutions for local actors*. Rapport de recherche IFRC.
- Évaluation de l'IOB** (2015) 'Policy review of Dutch humanitarian assistance, 2009–2014'. Évaluation IOB n° 406, examen de la politique.
- IRC – International Rescue Committee** (2019) *Localizing the response: a comparative review of INGO direct service delivery and partnership with local and national actors*. Londres : IRC.
- Jayawickrama, J** (2018) 'If you want to go fast, go alone. If you want to go far, go together': outsiders learning from insiders in a humanitarian context' *Interdisciplinary Journal of Partnership Studies* 5(2): 2380–8969.
- Jayawickrama, J. et Rehman, B.** (2018) 'Before defining what is local, let's build the capacities of humanitarian agencies'. Refugee Hosts, 10 April (<https://refugeehosts.org/2018/04/10/before-defining-what-is-local-lets-build-the-capacities-of-humanitarian-agencies>).
- Knox-Clarke, P.** (2015) 'Is "broken" the right way to describe the humanitarian system?' Blog de l'ALNAP, 6 novembre ([www.alnap.org/blogs/is-broken-the-right-way-to-describe-the-humanitarian-system](http://www.alnap.org/blogs/is-broken-the-right-way-to-describe-the-humanitarian-system)).
- Kraft, K. et Smith, J.D.** (2019) 'Between international donors and local faith communities: intermediaries in humanitarian assistance to Syrian refugees in Jordan and Lebanon' *Disasters* 43(1): 24.
- Axe de travail sur la localisation** (2019) *Rapports de missions d'un pays démonstrateur* (<https://gblocalisation.ifrc.org/grand-bargain-localisation-workstream-2/>).
- Localisation Workstream** (2020) *Localisation Workstream plan 2020–21* (<https://gblocalisation.ifrc.org/grand-bargain-localisation-workstream-2/>).
- Manis A.** (2018) 'Cost-effectiveness in humanitarian aid: localisation programming' (<http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=edsbas&AN=edsbas.E6598278&site=eds-live>).
- Mcloughlin, C.** (2014) *Political economy analysis: topic guide* (2ème édition). Birmingham, Royaume-Uni : GSDRC, Université de Birmingham (<https://gsdrc.org/topic-guides/political-economy-analysis/>).
- Melis, S. et Apthorpe, R.** (2020) 'The politics of the multi-local in disaster governance' *Politics and Governance* 4(S2): 366.
- Metcalf-Hough, V. et Fenton, W.** (2019) *Grand Bargain annual independent report 2019*. Rapport commandé par le HPG. Londres : ODI (<https://odi.org/en/publications/grand-bargain-annual-independent-report-2019/>).
- Metcalf-Hough, V. Poole, L. et Bailey, S.** (2018) *Grand Bargain annual independent report 2018*. Rapport commandé par le HPG. Londres : ODI (<https://odi.org/en/publications/grand-bargain-annual-independent-report-2018/>).
- Metcalf-Hough, V., Fenton, W., Willitts-King, B. et Spencer, A.** (2020) *Grand Bargain annual independent report 2020*. Rapport commandé par le HPG. Londres : ODI (<https://odi.org/en/publications/grand-bargain-annual-independent-report-2020/>).
- Ministry of Foreign Affairs** (2019) *People first: the Netherlands' course towards humanitarian aid and diplomacy*.

- 
- Mohamed-Saleem, A.** (2020) 'Localising humanitarianism, peace making, and diplomacy: the challenges facing Muslim INGOs' *Journal of Peacebuilding & Development* 15(2):178–191.
- Moro, L., Pendle, N., Robinson, A. et al.** (2020) *Localising humanitarian aid during armed conflict: Learning from the histories and creativity of South Sudanese NGOs*. The London School of Economics and Political Science, The Research People, UKAID et EARF ([https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20200318\\_20\\_0076\\_South\\_Sudan\\_Report\\_Report\\_web.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20200318_20_0076_South_Sudan_Report_Report_web.pdf)).
- NEAR** (2017) 'NEAR Network performance measurement framework' (<https://resourcecentre.savethechildren.net/library/localisation-performance-measurement-framework>).
- NRC** (2019) *Field perspectives on multi-year funding and planning: how theory has translated into practice in Jordan and Lebanon*. Oslo : NRC ([www.nrc.no/resources/reports/field-perspectives-on-multi-year-humanitarian-funding-and-planning](http://www.nrc.no/resources/reports/field-perspectives-on-multi-year-humanitarian-funding-and-planning)).
- NRC (Norwegian Red Cross) et IFRC** (2017) *Initial research: provision and conditions of core/overhead/indirect costs for local and national humanitarian actors* (<http://gblocalisation.ifrc.org/wp-content/uploads/2018/06/Core-Costs-Localization-Research-Report-FINAL-.pdf>).
- OCHA – United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs** (2019) *OCHA evaluation of country-based pooled funds global synthesis report executive summary*.
- OECD– Organisation for Economic Co-operation and Development** (n.d.) 'Responding to refugee crises in developing countries: what can we learn from evaluations? Six key takeaways' ([www.oecd.org/dac/evaluation/responding%20to%20refugee%20crisis%20booklet.pdf](http://www.oecd.org/dac/evaluation/responding%20to%20refugee%20crisis%20booklet.pdf)).
- OCDE** (2017) *Localising the response*. Série Commitment into Action ( [www.oecd.org/development/humanitarian-donors/docs/Localisingtheresponse.pdf](http://www.oecd.org/development/humanitarian-donors/docs/Localisingtheresponse.pdf) ).
- OCDE** (2019) *Lives in crises: what do people tell us about the humanitarian aid they receive?* (<https://doi.org/10.1787/9d39623d-en>).
- Oxfam** (2020) *Learning from three years of humanitarian responses delivered by local consortia under the ELNHA project – consortia of local and national humanitarian responders in Uganda* (<https://oxfam.app.box.com/s/sochre147aurskg8zqjse66fh6ipeo8l>).
- Parrish, C et Kattakuzhy, A.** (2018) *Money talks: a synthesis report assessing humanitarian funding flows to local actors in Bangladesh and Uganda* (<https://oxfamilibrary.openrepository.com/handle/10546/620447>).
- Patel, S. et Van Brabant, K.** (2017) *The Start Fund, Start Network and localisation: current situation and future directions*. The Global Mentoring Initiative and Start Network (<https://start-network.app.box.com/s/3hso9ryakami7n8hjliaruaaw9ycir4r>).
- Pincock, K., Betts, A. et Easton-Calabria, E.** (2020) 'The rhetoric and reality of localisation: refugee-led organisations in humanitarian governance' *The Journal of Development Studies* 57(5): 719–734 (<https://doi.org/10.1080/00220388.2020.1802010>).
- Poole, L.** (2018) *Turning rhetoric into resources: transforming the financing of civil society in the Global South*. NEAR Network ([www.humanitarianoutcomes.org/publications/turning-rhetoric-resources-transforming-financing-civil-society-global-south](http://www.humanitarianoutcomes.org/publications/turning-rhetoric-resources-transforming-financing-civil-society-global-south)).
- Poole, L. et Willitts-King, B.** (2016) *Mid-term evaluation of the Dutch Relief Alliance Evaluation report*. Rapport HPG ([www.humanitarianoutcomes.org/publications/mid-term-evaluation-dutch-relief-alliance-evaluation-report-humanitarian-policy-group](http://www.humanitarianoutcomes.org/publications/mid-term-evaluation-dutch-relief-alliance-evaluation-report-humanitarian-policy-group)).

- 
- Ramalingam, B., Gray, B. et Cerruti, G.** (2013) *Missed opportunities: the case for strengthening national and local partnership-based humanitarian responses* ([www.christianaid.org.uk/resources/about-us/missed-opportunities-case-strengthening-national-and-local-partnership-based](http://www.christianaid.org.uk/resources/about-us/missed-opportunities-case-strengthening-national-and-local-partnership-based)).
- Robillard, S., Howe, K., Rosenstock, K. et Munive, J.** (2020a) 'We must be the pioneers': *perspectives on localization in the response to the 2018 Sulawesi earthquake in Indonesia*. Boston : Feinstein International Center, Tufts University & Save the Children Denmark ([https://fic.tufts.edu/wp-content/uploads/FIC-Sulawesi-Indo\\_4.24.20.pdf](https://fic.tufts.edu/wp-content/uploads/FIC-Sulawesi-Indo_4.24.20.pdf)).
- Robillard, S., Jean, I., Gingerich, T. et al.** (2020b) *Anchored in local reality: case studies on local humanitarian action from Haiti, Colombia, and Iraq*. Boston : Feinstein International Center, Friedman School of Nutrition Science and Policy at Tufts University and Oxfam (<https://oxfamlibrary.openrepository.com/handle/10546/620975>).
- Robillard, S., Howe, K. et Rosenstock, K.** (2020c) 'Localization across contexts: lessons learned from four case studies'. Feinstein International Center. Red Barnet Save the Children ([https://resourcecentre.savethechildren.net/node/17888/pdf/brief-localizationacrosscontext2020-7\\_o.pdf](https://resourcecentre.savethechildren.net/node/17888/pdf/brief-localizationacrosscontext2020-7_o.pdf)).
- Roepstorff, K.** (2020) 'A call for critical reflection on the localisation agenda in humanitarian action' *Third World Quarterly* 41(2): 284–301.
- Rogers E.** (2020) *Strengthening locally led humanitarian response: learning and good practice from CAFOD's humanitarian capacity strengthening programme (2013–2020)*. Londres : CAFOD ([https://cafod.org.uk/content/download/54092/754077/version/2/file/CAFOD\\_HCS\\_Strengthening\\_Capacity\\_v4.pdf](https://cafod.org.uk/content/download/54092/754077/version/2/file/CAFOD_HCS_Strengthening_Capacity_v4.pdf)).
- Save the Children Denmark et Street Child** (2020) *Exploring the impact of channelling unrestricted funding to NNGOs in emergency contexts*.
- Schenkenberg van Mierop, E.** (2016) *The challenges of localised humanitarian aid in armed conflict*. MSF Emergency Gap series 03.
- Schenkenberg van Mierop, E. et Maecenata Institut** (2018) 'Local humanitarian actors and the principle of impartiality' ([www.chaberlin.org/wp-content/uploads/2019/02/humhilfe-studie-unparteilichkeit\\_2018\\_Mierop\\_EN.pdf](http://www.chaberlin.org/wp-content/uploads/2019/02/humhilfe-studie-unparteilichkeit_2018_Mierop_EN.pdf)).
- Schenkenberg van Mierop, E., Montemurro, M., Wendt, K. et Lilly, D.** (2020) *Consultancy on risk sharing: discussion paper*. HERE-Genève (<https://here-geneva.org/consultancy-on-risk-sharing-discussion-paper-2/>).
- SDC (Swiss Agency for Development Cooperation) et IFRC** (2021) 'Country-level dialogue on localisation: resource kit' (<https://gblocalisation.ifrc.org/wp-content/uploads/2021/03/GB-Localisation-Workstream-Country-Level-Dialogue-Resource-Kit-1.pdf>).
- Shuria, H., Abdinoor, A. et Mahmoud, H.** (2018) *Principles into practice: aid localisation in Somalia*. Nairobi : Somalia NGO Forum.
- Start Network** (2017a) *Shifting the power: learning review – Septembre 2017*. Londres : Start Network.
- Start Network** (2017b) *Start Network's vision for the future of humanitarian action*. Londres : Start Network (<https://startnetwork.org/resource/start-networks-vision-future-humanitarian-action>).
- Steele, L.** (2018) *Supporting Grand Bargain signatories in meeting commitments to greater transparency*. Rapport d'étape 1. Bristol : Initiatives de développement.

- 
- Stephen, M., Drew, E., Ellis, C. et Nusrat, R.** (2017) *Partnerships in conflict: how violent conflict impacts local civil society and how international partners respond*. Oxfam et International Alert (<https://policy-practice.oxfam.org/resources/partnerships-in-conflict-how-violent-conflict-impacts-local-civil-society-and-h-620359/>).
- Stephen, M. et Martini, E.A.** (2020) *Turning the tables: insights from locally led humanitarian partnerships in conflict-affected situations*. Londres: Save the Children ([www.saferworld.org.uk/resources/publications/1253-turning-the-tables-insights-from-locally-led-humanitarian-partnerships-in-conflict-situations](http://www.saferworld.org.uk/resources/publications/1253-turning-the-tables-insights-from-locally-led-humanitarian-partnerships-in-conflict-situations)).
- Stoddard, A., Czwarno, M. et Hamsik, L.** (2019) *NGOs and risk: managing uncertainty in local-international partnerships* ([www.humanitarianoutcomes.org/publications/ngos-risk2-partnerships](http://www.humanitarianoutcomes.org/publications/ngos-risk2-partnerships)).
- Sutton, K., Flint, J., Lees, J. et Kenni, L.** (2019) *Protecting people in locally led disaster response*. HAG, HPG et Australian Red Cross ([https://humanitarianadvisorygroup.org/wp-content/uploads/2019/03/HAG\\_Protecting-people-in-locally-led-disaster-response\\_FINAL-electronic\\_140319.pdf](https://humanitarianadvisorygroup.org/wp-content/uploads/2019/03/HAG_Protecting-people-in-locally-led-disaster-response_FINAL-electronic_140319.pdf)).
- Svoboda, E., Barbelet, V. et Mosel, I.** (2018) *Holding the keys: humanitarian access and local organisations*. Rapport HPG. Londres: ODI (<https://odi.org/en/publications/holding-the-keys-humanitarian-access-and-local-organisations>).
- Tanner, L. et Moro, L.** (2016) *Missed out: the role of local actors in the humanitarian response in the South Sudan conflict*. Christian Aid, CAFOD et Trócaire en partenariat, Oxfam GB et Tearfund ([www.christianaid.org.uk/resources/about-us/missed-out-role-local-actors-humanitarian-responsesouth-sudan-conflict](http://www.christianaid.org.uk/resources/about-us/missed-out-role-local-actors-humanitarian-responsesouth-sudan-conflict)).
- UN – United Nations** (2018) *Report of the United Nations High Commission for Refugees Part II: global compact on refugees. A/73/12 (Part II)*. New York : UN ([www.unhcr.org/gcr/GCR\\_English.pdf](http://www.unhcr.org/gcr/GCR_English.pdf)).
- UNHCR et UNDP** (2019) *Localised resilience in action: responding to the regional Syria crisis*. Amman : UNDP SRF (<https://reliefweb.int/report/syrian-arab-republic/localised-resilience-action-responding-regional-syria-crisis-february>).
- UNICEF** (2019a) *A review of UNICEF's approach to localization in humanitarian action* Document de travail. Section des politiques humanitaires Bureau des programmes d'urgence (<http://media.ifrc.org/ifrc/wp-content/uploads/sites/12/2019/11/UNICEF-Oct-2019-Working-Paper-on-localization-.pdf>).
- UNICEF** (2019b) *Evaluation of the coverage and quality of the UNICEF humanitarian response in complex humanitarian emergencies*.
- Patel, S. et Van Brabant, K.** (2018) *Localisation in practice: seven dimensions of localisation emerging indicators and practical recommendations*. Rapport complet de la DEPP et du Global Mentoring initiative ( <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Localisation-In-Practice-Full-Report-v4.pdf> ).
- Wake, C. et Barbelet, V.** (2019) *Localising emergency preparedness and response through partnerships*. Rapport commandé par le HPG. Londres: ODI (<https://odi.org/en/publications/localising-emergency-preparedness-and-response-through-partnerships/>)
- Wall, I. et Hedlund, K.** (2016) *Localisation and locally-led crisis response: a literature review*. Copenhague : L2GP.

- 
- PAM – Programme alimentaire mondial** (2018) *Decentralized evaluation: WFP's general food assistance to Syrian refugees in Jordan 2015 to mid-2018*. Rapport d'évaluation. Rome : PAM.
- Wijewickrama, E., Rose, N. et Tun, T.** (2020) *Two steps forward, one step back: assessing the implications of Covid-19 on locally-led humanitarian response in Myanmar*. Melbourne : HAG (<https://humanitarianadvisorygroup.org/insight/two-steps-forward-one-step-back/>)
- Wilkinson, O., Tomalin, E., Logo, K., et al.** (2020) *Bridge builders: strengthening the role of local faith actors in humanitarian response in South Sudan*. Islamic Relief, Joint Learning Initiative on Faith and Local Communities, RedR UK, Tearfund, Tearfund Belgium, Université de Leeds.
- Willitts-King, B., Majid, N., Ali, M. et Poole, L.** (2018) 'Funding to local humanitarian actors: evidence from Somalia and South Sudan'. Note d'orientation 73 du HPG. Londres: ODI (<https://odi.org/en/publications/funding-to-local-humanitarian-actors-evidence-from-somalia-and-south-sudan/>).
- Zick, S. and R. Kent** (2014) *Humanitarian crises, emergency preparedness and response: the role of business and the private sector: final report*. Rapport HPG. Londres: ODI ([www.alnap.org/help-library/humanitarian-crises-emergency-preparedness-and-response-the-role-of-business-and-the-2](http://www.alnap.org/help-library/humanitarian-crises-emergency-preparedness-and-response-the-role-of-business-and-the-2)).



---

# Annexe 1      Recommandations générales trouvées dans la littérature de localisation

La littérature met en évidence les changements de pratique et de politique que les acteurs internationaux peuvent mettre en œuvre pour contribuer à la localisation. Les donateurs peuvent influencer les acteurs internationaux à adopter ces recommandations par une action diplomatique ou en créant des incitations pour soutenir les changements requis. Les sections ci-dessous représentent les principaux sujets de recommandations dans la littérature. A noter que, hormis là où cela est explicitement mentionné, la majorité des recommandations se concentrent sur des actions pour les donateurs, les OING et les agences des Nations Unies. Très peu de recommandations dans la littérature s'adressent aux acteurs locaux. Les recommandations clés sont soulignées en gras.

## **Financement : accroître l'accès à des financements de qualité pour les acteurs locaux pour rééquilibrer les dynamiques de pouvoir.**

Les acteurs locaux ont rarement le pouvoir de négocier les termes de leurs partenariats. Par conséquent, l'amélioration des politiques visant à garantir la quantité et la qualité du financement aux acteurs locaux est essentielle pour la localisation.

- **Accroître la qualité des financements allant aux acteurs locaux via les bailleurs de fonds**
- Les donateurs, les agences des Nations Unies et les ONG internationales devraient accorder la même qualité de financement aux acteurs locaux qu'aux acteurs internationaux, y compris un financement pluriannuel, des montants égaux de fonds généraux et une flexibilité (voir Ayobi et al. 2017 ; de Geoffroy et Grunewald, 2018 ; Christian Aid et al., 2019 ; Howe et Stites, 2019 ; Howe et coll., 2019 ; UNICEF, 2019a).
- Les donateurs doivent définir des politiques claires sur les frais généraux pour les intermédiaires et surveiller leurs pratiques en matière de frais généraux (Ali et al., 2018).
- **Augmenter la quantité de financement allant aux acteurs locaux**
- Augmenter le financement global allant aux fonds communs, y compris via OCHA, en développant une meilleure stratégie de collecte de fonds pour augmenter le pourcentage de financement commun à 15 % du financement HRP (Localisation Workstream, 2019 ; HCR et PNUD, 2019 ; Featherstone et Mowjee, 2020).
- Veiller à ce que la gouvernance des fonds communs inclue les acteurs locaux et nationaux dans leurs conseils d'administration (Ayobi et al., 2017).

- 
- Soutenir et apprendre des fonds communs qui couvrent le lien développement-humanitaire-paix et qui ont le mandat et la flexibilité nécessaires pour soutenir les acteurs locaux (Featherstone et Mowjee, 2020).
  - Mettre en place des fonds dédiés aux acteurs locaux, y compris au niveau national, pour reproduire l'apprentissage de LIFT ou de SAFER (Ayobi et al., 2017 ; Howe et al., 2019 ; Featherstone et Mowjee, 2020). Veiller à ce que ces fonds ne soient pas seulement dédiés aux acteurs locaux, mais également gérés par eux pour leur donner un pouvoir de décision sur les allocations et corriger certains des déséquilibres de pouvoir dans le système. Une autre initiative à reproduire est le Small Charities Challenge Fund du Royaume-Uni au Soudan du Sud (Ali et al., 2018).
  - Accroître la visibilité des acteurs locaux dans les reportages, collectes de fonds et média, et augmenter les opportunités de dialogue direct entre acteurs locaux et donateurs via la présence systématique des acteurs locaux pendant les réunions de donateurs par exemple vantez les rendez-vous de recrutement, les rendez-vous annuels des partenaires locaux avec les capitaux et les rencontres annuelles nationales des partenaires locaux (Ali et al., 2018; Accélération de la Localisation grâce aux partenariats, 2019; Christian Aid et al., 2019; Howe et al., 2019).
  - Soutenir les acteurs locaux dans la mobilisation de ressources domestiques, y compris le renforcement de la capacité (de Geoffroy et Grunewald, 2018; Axe de travail sur la localisation, 2019).
  - **Améliorer le suivi des flux de financement conformément aux ensembles communs de définitions et standards pour prendre en compte les signataires du Grand Bargain**
  - Investir dans les systèmes de suivi locaux tels que JORISS en Jordanie, afin de s'assurer du pilotage et de la propriété de ces fonds par les parties prenantes nationales, y compris le gouvernement, la société civile et les personnes affectées par la crise (voir Ali et al., 2018; UNHCR et UNDP, 2019).
  - Les ONG internationales et les agences onusiennes devraient mieux suivre comment les flux de financement transitent via les systèmes au sein de leur organisation jusqu'aux acteurs locaux et nationaux de manière totalement lisible et transparente (voir Els et Carstensen, 2015; Els, 2019).

## **Gestion de risque: partager le risque et harmoniser et réduire les exigences de conformité**

- **Harmoniser et réduire les exigences de conformité, les estimations de capacité et les exigences de reportages ( Construire les Marchés, 2018 ; Axe de travail sur la Localisation, 2019 ; UNHCR et UNDP, 2019 ; Schenkenberg van Mierop et al., 2020)**
- Partager et accepter l'évaluation risque de chacun et les estimations de capacité ( Ali et al., 2018; Barbelet, 2019; Axe de travail sur la localisation, 2019).
- Accorder un minimum de standards pour les évaluations et reportages pour tous les acteurs d'une réponse ou d'un pays, en les adaptant à la situation et aux difficultés spécifiques des acteurs dans cette nation ( Ayobi et al., 2017; Ali et al., 2018).
- Adopter des process plus intéressants pour réduire les obstacles des acteurs locaux ( UNICEF, 2019a).
- Harmoniser et simplifier les exigences de contrôle et de reportage via un modèle commun de reportage pour alléger la tâche des acteurs locaux (Els, 2018).



- 
- **Migrer de transfert de risque à partage de risque en créant un allègement et une propriété de risque dans les contrats, incluant les cas de force majeure**(Howe et al., 2019; Stoddard et al., 2019; Schenkenberg van Mierop et al., 2020)
  - Discuter et aligner appétit du risque et tolérance( Schenkenberg van Mierop et al., 2020).
  - Prendre en compte l'utilisation de financement risqué, et aussi le financement anticipatif pour gérer les risques opérationnels. Impliquer et apprendre du secteur privé(ibid.).
  - Promouvoir les approches de jonctions à la gestion de sécurité grâce à l'utilisation de réseaux de sécurité associés incluant les risques conjoints de d'analyse et d'allègement( Stoddard et al., 2019).
  - Augmenter le financement pour des moyens de contrôle et évaluation le plus avancés dans les zones inaccessibles afin de renforcer la confiance entre acteurs locaux et internationaux( Howe et al., 2019).
  - Documenter le futur sur l'expansion du risque basée sur les contextes de pays spécifiques et les défis rencontrés par les acteurs locaux( Axe de travail sur la localisation, 2019).
  - Avoir une approche holistique qui considère l'existence des liens entre les différentes catégories de risque( Schenkenberg van Mierop et al., 2020).
  - **Les donateurs devraient contrôler et devraient quant à eux couvrir adéquatement les coûts associés aux risques, in particulier en allouant un budget à la sécurité et aux prévisions de sécurité**( Featherstone et Mowjee, 2020)

## **Partenariats: s'assurer de partenariats équitables**

- **Améliorer l'égalité de partenariats basée sur la complémentarité**
- Les partenariats basés sur l'équité doivent inclure un budget juste, des coûts partagés pour les parties prenantes, des budgets transparents, un partage de capacité et des process de prise de décision équitables ( Building Markets, 2018; Howe et Stites, 2019; Robillard et al., 2020b).
- Auditer, évaluer et dédier la formation et l'échange aux partenariats, y compris via les enquêtes d'association indépendantes, les interviews de sortie, les audits anonyme de relations, les enquêtes sur le climat et ouvrir les sessions de dialogue ouvert( Ayobi et al., 2017; Robillard et al., 2020b).
- Déléguer et contrôler l'implémentation des Principes d'Association aussi à travers les acteurs internationaux qui forment systématiquement leurs employés à ces principes( IRC, 2019; UNICEF, 2019a).
- Soutenir les projets de consortium entre les agences onusiennes, les ONG internationales et les acteurs locaux( Axe de travail sur la localisation, 2019). Remarquer que l'équité dans le consortium repose sur les détails de cet agencement ; s'assurer si possible que les acteurs pilotent le consortium.
- **Adopter les partenariats stratégiques long-terme au lieu des partenariats liés à des projets court-terme**
- Développer une plateforme conjointe d'association inclusive en comparant et en consolidant les principes du Bon Donateur Humanitaire et les actions du Grand Bargain(Schenkenberg et al., 2020).
- Prendre en compte les modèles de partenariats durables qui ne sont pas basés sur les engagements financiers, par exemple le planning de stratégie commune, le contrôle conjoint et le partage de capacités( Accélération de la Localisation via les Partenariats, 2019; Howe et Stites, 2019; Localisation Workstream, 2019; UNICEF, 2019a).

- 
- Établir des partenariats stratégiques avant et après les réponses aux catastrophes et crises( Ayobi et al., 2017; Barbelet, 2019; Robillard et al., 2020a).
  - Dédier le financement à la construction d'association. Ceci couvrirait le coût de maintien des partenariats et la création conjointe des programmes. CAFOD a par exemple adopté cette pratique( de Geoffroy et Grunewald, 2018).
  - **Mettre sur pied un objectif clair de croissance et de renforcement des acteurs locaux ( Construire les Marchés, 2018)**

## **Renforcement de capacités: améliorer, coordonner et soutenir le renforcement systématique des capacités**

- **Augmenter les capacités et s'assurer que le financement alloué participe à leur renforcement dans tous les projets et partenariats( Howe et al., 2019; Axe de travail sur la localisation, 2019; Metcalfe-Hough et al., 2019)**
- Utiliser les fonds de développement pour permettre la capacité et la durabilité des acteurs dans les réponses opportunes en temps de crise( Axe de travail sur la localisation, 2019; UNHCR et UNDP, 2019).
- S'assurer que les actions visant à renforcer la capacité des acteurs locaux est en adéquation avec les coûts de financement des parties prenantes, tout en reconnaissant la contribution critique que cela apporte à la capacité de l'organisation( Barbelet, 2019).
- **Améliorer l'efficacité des efforts de renforcement de capacités**
- S'assurer que la capacité est partagée dans les deux sens lors des partenariats( Robillard et al., 2020c).
- Délocaliser le renforcement de capacité vers ceux qui ont les compétences et expertise adaptées, tout en priorisant les ressources locales et régionales sur les ressources internationales(Ayobi et al., 2017; Van Brabant et Patel, 2018; Christian Aid et al., 2019). Ceci implique que les acteurs internationaux pourraient ne pas être les mieux outillés pour permettre un renforcement de capacité.
- Démontrant ainsi que les capacités locales et nationales contribueront aussi au renforcement sur le terrain et à long-terme qui met l'accent sur la pratique et les tests d'apprentissage( Ayobi et al., 2017; Accélération de la Localisation via les partenariats, 2019; Robillard et al., 2020c).
- Les efforts de renforcement de capacité devraient se baser sur les priorités et besoins des acteurs locaux plutôt qu'internationaux( Accélération de la Localisation via les Partenariats, 2019; Howe et al., 2019; Robillard et al., 2020c). Ceci inclue l'apport de soutien aux acteurs locaux afin qu'ils renforcent leurs capacités concernant la mobilisation de ressources et la génération de revenus, sans oublier d'établir des activités génératrices de revenus( Christian Aid et al., 2019).
- Considérer le renforcement de capacité comme une partie des activités préventives de catastrophe, basées sur l'expérience du projet STRIDE de Islamic Relief( Barbelet, 2019; voir aussi UNICEF, 2019a).
- Prioriser le renforcement de capacité qui promeut la durabilité des acteurs locaux et leur promotion quittant du grade d'intermédiaires( Howe et al., 2019; UNICEF, 2019a).
- **S'assurer que les efforts de renforcement de capacité sont bien coordonnés qu niveau local grâce à une approche collaborative( Ali et al., 2018)**
- Ceci peut être réalisé via la coordination des systèmes et structures ou au niveau sectoriel( Barbelet, 2019).

---

## Mettre l'accent sur les dynamiques puissantes

- **Construire et soutenir les réseaux d'acteurs locaux pour amplifier leur revendication collective, recommandations et leur voix**( Barbelet, 2019; Axe de travail sur la localisation, 2019; Oxfam, 2020; Patel et Van Brabant, 2017; Robillard et al., 2020c). Cette recommandation appelle à agir pour tous les acteurs, y compris les locaux et nationaux
- **S'assurer de l'équité de participation des acteurs locaux et leur influence dans les systèmes de réponses ainsi que dans les structures de coordination**( Ayobi et al., 2017)
- Au Vanuatu, les acteurs internationaux peuvent uniquement participer aux réunions s'ils ont un confrère régional ou local avec eux. Cette pratique a rencontré du succès. Les bonnes pratiques incluent aussi un temps de scène équitable et la mise sur pied d'un agenda partagé( ibid.).
- Utiliser les langues locales comme langue phare de coordination des rencontres afin de permettre la participation effective des acteurs locaux( UNICEF, 2019a).
- Prendre les ONG en compte lors de tous les rassemblements de Groupes Stratégiques de Conseil(ibid.).
- Décentraliser les centres de prises de décision au niveau régional pour s'assurer que les décisions sont prises plus proches des opérations coordonnées par les acteurs localement(Barbelet, 2019; UNICEF, 2019a). On peut beaucoup apprendre de cette pratique en RDC ( Barbelet, 2019).
- S'engager auprès des acteurs locaux qui dirigent conjointement les groupes de coordination. ( Ali et al., 2018).
- En complémentarité des partenariats, localiser les structures de coordination en les adaptant aux contextes. Au lieu de remplacer, consolider les systèmes de coordination existants afin de renseigner le déploiement international de coordination( Barbelet, 2019).

## Recommandations pour relever des manquements

Les idées ci-dessous sont un approfondissement pour relever les manquements identifiés dans le prospectus. Cette étude approfondie confirme le besoin de révéler ces manquements.

- **L'impact de la localisation et du travail en partenariats équitables, particulièrement sur la qualité de la réponse humanitaire et les impacts humanitaires pour les personnes affectées par la crise, y compris les preuves de l'efficacité des acteurs locaux**( Ayobi et al., 2017 ; Ali et al., 2018 ; IRC, 2019).
- L'adhésion des acteurs locaux aux Principes humanitaires( Robillard et al., 2020a).
- Les propositions des acteurs locaux, avec un focus sur les données de temporelles afin de mobiliser le staff et l'équipe (Featherstone et Mowjee, 2020).
- Les perceptions et retours de personnes affectées par la crise au sujet de divers modalités de livraison( livraison directe acteur international et livraison partenariale) (IRC, 2019).
- Rôles et expériences de groupes marginalisés et non traditionnels et acteurs informels dans l'action humanitaire locale( Robillard et al., 2020b).
- Soutien de la recherche locale sur la localisation ainsi que sur les langues locales(ibid.).

---

## Autres recommandations

- **Les gouvernements touchés par les catastrophes et crises** doivent renforcer le leadership local de l'action humanitaire en réformant, en activant et en régulant le **rôle de leurs départements concernés, y compris les organismes nationaux de gestion de catastrophes** (Axe de travail sur la localisation, 2019; Robillard et al., 2020b) et **en décentralisant** la coordination gouvernementale et **en communiquant** clairement sur les enjeux (Robillard et al., 2020a).
- **Pour les organisations nationales et internationales**, prendre en compte et dialoguer activement avec **la diversité des acteurs locaux**, notamment les organisations dirigées par des femmes (Axe de travail sur la localisation, 2019; Featherstone et Mowjee, 2020; Oxfam, 2020; Robillard et al., 2020a; 2020b).
- Les acteurs internationaux doivent **formuler des stratégies et des politiques de localisation claires** (Van Brabant et Patel, 2018; UNICEF, 2019; Featherstone et Mowjee, 2020).
- **Élaborer et adopter de nouvelles approches de la capacité de surcharge**, telles que la capacité de réserve nationale et régionale (Ayobi et al., 2017), et des approches de surcharge à distance, en tirant les leçons de l'expérience du cyclone tropical Harold au Vanuatu et aux Fidji pendant la pandémie de Covid-19.
- Permettre aux acteurs locaux **d'aligner les salaires** et les primes aux côtés des acteurs internationaux et d'adopter **des pratiques de recrutement éthiques** pour éviter le débauchage du personnel (Ayobi et al., 2017; Ali et al., 2018; Accelerating Localisation Through Partnerships, 2019; Fast and Bennett, 2020).
- **Établir une carte des capacités** au niveau national pour donner de la visibilité aux acteurs locaux et indiquer comment la capacité internationale peut soutenir et renforcer la capacité locale (Ali et al. 2018, Barbelet, 2019; UNHCR et UNDP, 2019).
- Revoir et adopter **une compréhension et une approche plus nuancées et contextualisées de la capacité** dans le domaine humanitaire (Barbelet, 2019; Howe et Stites, 2019).



---

Le Groupe chargé des politiques humanitaires (HPG) est l'une des principales équipes mondiales de chercheurs indépendants et de professionnels de la communication travaillant sur les questions humanitaires. Il se consacre à l'amélioration des politiques et des pratiques humanitaires grâce à une combinaison d'analyses, de dialogues et de débats de haute qualité.

---

---

**Humanitarian Policy Group**  
ODI  
203 Blackfriars Road  
London SE1 8NJ  
Royaume Uni

Tel : +44 (0) 20 7922 0300  
Fax : +44 (0) 20 7922 0399  
E-mail : [hpgadmin@odi.org](mailto:hpgadmin@odi.org)  
Site Web : [odi.org/hpg](http://odi.org/hpg)

---